Un cahier de 8 pages
été
la Croix
www.la-croix.com Mercredi 23 août 2006 – Quotidien n° 37527 1,10 €

Lycées français de l'étranger (3/5)
Un respect absolu de la laïcité dans les lycées catholiques d'Istamboul P. I-II

Avoir 10 ans... (7/8)
Pour Hassan, à Gaza, il est difficile d'être un enfant
P. III

Raconte-moi l'homme (7/9)
Entretien avec Sylvie Vauclair, sur la planète Terre et le cosmos
P. IV-V

Une balade italienne (20/20)
Dernier épisode du carnet de route de Bernard Chambaz P. VI

Cinéma
L'Irlande des années 1920 dans « Le vent se lève », de Ken Loach
P. VII

La question du jour
Comment moraliser le secteur des voyagistes?
P. 6

France
Malgré la pluie, l'agriculture souffre de la sécheresse
P. 6

Monde
Kinshasa déchirée par les combats malgré les efforts internationaux
P. 17

Services
Bourse ..... P. 20
Carnet ..... P. 8
Liturgie ..... P. 21
Météo ..... P. II
Mots croisés ..... P. II
Petites annonces ..... P. 8

124e année-ISSN/0242-6056. Italie : 1,50 € ; Belgique : 1,10 € ; Maroc : 14 DH ; Espagne : 1,50 € ; Portugal (Cont) : 1,50 € ; Suisse : 2,30 FS ; Luxembourg : 1,10 € ; Canada : 2,50 $CA ; Grèce : 1,50 € ; Autriche : 2 € ; Côte d'Ivoire/Sénégal/Congo et zone CFA : 900 CFA ; Antilles-Réunion : 1,50 €

La croissance adoucit la rentrée

Les bons chiffres de la croissance et de l'emploi au premier semestre facilitent l'action du gouvernement. Mais Matignon doit faire face à la montée des revendications P. 3 à 5

Au côté de Dominique de Villepin, le ministre de l'emploi Jean-Louis Borloo, et le ministre de l'économie Thierry Breton. DE MALGLAIVE ÉTIENNE/GAMMA

Editorial

Enfin libre !

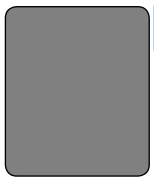
par Dominique Gerbaud

Il y a eu pire rentrée ! Même si ce mois d'août a été particulièrement maussade au niveau météorologique, les Français n'ont pas la tête des mauvais jours. Ils auraient même plutôt meilleur moral. C'est ce que note l'Insee depuis deux mois consécutifs, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. Dominique de Villepin aura donc le sourire, demain, lorsqu'il retrouvera ses collègues autour de la table du conseil des ministres. Il leur rappellera que le pouvoir d'achat des Français continue d'augmenter avec un bonus probable de 2,4 % à la fin de l'année au lieu de 1,2 % en 2005, et que les indicateurs économiques, sans être au beau fixe, sont encourageants. La courbe du chômage baisse de façon régulière depuis le mois de décembre 2004, c'est dire que les Français commencent à le ressentir autour d'eux, dans leur famille ou auprès de leurs proches, ce qui a un effet positif sur leur état d'esprit.

Oui, il y a eu plus mauvaise rentrée, surtout que l'on pouvait s'attendre au pire. On sait bien qu'une année préélectorale, c'est souvent une année perdue, une année mise entre parenthèses par peur d'effrayer l'électeur. Pour une fois le gouvernement peut, s'il en a le courage et s'il ne s'égare pas dans des projets inutiles, se lâcher et en faire une année utile. Il a une arme qui, paradoxalement, ne se voit pas mais qui est essentielle : sa liberté. La décision qu'a prise Dominique de Villepin, après l'épisode du CPE, de ne pas participer – au moins pour l'instant – à la course à la présidence de la République lui donne une vraie marge de manœuvre. Elle a incontestablement apporté une plus grande sérénité dans le camp majoritaire car les choix ne sont plus pris en fonction des visées présidentielles de l'un ou de l'autre.

Dominique de Villepin peut agir dans le seul intérêt du pays. Alors que ses prédécesseurs, lorsqu'ils étaient candidats à l'Élysée, ne pensaient qu'au court terme, lui peut voir plus loin sans être obsédé par la satisfaction de son électorat. Cette liberté-là est un atout qui permet de faire de la politique au sens noble du terme. Elle peut être payante pour l'actuelle majorité, surtout lorsque Nicolas Sarkozy aura quitté le gouvernement, sans doute à la fin de l'année, pour préparer sa campagne électorale et qu'il prendra tout naturellement un peu de distance vis-à-vis de ses anciens collègues. Voilà un gouvernement enfin libre d'agir !

Bayard



Le Billet

d'Alain Rémond

Les hirondelles se pincent

En été, la France entière prend le train, c'est le triomphe de la SNCF. Aussi multiplie-t-elle les offres commerciales, proposant des cartes de réduction pour tous les âges de la vie et toutes les situations. Elle vient même de rénover la bonne vieille carte de réduction pour les familles nombreuses, lesquelles se sont précipitées pour en profiter. Quand on lit de près le modèle de cette nouvelle carte, on se dit pourtant que les heureux bénéficiaires ne sont pas au bout de leurs peines. Avant de pouvoir s'en servir, ils devront en effet s'acquitter de cette délicate manœuvre: «*Les hirondelles doivent être centrées à l'intérieur de la fenêtre de découpe de la pince.*» Comment diable s'y prend-on pour centrer des hirondelles? Faut-il découper la fenêtre à l'aide de la pince? Ou découper la pince en passant par la fenêtre? A-t-on besoin d'un tournevis, d'une perceuse, d'une clé à molette? Et une fois qu'elles sont centrées, que fait-on des hirondelles? Faut-il les laisser partir par la fenêtre? Voilà, en tout cas, de quoi utilement occuper les enfants pendant tout le voyage.

LES SAINTS DU JOUR

Sainte Rose de Lima (1586-1617). Péruvienne d'origine espagnole, Rose de Flores devient tertiaire dominicaine à 20 ans. Elle mène une vie austère, priant et soignant les Indiens du Pérou. À sa mort, les pauvres se pressent sur sa tombe. On fête aussi **saint Philippe Benizi** (1233-1285), religieux italien.

Comment joindre la Croix :

Abonnements ou changement d'adresse
« La Croix » Contact de 8 h 30 à 19 heures
Tél. : 0.825.825.832.
Fax : 0.825.825.855.
bpcontact@bayard-presse.com
ou écrire à : « La Croix », TSA 30412 59063 Roubaix Cedex 01.

Rédaction
3, rue Bayard, 75393 Paris Cedex 08.
Tél. : 01.44.35.68.36.
Fax : 01.44.35.60.01.

Courrier
lecteurs.lacroix@bayard-presse.com

Carnet de 9 heures à 18 heures.
Tél. : 01.44.35.66.06.
Fax : 01.44.35.60.03.

Petites annonces de 9 heures à 18 heures.
Tél. : 01.41.38.83.06.
Fax : 01.41.38.83.04.

Publicité Tél. : 01.44.35.66.06.

Qualité réception
« La Croix » administration générale, service qualité réception, 3, rue Bayard, 75393 Paris cedex 08. (Si le journal vous arrive en retard de façon répétitive)

Contacts pour les marchands de journaux Tél. : 0800.29.36.87.

L'ESSENTIEL

MONDE

Saddam Hussein confronté à ses accusateurs

■ L'ancien dictateur irakien Saddam Hussein, accusé de génocide dans un nouveau procès portant sur la sanglante répression contre le peuple kurde, a été confronté hier à ses premiers accusateurs. Les deux premiers témoins, dont Najib Khoudair, une femme de 41 ans, ont évoqué les bombardements chimiques orchestrés dans le cadre des campagnes Anfal. D'après les procureurs, 1 175 victimes ont été interrogées et de 65 à 70 d'entre elles doivent venir témoigner. Les campagnes Anfal auraient fait jusqu'à 180 000 morts.

Le crash d'un avion russe en Ukraine fait 170 morts

■ Un Tupolev 154 de la compagnie russe Poulkovo assurant la liaison Anapa-Saint-Pétersbourg s'est écrasé hier dans l'est de l'Ukraine avec 170 personnes à son bord. Les autorités aériennes russes ont d'abord mis en avant des «*turbulences*» météorologiques pour expliquer ce crash. Mais le ministère des situations d'urgence ukrainien a affirmé qu'un incendie s'étant déclaré à l'intérieur du Tupolev alors qu'il volait à 10 000 mètres, l'équipage avait décidé d'effectuer un atterrissage d'urgence mais que le train d'atterrissage n'était pas sorti. Il n'y a pas de survivants.

Des touristes italiens enlevés puis relâchés au Niger

■ Un groupe de touristes, dont 21 Italiens, enlevés lundi par une bande armée dans la zone désertique du sud-est du Niger, ont été relâchés hier en fin d'après-midi et étaient en bonne santé, selon un porte-parole du ministère italien des affaires étrangères. «*Visiblement cette attaque visait à les dévaliser*», a ajouté ce porte-parole, déclarant que Rome tirait ses informations d'un touriste allemand membre du groupe mais qui avait pu échapper à l'attaque et donner l'alerte. Un peu plus tôt dans l'après-midi, le gouvernement nigérien, par la voix de son porte-parole, avait démenti l'ampleur et la localisation de l'enlèvement en affirmant que seuls deux touristes italiens avaient été enlevés et ce dans le sud du pays.

Des «missions de paix» pour la transition en Côte d'Ivoire

■ Le premier ministre ivoirien Charles Konan Banny a lancé hier les «missions de paix», ces équipes chargées d'expliquer aux populations le programme de sortie de crise avant les élections générales prévues fin octobre. Composées de leaders de divers mouvements politiques et de chefs traditionnels, ces missions devront «*convaincre que non seulement la paix n'est pas un vain mot, mais qu'elle est le préalable au développement*», a souligné le premier ministre. La rébellion des Forces nouvelles (FN), qui contrôle le nord du pays depuis 2002, déplore de son côté que le chef du gouvernement ne tienne pas son rôle d'«*arbitre impartial*» et fasse trop de «*concessions*» au président Laurent Gbagbo.

FRANCE

Les ex-squatteurs de Cachan reçoivent deux propositions

■ Le préfet du Val-de-Marne, Bernard Tomasini, a proposé hier deux nouvelles solutions d'hébergement en hôtel pour les ex-squatteurs de Cachan, dont près de 200 sont installés depuis vendredi soir dans un gymnase de la ville, soulignant qu'il s'agissait de «*l'ultime proposition que l'État pouvait faire au maire de Cachan*». La première prévoit de loger environ 180 personnes dans trois hôtels de l'Essonne et de Seine-et-Marne (Vigneux-sur-Seine, Montlhéry et Brie-Comte-Robert), sans date butoir. L'autre permettrait de loger 150 personnes dans un même hôtel à Grigny (Essonne), mais uniquement jusqu'au 17 septembre.

Le cinquième et dernier ours slovène relâché dans les Pyrénées

■ Un cinquième ours slovène a été relâché sur la commune d'Arbas (Haute-Garonne), dans la nuit de lundi à mardi, a annoncé hier le ministère de l'écologie, précisant qu'il s'agissait «*du dernier lâcher d'ours, conformément au plan de restauration et de conservation de l'ours brun dans les Pyrénées françaises 2006-2009*». Après Hvala et Balou, Sarousse, une femelle de 7 ans pesant 112 kg, est le 3e ours libéré sur cette bourgade de la Haute-Garonne. Elle est parrainée par l'actrice Valérie Lemercier et le chanteur Alain Chamfort. Selon la ministre de l'écologie, Nelly Olin, «*le cinquième lâcher permet d'assurer la pérennité d'une espèce protégée au niveau international*».

Un nouveau géant au-dessus du fleuve à Rouen

Le plus grand pont levant d'Europe, toujours en recherche d'un nom, est désormais dressé sur la Seine à l'ouest de Rouen (Seine-Maritime). Il a reçu hier son deuxième et dernier tablier de 1 300 tonnes mis en place par deux énormes grues flottantes venues des Pays-Bas *(photo Robert François/AFP)*. Un moment salué par des applaudissements et des klaxons de centaines de spectateurs. Ce pont permettra le passage vers les quais du centre-ville des paquebots et grands voiliers. Il assurera aussi une liaison nord-sud, reliant les autoroutes A15 et A13.

▶ LE CHIFFRE

5,7

milliards de dollars (soit 4,5 millions d'euros) auront été dépensés par le gouvernement israélien pour financer la guerre d'un mois menée contre le Liban. Cela représente 10 % du budget de l'État et environ la moitié du budget du ministère israélien de la défense. Face à ces dépenses, deux députés travaillistes israéliens se sont prononcés hier contre des restrictions budgétaires (notamment dans le social) décidées par le gouvernement pour financer une partie du coût de la guerre au Liban, créant ainsi des tensions au sein de la majorité du premier ministre.

▶ L'HISTOIRE

Moi, bébé panda : ma vie, mon œuvre sur Internet

Elle est née il y a une semaine en Chine. Et elle est le premier bébé panda à disposer d'un blog. Son «journal intime», écrit à la première personne, raconte à ses fans la vie d'un panda dans le centre de recherche et de reproduction de Chengdu, au sud-ouest de la Chine. Le site propose ses photos, un suivi de sa croissance et un forum de discussions pour les amis des bêtes. Le but : sensibiliser l'opinion publique à la protection de cette espèce menacée, et plus particulièrement les enfants. Attention ! Le blog «la maison du panda» (http://blog. sina.com.cn/m/xiongmao) n'est pour l'instant qu'en chinois !

Ouverture d'une enquête sur l'immeuble sinistré de Roubaix

■ Le propriétaire de l'immeuble de Roubaix (Nord), dont l'incendie a provoqué six morts et huit blessés dimanche, a été déféré hier devant le parquet de Lille. Une information judiciaire a été ouverte «*pour mise en danger d'autrui et blessures et homicides involontaires liés à une mise en danger d'autrui*». Le parquet a requis le placement sous contrôle judiciaire du propriétaire, un Français résidant en Belgique et âgé de 56 ans, qui se trouvait en garde à vue depuis dimanche. Alors que l'homme affirme avoir effectué des travaux de sécurité suite à un incendie survenu en mars, le procureur expliquait lundi qu'il reste à déterminer si les travaux effectués étaient bien suffisants.

La Caisse nationale d'assurance vieillesse va recruter 300 seniors

■ La Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav) a annoncé hier l'embauche de 300 personnes de plus de 50 ans «*en contrat à durée indéterminée*» d'ici à 2008. «*Cette démarche répond aux objectifs du plan de cohésion sociale fixés par le gouvernement, visant notamment à favoriser l'employabilité des seniors*» explique-t-on à la Caisse. Selon les projections de l'Insee, le taux d'emploi des 55-64 ans (24,1 millions de personnes) plafonnerait à 38,5 % en 2006, contre un objectif fixé par l'Union européenne de 50 % à l'horizon 2010. Placée en 11e position parmi ses homologues européens, la France figure loin derrière l'Espagne, la Grèce, l'Allemagne, la Suède ou le Royaume-Uni.

SPORT

Déjà trois médailles françaises aux Jeux équestres mondiaux

■ L'équipe de France d'équitation a remporté trois médailles dans les épreuves d'endurance, lundi, lors la première journée des Jeux équestres mondiaux organisés à Aix-la-Chapelle (Allemagne) jusqu'au 3 septembre. Derrière l'Espagnol Miguel Vila Ubach, premier sur Hungares, Virginie Atger a terminé deuxième sur Kangoo d'Aurabelle, devant sa compatriote Élodie Le Labourier, troisième sur Sangho Limousian, sur un parcours long de 160 km. Avec Philippe Benoît (Akim du Boulve), 5e, et Pascale Dietsch (Hifrane du Barthas), 8e, les deux Françaises ont gagné le titre par équipes.

À LIRE DEMAIN

LIBAN

Le débat sur l'engagement de la France dans la finul

Les six chantiers économiques du gouvernement

● Le gouvernement effectue sa rentrée demain avec la tenue du conseil des ministres ● Pour Jacques Voisin, le président de la CFTC, l'amélioration de la conjoncture relance la question du pouvoir d'achat ● Dominique de Villepin s'attend à une rentrée plus sereine

LYDIE/SIPA

Courses en famille. Les ménages, dont la consommation a augmenté de 2,9 % en un an, achètent d'autant plus que les prix des produits manufacturés baissent.

La redistribution des fruits de la croissance

■ Après une progression du produit intérieur brut de 0,5 % au premier trimestre, la croissance a, d'avril à juin, atteint 1,1 %. Du coup, syndicats et opposition relancent le débat sur la répartition des fruits de la croissance, d'autant plus justifié à leurs yeux que la consommation représente le principal moteur de la croissance. Ainsi, le premier secrétaire du PS, François Hollande, réclame la tenue d'*«une conférence sur le pouvoir d'achat avec l'ensemble des partenaires sociaux»*.

Après une hausse de 1,2 % l'an dernier, le pouvoir d'achat des ménages devrait certes, selon l'Insee, augmenter cette année de 2,4 %. Mais en période préélectorale, les revendications ne manqueront pas de se multiplier. Et le gouvernement pourrait être tenté de prendre des mesures symboliques. Il est question notamment de créer, à l'attention des salariés, un « chèque transport », compensant l'augmentation des prix du carburant qui approchent leurs records.

La répartition des fruits de la croissance constitue cependant un *«faux débat»*, soutient Michel Didier, directeur de l'institut économique Rexecode. *«La fixation des salaires, dans le privé, résulte du jeu du marché et des négociations de branches*, rappelle-t-il. *En fait, il s'agit de savoir si l'on privilégie la progression des salaires ou bien le recrutement de nouveaux collaborateurs. Or, même si l'emploi a repris des couleurs, il reste encore bien du chemin à parcourir.»*

L'amélioration de l'emploi

■ Alors que le chômage est déjà passé de 10,2 à 9 % depuis son arrivée à Matignon, Dominique de Villepin ne doit surtout pas donner l'impression, à quelques mois des élections, qu'il relâche ses efforts. Il s'est donc donné un nouvel objectif: passer sous la barre des 2 millions de chômeurs au premier trimestre 2007 pour faire redescendre le chômage à 8 % avant la fin de l'été prochain. Pour ce faire, Matignon a demandé à ses ministres de plancher sur le renforcement des mesures existantes. Si l'arbitrage devrait intervenir d'ici à début septembre, plusieurs pistes circulent déjà dans les ministères. La première consiste à encourager la création d'entreprise par les chômeurs en simplifiant les deux aides, l'Accre et l'Eden, qui leur sont consacrées.

Une deuxième piste ciblerait les jeunes issus des quartiers sensibles; il s'agirait cette fois de leur proposer non pas un contrat dérogatoire au code du travail de type CPE, mais un « parcours d'insertion ». Le ministère de l'emploi mise quant à lui sur un renforcement du dispositif légal incitant les entreprises à anticiper l'évolution de leurs besoins en emploi et ainsi à prévenir les restructurations. De plus, d'autres mesures semblent faire consensus comme l'extension des « contrats de transition professionnelle », dispositif pilote expérimenté actuellement sur sept sites et qui permet à un chômeur d'être mieux indemnisé en échange de l'engagement d'accepter l'emploi ou la formation qu'on lui propose. Enfin, on parle également d'un bouclier fiscal qui protégerait de trop forts prélèvements les entreprises qui ont fortement recours à l'embauche.

Concilier nouvelles dépenses et réduction de la dette

■ Faut-il mettre à profit les recettes fiscales supplémentaires liées au regain de croissance (entre 1 et 3 milliards d'euros) pour satisfaire les revendications les plus immédiates? Ou bien affecter cette somme à la réduction du déficit public? Depuis la remise, en décembre, de l'alarmant rapport Pébereau sur les comptes publics, Bercy présente la réduction de la dette comme sa priorité absolue. Hier encore, le premier ministre a réaffirmé que la *«priorité fixée au désendettement et à la baisse du déficit public [devait] être tenue»*. L'État entend réduire l'an prochain ses dépenses de 1 % en volume, soit, compte tenu des prévisions d'inflation, une hausse d'à peine 0,8 % en euros courants. Pour autant, différentes mesures sont actuellement à l'étude, comme la suppression des droits de succession pour le conjoint survivant ou un coup de pouce supplémentaire à la prime pour l'emploi. Les arbitrages devraient intervenir avant le conseil des ministres du 20 septembre, au cours duquel devrait être présenté le volet « recettes » du projet de loi de finances. D'ici là, les syndicats ne manqueront pas de protester contre les 15 000 suppressions de postes de fonctionnaires (dont 7 000 dans l'éducation nationale) annoncées dès juin dernier.

Privatiser Gaz de France

■ C'est le dossier le plus sensible de cette rentrée. GDF et Suez semblent prêts à se séparer de certains de leurs actifs en réponse à la « lettre de griefs » que vient de leur adresser la Commission européenne. Cette dernière a jusqu'au 25 octobre pour déterminer si ces concessions permettent de préserver la concurrence sur les marchés français et belge. D'ici là, le débat sera social et politique. L'examen, à partir du 7 septembre, du projet de loi sur l'énergie destiné à permettre la fusion des deux entreprises, prévoit de ramener de 70 % à 34 % la part de capital de l'État dans GDF. Malgré le soutien tardif apporté par Nicolas Sarkozy au dossier, la grogne reste perceptible au sein de l'UMP. ●●●

(Lire la suite page 4.)

NATHALIE BIRCHEM ET DENIS PEIRON

REPÈRES

LES CHIFFRES CLÉS DE LA CROISSANCE

■ **Le produit intérieur brut (PIB) de la France a progressé de 1,1 % au deuxième trimestre 2006**, selon la deuxième estimation de l'Insee, publiée hier. C'est le niveau le plus élevé atteint, sur trois mois, depuis le quatrième trimestre 2000. Ce bon chiffre donne à l'économie française un acquis de croissance (c'est-à-dire le niveau de croissance du PIB que l'on est assuré d'atteindre), de 1,9 % sur l'ensemble de l'année. En 2005, la croissance française n'avait été que de 1,2 %. Le gouvernement table sur une progression de 2,5 % pour 2006.

■ **L'investissement repart fortement à la hausse.** Après avoir stagné au premier trimestre, il a augmenté de 1,5 % au deuxième. Côté entreprises, la hausse atteint même 1,8 % après avoir diminué de 0,5 % sur les trois premiers mois de l'année.

■ **La consommation des ménages reste dynamique, même si elle a légèrement décéléré** (+ 0,7% contre + 0,9 % au premier trimestre). Sur un an, la hausse est de 2,9 %, soit la plus forte augmentation depuis six ans. *«Les consommateurs continuent de ressentir les bienfaits de l'effet de richesse lié aux prix de l'immobilier. Et ils hésitent d'autant moins à consommer que les prix des produits manufacturés ne cessent de reculer»*, souligne Alexander Law, économiste chez Xerfi.

■ **Les créations d'emplois se sont accélérées.** L'emploi dans le secteur privé a augmenté de 0,3 % au deuxième trimestre, avec 51 900 créations de postes. Près de 940 000 offres d'emplois ont été déposées par les entreprises à l'ANPE au deuxième trimestre (+ 1,2% sur un an), a indiqué hier l'Agence nationale pour l'emploi, qui souligne la forte progression des CDI et CDD de plus de 6 mois.

■ **Seul bémol, le commerce extérieur, qui pèse négativement sur la croissance** (- 0,5 point). Cela montre que l'économie française a toujours du mal à profiter de l'amélioration de la conjoncture, notamment chez nos voisins. Les exportations ont ralenti (+ 1,8% après une hausse de 3,4 % au premier trimestre), alors que les importations augmentent sensiblement (de 3,3 %, après + 1,2 % au trimestre précédent).

●●● Dans son entourage, des parlementaires comme Dominique Paillé (Deux-Sèvres) ou Marc-Philippe Daubresse (Nord) continuent de se montrer réservés. *«Attention à ne pas reproduire la situation que l'on a connue pendant la crise du CPE, un nombre croissant d'élus UMP retirant, au fil des jours, son soutien au gouvernement»*, met en garde Georges Tron: le député de l'Essonne évoque aussi les 96000 amendements que l'opposition souhaite déposer. *«Le gouvernement sera acculé à utiliser le 49-3»*, article qui permet de mettre fin aux discussions et de faire passer un texte, sauf adoption d'une motion de censure. *«Et on peut faire confiance au PS pour organiser une grande campagne contre cette procédure impopulaire.»*

Trouver de l'argent pour la protection sociale

■ Alors qu'on annonce déjà 10,3 milliards d'euros de déficit pour les comptes sociaux, cette année, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2007, attendu fin septembre, s'annonce épineux. Non seulement il devra intégrer de nouvelles dépenses, dont une partie de l'assurance professionnelle des médecins libéraux (pour un coût de 200 millions d'euros), mais il pourrait aussi faire perdre des recettes comme la suppression des cotisations patronales résiduelles sur le smic, souhaitée par Jacques Chirac (1,5 milliard d'euros). Alors que l'assuré social a déjà été fortement mis à contribution ces dernières années (forfait de 1 €, franchise de 18 € sur les actes lourds…), le gouvernement réfléchit plutôt à la création de deux nouvelles taxes, sur les boissons sucrées et les «produits de grignotage».

Il a surtout lancé un vaste chantier sur la réforme du financement de la protection sociale pour ne plus peser exclusivement sur l'emploi. Trois pistes sont étudiées: la «contribution sur la valeur ajoutée», qui consiste à taxer la rémunération du travail mais aussi du capital, le «coefficient emploi-activité», où serait taxé le chiffre d'affaires amputé du montant des rémunérations, et la «TVA sociale», taxe sur la consommation. Une vraie patate chaude, puisque, alors que deux rapports ont déjà écarté les deux premières pistes, un troisième a été commandé pour début septembre au Conseil d'analyse stratégique.

Réformer le dialogue social

■ Durement tancé pour les syndicats, qui n'avaient pas été consultés lors de la crise du CPE, le gouvernement a décidé de donner force de loi à la nécessité de consulter les partenaires sociaux avant d'annoncer une décision concernant le droit du travail. Concrètement, il s'agirait de faire le tri entre les instances de concertation, de définir un «agenda partagé» des réformes à venir, prévoyant un partage des tâches entre gouvernement, Parlement et partenaires sociaux, et de prévoir un «temps réservé» à la consultation entre l'annonce d'une mesure et son adoption. Mais le projet, qui devrait théoriquement faire l'objet d'un projet de loi d'ici à la fin de l'année, suscite déjà de fortes divisions parmi les syndicats, qui craignent de voir leurs marges de manœuvre corsetées.

N. B. ET DENIS PEIRON

ENTRETIEN

Le président de la CFTC demande une meilleure redistribution de la richesse produite

«L'embellie de la croissance repose la question des salaires»

Jacques Voisin
Président de la CFTC

Quelles sont les principales revendications de la CFTC pour cette rentrée?

Jacques Voisin: Cette année encore, il y aura une double priorité: l'emploi et le pouvoir d'achat. Sur le pouvoir d'achat, on nous dit qu'il a progressé de 0,9 % entre juin 2005 et juin 2006, et que l'inflation est en baisse. Mais ces chiffres ne reflètent pas la réalité. On observe au contraire de fortes hausses sur des postes essentiels pour les ménages comme l'alimentation, qui a augmenté de 0,2 % en juillet, les loyers, qui ont subi une hausse de 20 % l'an dernier et de 7 % déjà cette année, ou encore l'énergie (+ 10 % depuis le début de l'année). C'est pourquoi nous rappelons le gouvernement à ses promesses du 12 décembre 2005 d'instituer un chèque transport pour atténuer le coût de ce poste pour les ménages. Cette question doit être réglée dans les meilleurs délais. Nous souhaitons également que l'allocation de rentrée scolaire soit progressive en fonction de l'âge de l'enfant.

Mais, surtout, l'embellie des chiffres de la croissance repose la question de la redistribution des richesses produites, et donc des salaires. Il y a plus d'un an, le gouvernement a demandé la réouverture de négociations de branches pour relever les minima en dessous du smic. C'est une bonne chose, même si toutes n'ont pas encore abouti, mais ce n'est pas suffisant parce qu'il faudrait que ces minima soient calculés hors primes et treizième mois.

Il ne faut pas non plus oublier les autres salaires. À la CFTC, nous demandons que le gouvernement prenne des dispositions législatives pour élargir à toutes les entreprises l'obligation faite aux grandes entreprises de négocier annuellement sur les salaires. De plus, la revalorisation prévue dans la fonction publique doit être revue pour tenir compte de l'inflation et de la perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires. Enfin, nous souhaitons également que la participation, qui ne concerne actuellement que les entreprises de plus de 50 salariés, soit étendue à toutes les entreprises. Mais elle ne doit pas se substituer à la politique salariale.

«Nous demandons que le gouvernement prenne des dispositions législatives pour élargir à toutes les entreprises l'obligation, faite aux grandes entreprises, de négocier annuellement sur les salaires.»

– Vous faites de l'emploi une priorité, pourtant, sur ce front, le gouvernement a obtenu un certain succès.

– On nous a dit qu'on créerait 200000 emplois cette année, et c'est tant mieux, mais la vraie question qui se pose, c'est quel type d'emploi. En effet, 70 % des nouveaux emplois créés, qui s'offrent notamment aux jeunes et aux moins qualifiés, sont des emplois précaires. Face à cette flexibilité accrue, nous demandons à ce que l'on réfléchisse à une sécurisation du parcours professionnel. Cela passe par des engagements de la part de l'entreprise en termes de gestion prévisionnelle de l'emploi, de validation des acquis de l'expérience, de formation… À la CFTC, nous portons depuis des années l'idée d'un statut du travailleur, qui garantirait à chacun une continuité des droits à la protection sociale malgré la discontinuité des périodes d'emploi.

– Le gouvernement va recevoir prochainement chaque syndicat en vue de réformer les règles du dialogue social. Cela permettra-t-il d'éviter des crises comme celle qui a eu lieu au début de l'année sur le CPE?

– Il faut effectivement tirer des leçons de cet épisode. Pour nous, il y a, pour y arriver, une méthode simple à suivre: le gouvernement ne peut pas légiférer sur les questions qui intéressent les salariés sans se concerter avec les partenaires sociaux. Plus précisément, il existe des champs comme par exemple les conventions collectives, les salaires réels, la déclinaison du droit du travail dans les entreprises, etc., sur lesquels les partenaires sociaux ont toute latitude. Mais à l'inverse, il y a des domaines qui sont de la responsabilité pleine et entière de l'État. Le smic ou le temps de travail en font partie. Sur ces sujets, c'est à l'État de légiférer et de demander aux partenaires sociaux de se concerter pour mettre en œuvre les mesures votées. Il est important de ne pas fragiliser le rôle de l'État, car il est garant de l'ordre public social.

– Alors que les branches vieillesse et maladie de la Sécurité sociale affichent chacune un fort déficit, le gouvernement étudie plusieurs pistes pour réformer le financement de la protection sociale. Quelles sont les vôtres?

– On semble pousser en avant l'idée d'une TVA sociale, qui aurait, il est vrai, le mérite de taxer également les produits importés. Nous sommes extrêmement réservés sur cette idée, car elle va renchérir le coût des produits et donc détériorer à nouveau le pouvoir d'achat des familles. En tant que syndicat chrétien, nous plaidons pour une juste redistribution de la richesse et c'est pourquoi l'idée d'une contribution sur la valeur ajoutée *(NDLR: qui taxerait non seulement le travail mais également le capital)* nous paraît meilleure.

RECUEILLI PAR NATHALIE BIRCHEM

▶ Après l'échec du CPE et l'affaire Clearstream, le premier ministre n'a plus droit à l'erreur

Dominique de Villepin veut capitaliser les bons résultats économiques

Une croissance plus élevée que prévu et un taux de chômage continuant à diminuer: le ciel économique s'éclaircit pour le gouvernement, qui fait sa rentrée demain, lors d'un conseil des ministres présidé par Jacques Chirac, à l'Élysée. De bonnes nouvelles, dont le premier ministre, Dominique de Villepin, ne devrait pas manquer de se réjouir, en marge de ce rendez-vous. Car elles peuvent lui permettre de limiter son impopularité après l'échec de la réforme du contrat première embauche (CPE), l'affaire Clearstream et une fronde de nombreux députés UMP cristallisée sur le projet de privatisation de GDF fusionnant avec Suez *(lire en page 3)*.

Loin des mauvais augures d'avant les vacances, le premier ministre pourrait même compter sur un apaisement. Ainsi, sur le dossier GDF, alors que le projet de loi doit être examiné par les parlementaires en session extraordinaire à partir du 7 septembre, Nicolas Sarkozy, président de l'UMP, qui s'était engagé à ne pas laisser privatiser GDF, a finalement manifesté son *«accord»* avec les intentions gouvernementales. S'il devait y avoir trop d'amendements au projet, venant entre autres des rangs de la droite, il faut s'attendre à ce que le gouvernement ait recours à l'article 49-3 de la Constitution, procédure destinée à précipiter l'adoption sans vote d'un texte.

La baisse du chômage (9 % en juin, soit un peu moins de 2,2 millions de chômeurs) apporte également de l'oxygène au chef du gouvernement, qui s'est fixé pour objectif de passer en dessous de la barre des 2 millions début 2007, au moment où l'UMP désignera son candidat à la présidentielle. Dominique de Villepin devrait cependant, dans l'immédiat, faire toujours profil bas face à Nicolas Sarkozy, en espérant de nouveaux bons résultats économiques pour tenter de remonter la pente dans un trimestre. Car, même si *«tous les feux sont au vert»*, comme l'affirmait récemment le ministre de l'économie Thierry Breton, l'embellie est récente et le chef du gouvernement, maintenu à son poste le 26 juin contre vents et marées par Jacques Chirac, n'a en fait plus droit à l'erreur.

La rentrée comporte d'ailleurs plus d'un risque pour le premier ministre. Outre le dossier GDF, celui de la réforme des droits de succession peut aussi se révéler compliqué pour lui. Le débat s'amplifie, en effet, dans la majorité sur cette question mise à l'étude par le gouvernement pour le budget 2007. Concrètement, il s'agirait d'exonérer de ces droits les conjoints survivants: le soutien de l'UMP à cette mesure n'est pas unanime, Pierre Méhaignerie – le président UMP de la commission des finances de l'Assemblée nationale – estimant qu'elle est *«inopportune»*.

Outre le dossier GDF, celui de la réforme des droits de succession peut aussi se révéler compliqué pour Villepin.

Dominique de Villepin, à qui Jacques Chirac avait demandé avant les vacances d'être *«à l'écoute»* des élus de la majorité, aura donc du pain sur la planche pour maintenir l'unité de l'UMP. Mais le premier ministre – qui pourrait en outre annoncer une compensation à la hausse du prix de l'essence et une allocation pour les étudiants – sera surtout attendu par l'opinion sur l'amélioration de l'emploi, préoccupation première des Français et priorité régulièrement affichée par le président de la République depuis l'échec du référendum sur la Constitution européenne, le 29 mai 2005. Alors qu'en juillet dernier le chef de l'État a demandé la mise au point de *«nouvelles mesures efficaces pour doper les créations d'emploi»*, un conseil restreint est d'ailleurs programmé sur ce sujet dès la fin du mois d'août.

ANTOINE FOUCHET

Les autres projets de loi prévus

■ **Justice.** À droite comme à gauche, tout le monde s'accorde à dire qu'une grande réforme de la justice ne pouvait être menée à bien en fin de législature. Mais le garde des sceaux, Pascal Clément, s'est engagé à faire adopter dès l'automne certaines des recommandations de la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire d'Outreau, comme par exemple l'enregistrement audiovisuel des gardes à vue.

■ **Sécurité.** Adopté en juin en conseil des ministres, le projet de loi sur la délinquance préparée par le ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy doit être discuté à l'automne. Le texte fait du maire le principal pivot de la lutte contre la délinquance et accentue les sanctions à l'encontre des jeunes délinquants.

■ **Environnement.** Un projet de loi visant à encadrer les cultures et les essais d'organismes génétiquement modifiés (OGM) sera présenté. La France ne peut pas reculer: il s'agit de se mettre en conformité avec les directives européennes de 2001 et de 2003.

TOBIAS SCHWARZ/REUTERS

La chancelière allemande Angela Merkel hier à Berlin, à la sortie du congrès de la CDU. Les médias attendaient de celle qui fut confrontée cet été à une chute brutale de popularité, une mise au point dans le débat qui oppose les chrétiens-démocrates pour concilier «la liberté de chacun» et la «justice sociale». En vain.

VU D'ALLEMAGNE

L'Union chrétienne-démocrate (CDU) a tenu hier à Berlin un premier congrès pour la rédaction de son nouveau programme, qui sera adopté l'an prochain

Angela Merkel fait sa rentrée face à un parti divisé

BERLIN
De notre correspondant

En veste blanche, avec un ton solennel, la chancelière allemande Angela Merkel s'est référée hier aux *«valeurs fondatrices de la démocratie chrétienne»* pour ouvrir à Berlin le congrès de son parti, la CDU, voué à l'élaboration d'un nouveau programme. Les démocrates-chrétiens allemands sont en effet en quête d'un nouveau profil. *«L'économie sociale de marché»*, *«l'irremplaçable individualité de chaque être humain»*, la valeur chrétienne fondamentale et fondatrice de la CDU selon Konrad Adenauer restent selon la chancelière des valeurs fondatrices. Mais comment les démocrates-chrétiens, aux affaires depuis neuf mois en coalition avec les sociaux-démocrates, peuvent-ils concilier la *«liberté de chacun»*, *«l'égalité»*, *«la solidarité»* de tous et la *«justice sociale»* en Allemagne? Angela Merkel, confrontée cet été à une chute brutale de sa popularité, n'a pas apporté de réponse à ces questions qui travaillent son parti en profondeur.

Le débat a troublé ces dernières semaines la pause estivale. Jürgen Rüttgers, chef de l'exécutif de la Rhénanie du Nord-Westphalie, qui a mis fin l'an dernier au règne des sociaux-démocrates dans cette région historique de la classe ouvrière, n'a pas hésité à mettre les pieds dans le plat. Le cours libéral imprimé à la CDU depuis le congrès de Leipzig de décembre 2003 sous la houlette d'Angela Merkel est une impasse, selon lui. C'est un mensonge fatal pour le parti démocrate-chrétien, assure-t-il, que de vouloir faire croire par exemple que *«la baisse des impôts pour les entrepreneurs induit automatiquement la création de nouveaux emplois»*. Selon lui, si la CDU veut renouer avec des scores électoraux de 40 %, elle doit tourner le dos à ces fables.

Même sur le plan de la politique extérieure, où Angela Merkel avait obtenu des satisfecit au début de son mandat, les interrogations et critiques renaissent.

Ce message a été relayé notamment par Heiner Geissler, ancien secrétaire général de la CDU de Helmut Kohl et porte-parole médiatique et populaire de l'aile sociale de la démocratiechrétienne aujourd'hui. *«La CDU a fait un virage néolibéral vers la droite ces dernières années»*, condamne-t-il.

Ronald Pofalla, secrétaire général du parti aujourd'hui et bras droit d'Angela Merkel, rejette ce discours nostalgique. Il est persuadé au contraire que, *«dans le cadre de la concurrence internationale actuelle, nous avons comme toujours des impôts et des coûts salariaux trop élevés»*. *«On a besoin de plus de libertés en Allemagne*, poursuit-il, *afin que les entreprises se multiplient.»*

Le débat fracture la CDU en profondeur, estime Franz Walter, professeur en science politique à l'université de Göttingen. *«L'État social allemand, en substance, est l'œuvre des catholiques*, souligne-t-il. *Ce sont eux qui en ont imprégné la philosophie et les structures, y compris depuis Bismarck. C'est sur ce socle que la CDU de Helmut Kohl a su entretenir pendant 16 ans l'alliance des salariés, des paysans, des entrepreneurs, des libéraux, des conservateurs, des catholiques et des protestants, tous regroupés en son sein. C'est ce consensus qui est mis en cause aujourd'hui. La montée en puissance d'un néo-individualisme protestant, fait pièce au solidarisme catholique.»*

Les médias attendaient hier une «mise au point», un mot fort d'Angela Merkel dans le débat. En vain. La chancelière a en fait d'autres soucis. Il s'agit pour elle d'abord de conforter l'union dans les rangs du parti et de mettre en relief les récents indices qui confirment une légère embellie de la croissance et de l'emploi, semblant conforter sa politique. En revanche, l'indice du moral des entrepreneurs est en chute et présage mal des décisions prévues pour le début de l'an prochain: la hausse de la TVA de 3 % et un projet de réforme du système de santé si contesté qu'il a déjà éveillé un front du refus rassemblant les caisses d'assurance-maladie aux côtés des organisations syndicales. Même sur le plan de la politique extérieure, où Angela Merkel avait obtenu des satisfecit au début de son mandat, les interrogations et critiques renaissent, notamment sur la nouvelle position de Berlin vis-à-vis des États-Unis et de l'Union européenne.

Angela Merkel semble avoir perdu l'aura dont elle bénéficiait au début de son mandat. Ce qui a réveillé bien sûr les ambitions de ses adversaires au sein du parti et rendra d'autant plus délicate sa mission de concilier les ailes moderniste, néolibérale et sociale de la CDU, à l'horizon du congrès qui estampillera le nouveau programme du parti en 2007.

MICHEL VERRIER

Les trois quarts des Britanniques rejettent la politique étrangère de Blair

■ Près de trois quarts des Britanniques pensent que la politique étrangère menée par leur premier ministre Tony Blair a rendu le pays plus vulnérable face au terrorisme, selon un sondage ICM publié hier par le quotidien *The Guardian*. Seulement 1 % des personnes interrogées estiment que la politique du gouvernement a amélioré la sécurité en Grande-Bretagne, alors que 72 % affirment que les actions menées à l'étranger, notamment en Irak, ont conduit le pays à devenir une cible pour les extrémistes. L'enquête révèle aussi que le nombre de sympathisants travaillistes a chuté à 31 %, le score le plus faible enregistré par les instituts de sondage du quotidien britannique depuis 1987, alors que les conservateurs remontent avec 40 % d'opinions favorables.

PAROLES D'ÉCONOMISTES

«Le taux dans la zone euro devrait baisser l'an prochain»

Jean-Michel Six

Standard & Poor's

«On note actuellement une convergence assez forte des taux de croissance des différents pays de la zone euro. On se rapproche ainsi de la situation observée en 2000, une année de référence.
Mais cela ne devrait pas durer. L'an prochain, on devrait, à des degrés divers, commencer à sentir les effets d'une politique monétaire plus restrictive. De même, le durcissement des politiques fiscales en Allemagne et en Italie, pays qui à eux seuls représentent la moitié du produit intérieur brut de la zone euro, ne manquera pas d'avoir des incidences. Enfin, l'euro fort influe de façon différente sur la compétitivité des différents États. Les Allemands s'accommodent assez bien d'un cours élevé de la monnaie européenne, tandis que la France et l'Italie ont beaucoup plus de mal à écouler leurs produits sur les marchés extra-européens.
À l'arrivée, le taux de croissance de la zone euro devrait s'établir l'an prochain à 1,3 ou 1,4 %, contre 2,2 à 2,4 % cette année.»

«La France ne possède pas de dynamique propre»

Sylvain Broyer

Ixis

«Je ne partage pas l'optimisme de Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque centrale européenne, qui juge profonde et de qualité la croissance actuelle des pays de la zone euro. Autant l'Allemagne convainc, avec une reprise franche, qui correspond aux canons des cycles économiques, autant, en France, on ne voit pas bien sur quoi repose la croissance, si ce n'est sur le fait que les ménages puisent dans leur épargne pour consommer. De fait, malgré un léger rebond, l'investissement productif reste très décevant.
La France ne possède pas de dynamique propre… Concernant l'an prochain, l'Allemagne devrait continuer à jouer un rôle moteur, même si la hausse de 3 points de son taux de TVA devrait constituer un frein, de même que l'augmentation des cotisations santé, décidée récemment et qui viendra contrebalancer la baisse des cotisations sociales.»

RECUEILLI PAR DENIS PEIRON

En ligne actuellement sur

✔ L'enquête de familles de France sur le coût de la rentrée scolaire
✔ Notre diaporama sur les nouveaux habits de lumière du Mont-Saint-Michel
✔ Notre dossier spécial sur la guerre au

sur www.la-Croix.com

LA QUESTION DU JOUR

Comment moraliser le secteur des voyagistes ?

René-Marc Chikli :

« Il faut arrêter d'accepter tout le monde. »

Depuis dimanche matin, 460 Français ayant acheté un voyage à Lastminute.com et Promovacances se sont retrouvés bloqués en Turquie, suite à un désaccord entre le voyagiste Élégance et la compagnie aérienne turque Atlas Jet. Les derniers vacanciers devaient rentrer hier soir, grâce à l'affrètement d'un vol spécial. René-Marc Chikli, président du Centre d'études des tour-opérateurs (Ceto), estime que les deux agences en ligne ont commis *« une erreur de casting »*.

« La profession est déjà moralisée. Il existe une centaine de marques et fournisseurs, connus, respectés et respectables, capables de fournir à l'année des voyages sur toutes les gammes de prix.

Mais avec le développement d'Internet, émergent de nouveaux entrants : des voyagistes qui montent des coups, des opérations sur un mois, au lieu d'affréter des vols à l'année. Ce sont des perturbateurs.

Cela entraîne une perte de crédibilité pour les deux agences en ligne, qui va leur coûter cher, dans tous les sens du terme, mais qui se répercute également sur toute la profession, en termes d'image. C'est sûr, par exemple, que Lastminute.com et Promovacances feront désormais beaucoup plus attention dans le choix de leurs fournisseurs. Elles n'ont pas été vigilantes. Elles ont fait confiance à ceux qui ne le méritaient pas : c'est une erreur de casting pour gagner quelques euros. Par ailleurs, elles ont su être professionnelles : tout a été fait pour rapatrier les clients rapidement. Juridiquement, ces derniers n'ont pas de souci à se faire. Avec le principe de « guichet unique », c'est l'agent de voyage qui est responsable de tout, même s'il peut ensuite se retourner contre Élégance, le fournisseur.

Le véritable problème, c'est que la préfecture a fourni une licence à ce voyagiste, Élégance, qui est aussi adhérent au syndicat national des agences de voyage et de l'association professionnelle de solidarité du tourisme.

Il faut arrêter d'accepter tout le monde. Aujourd'hui avec un BTS tourisme et un peu d'argent, on passe entre les mailles du filet, on peut monter des coups et se dire tour-opérateur. Le mieux serait de labéliser le terme de « tour-opérateur ».

Au Ceto, je refuse dix demandes d'adhésion par mois. On dit que c'est une démarche élitiste, mais c'est une démarche de qualité. Il y a des normes à respecter et une charte à signer pour intégrer le Ceto.

Nous demandons également, pour améliorer l'image du secteur du tourisme en général, la création d'un comité national des litiges. Ce serait une interface indépendante entre le client et le professionnel, qui permettrait de régler tous les problèmes plus rapidement, car les lois existent, sans engorger les tribunaux civils ».

RECUEILLI PAR MAUD PIERRON

CLIMAT

La sécheresse continue malgré la pluie

Des restrictions d'usage de l'eau concernent toujours soixante-cinq départements. Les agriculteurs font leurs comptes secteur par secteur

FLORIAN LAUNETTE/LA PROVENCE

Champ de tournesols aux Saintes-Maries-de-la-Mer. L'inquiétude se fait particulièrement sentir dans les branches céréalières et de l'élevage.

Malgré le temps désespérément maussade de ces dernières semaines, la sécheresse est de retour. Ou plutôt elle n'a jamais vraiment quitté le paysage météorologique français. Lundi, la préfecture de l'Hérault a ainsi annoncé qu'elle étendait et durcissait les restrictions de l'usage de l'eau, la situation demeurant *« très tendue »* et la sécheresse étant *« confirmée »*. Dans plusieurs bassins hydrographiques du département, lavage de voiture, remplissage de piscines privées ou encore arrosage de pelouses sont totalement interdits. *« Quand on parle de sécheresse, il faut bien distinguer l'année selon deux périodes »*, explique Michel Schneider, ingénieur à la Direction de la climatologie de Météo France à Toulouse (Haute-Garonne). D'abord la saison hydrologique, d'octobre à mars, pendant laquelle les nappes phréatiques peuvent se réalimenter. *« L'évaporation est faible et la végétation n'a pas de grand besoin d'eau,* précise Michel Schneider. *La pluie peut donc facilement s'infiltrer. »* Problème, les précipitations de l'hiver dernier ont été déficitaires et, dès le début de l'année, la sonnette d'alarme était tirée. D'autant que la saison 2004-2005 avait été elle aussi mauvaise. Deuxième saison hydrographique : la période printemps-été. La forte évaporation due aux températures et les besoins de la végétation font que la pluie sert à humidifier les sols et non plus à alimenter les nappes phréatiques. Bref, il peut pleuvoir en été sans que les réserves d'eau en soient améliorées. *« En outre,* indique Michel Schneider, *il n'a pas plu partout de manière abondante dans ces premières semaines d'août. Dans les Pays de la Loire, la région Centre, le Var ou encore la Corse par exemple, les sols restent très secs. »*

Aujourd'hui, une quatrième réunion de la « cellule de vigilance sécheresse » doit se tenir au ministère de l'agriculture.

Si la vie quotidienne des habitants de nombreux départements reste perturbée par des restrictions de l'utilisation des ressources en eau, la sécheresse récurrente mais aussi l'épisode caniculaire de juillet ont surtout frappé de plein fouet le monde agricole. Inquiétude dans le secteur des céréaliers et de l'élevage avec de possibles répercussions pour le prix du pain *(voir encadré)*, annonce de récoltes désastreuses pour les apiculteurs du sud de la France, retards dans la récolte des mirabelles… Aujourd'hui, une quatrième réunion de la « cellule de vigilance sécheresse » doit se tenir au ministère de l'agriculture pour faire le point sur les conséquences de cet épisode météorologique. Le 28 septembre, la Commission nationale des calamités agricoles examinera les demandes des départements réclamant une indemnisation des paysans. À la mi-août, 26 préfectures avaient déjà diligenté une mission d'enquête sécheresse afin de présenter leur dossier. *« Selon les déclarations d'intention, une quarantaine de départements devraient réclamer la reconnaissance de "calamité agricole",* estime Jean-Luc Poulain qui gère le dossier sécheresse à la FNSEA. *Les conséquences cumulées de la sécheresse et de la canicule sont hétérogènes selon les régions et les productions. La situation la plus urgente à régler concerne les cultures d'herbe insuffisantes pour nourrir le bétail. Puis, dans les semaines à venir, celle des céréaliers, blé et maïs… »*

MICHEL WAINTROP

Le prix du pain devrait augmenter

■ La canicule de juillet pourrait contribuer à l'augmentation du prix du pain. Car le pain, c'est avant tout du blé. Or, selon le ministère de l'agriculture, la vague de chaleur estivale pourrait conduire à une baisse des récoltes céréalières de 4 %. Du coup, le prix du blé grimpe. *« Le marché a réagi tout de suite à la baisse prévue de production même si on est loin des récoltes catastrophiques de 2003 »,* indique-t-on à l'Office national interprofessionnel des grandes cultures (ONIGC).

Si les meuniers répercutent ces augmentations sur la farine, les boulangers devraient suivre en septembre. Certains parlent d'une hausse de 3 %. *« Il est trop tôt pour le dire,* affirme Jacques Mabille, président de la chambre professionnelle de la boulangerie pâtisserie d'Île-de-France. *Mais si nous relevons les prix, ce sera plus pour compenser l'augmentation du smic et du coût de l'énergie. »*

DÉMOGRAPHIE À défaut d'un recensement officiel, le nombre précis de centenaires reste inconnu

Les scientifiques recherchent des super-centenaires

Trois semaines à peine les séparent. Mais c'est bien Marie-Simone Capony, la Cannoise née le 14 mars 1894 à Charlieu (Loire), qui devient la nouvelle «doyenne des Français», et non Marie Mornet, née le 4 avril 1894 et résidant en Poitou-Charentes. Après le décès de Camille Loiseau (le samedi 12 août, à Paris), à l'âge de 114 ans, l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) avait cité le nom de Marie Mornet comme *«probable»* nouvelle doyenne des Français *(lire* La Croix *du 21 août)*. Depuis, les chercheurs ont été alertés de l'existence d'une autre prétendante au titre. *«Nous avons faxé lundi une demande d'extrait de naissance à la mairie de Charlieu pour avoir la confirmation de son âge et Mme Capony est bien la plus âgée»,* indique Jean-Marie Robine, responsable d'une équipe de recherche à l'Inserm. Ce temps d'hésitation s'explique par le fait que les scientifiques français ne disposent pas de la liste des personnes les plus âgées, *«tout simplement parce qu'il n'existe pas de fichier des personnes vivant en France, contrairement à d'autres pays»,* explique le chercheur de l'Institut. Le répertoire national d'identification des personnes physiques (RNIPP), qui sert à attribuer les numéros de Sécurité sociale, est en effet strictement confidentiel.

Pour son projet d'une base de données internationales sur la longévité humaine, l'Inserm doit donc en permanence rechercher les informations sur les centenaires, en se servant des bases de données de l'Insee. *«Avec l'accord de la Commission nationale informatique et libertés (Cnil), l'Insee nous communique tous les deux ans une liste des personnes décédées à plus de 104 ans. Ensuite nous procédons à un contrôle minutieux pour vérifier les informations sur les lieux et dates de naissance et de décès»,* décrit Jean-Marie Robine. Pour les personnes vivantes, six à sept personnes de l'Inserm travaillent sur le terrain, pour rencontrer des centenaires et leur proposer de participer aux enquêtes. Un travail d'envergure, car certaines familles refusent de se faire connaître. De plus, l'intérêt scientifique de ces études commande souvent de trouver plusieurs membres d'une même famille, et pas seulement des centenaires isolés. Jean-Marie Robine estime aujourd'hui à un millier le nombre de personnes qui en France ont dépassé les 105 ans. Difficile d'être plus précis, car *«il subsiste toujours des erreurs de recensement»,* explique Jacques Vallin, chercheur à l'Institut national d'études démographiques (Ined). Ce spécialiste de la mortalité met en garde *«contre la tendance traditionnelle à surestimer l'âge de ces grands centenaires, dont l'extrême longévité est très valorisée par leur entourage»*. L'enjeu de ces travaux scientifiques consiste donc à pouvoir calculer des *«tables de mortalité»,* c'est-à-dire les espérances de vie selon les classes d'âges. Pour les plus âgés, l'échantillon de personnes est aujourd'hui encore trop réduit, selon Jacques Vallin.

«Il n'existe pas de fichier des personnes vivant en France, contrairement à d'autres pays.»

CÉCILIA PANDOLFI

POLITIQUE Le numéro 2 du PS a demandé à Jack Lang et à Dominique Strauss-Kahn de retirer leur candidature au profit de Ségolène Royal

Avis de tempête au PS avant son université d'été

«*C'est déjà un début de big-bang pour la gauche française»,* se félicite le député PS «rocardien» Armand Jung en annonçant son soutien à Ségolène Royal pour l'élection présidentielle de 2007. Une allusion au «big-bang» politique auquel avait appelé Michel Rocard en 1993. Mais, à la veille de l'université du PS à La Rochelle (Charente-Maritime), qui s'ouvre vendredi, c'est plutôt le chaos qui règne depuis les propos de François Rebsamen. Également rallié à Ségolène Royal, le numéro deux du parti a en effet réitéré, au lendemain de la «Fête de la rose», dont la chouchoute des sondages était l'invitée d'honneur *(lire* La Croix *du 21 août)*, son appel à un retrait de deux candidats déjà déclarés à l'investiture du PS: Jack Lang et Dominique Strauss-Kahn.

Dominique Strauss-Kahn, Jack Lang et Ségolène Royal ont en commun d'avoir soutenu le «oui» au référendum sur la Constitution européenne puis d'avoir signé la même motion au congrès du PS de novembre 2005. *«Il n'est pas normal qu'il y ait plusieurs candidats issus de la même motion»,* expliquait, lundi, François Rebsamen dans *Le Parisien/Aujourd'hui en France,* en constatant que *«la mieux placée, c'est Ségolène Royal»*. Insistant: *«Je pense que le premier secrétaire du PS devra, après discussion avec les candidats et la candidate, prendre une initiative pour essayer de trouver une solution plus rationnelle.»*

Ces propos ont provoqué une réaction indignée de Jack Lang. *«Quelle est la légitimité de celui qui profère une telle fatwa à l'égard de camarades?»* s'interroge l'ancien ministre dans une lettre à François Hollande. De son côté, Dominique Strauss-Kahn n'a pas directement réagi, mais une de ses proches, Michèle Sabban, s'est déclarée *«scandalisée»* par cette *«méthode des pressions»* et ce *«déni de démocratie militante»*: *«La seule donnée, c'est le vote des militants. Jusqu'au bout, un vote n'est jamais acquis.»*

Dominique Strauss-Kahn, Jack Lang et Ségolène Royal ont en commun d'avoir soutenu le «oui» au référendum sur la Constitution européenne puis d'avoir signé la même motion au dernier congrès du PS.

En réponse, Stéphane Le Foll, directeur de cabinet de François Hollande, s'est contenté d'affirmer qu'*«il est de la responsabilité de chacun de décider de ce qu'il doit faire le moment venu, lors du dépôt des candidatures»,* tout en indiquant qu'une *«décantation»* des candidats serait *«souhaitable avant la date limite du dépôt des candidatures»* (le 3 octobre)! Même si le «royaliste» François Rebsamen parle de *«retrait»* et le «hollandais» Stéphane Le Foll de *«décantation»,* évoquant à son tour l'idée d'une *«réunion des présidentiables autour du premier secrétaire»,* la finalité est la même: éviter la multiplication des candidats défendant une même orientation politique. Tous les présidentiables, à l'exception de Laurent Fabius, ayant signé, au Mans, le texte majoritaire de François Hollande.

Les signataires des motions «nonistes» se partagent, quant à eux, entre le ralliement à Ségolène Royal et le soutien à Laurent Fabius, passé depuis le référendum européen de l'aile droite à l'aile gauche du PS. Le courant «Nouveau PS» de Vincent Peillon devrait ainsi annoncer son soutien à Ségolène Royal à l'occasion de son université d'été, qui a débuté hier à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Celui d'Arnaud Montebourg, «Rénover maintenant», devrait suivre le mouvement lors de son «assemblée d'été», qui s'ouvre aujourd'hui à Fouras (Charente-Maritime). Ce dernier courant est toutefois divisé entre ceux qui mettent en avant la volonté de renouvellement au sein du parti, ce qui rapproche Arnaud Montebourg de Ségolène Royal, et ceux qui insistent sur les questions de fond, ce qui éloigne celle qui admire le social-libéral Tony Blair des anti-libéraux du PS ayant milité pour le «non» à la Constitution européenne.

Autre représentant de ces derniers, Jean-Luc Mélenchon a réaffirmé, hier, sur France 2, son soutien à Laurent Fabius parce qu'*«il a pris des options qui sont des options liées à la gauche du parti»*. Un positionnement confirmé par l'intéressé dans un entretien à paraître demain dans *L'Express*. Laurent Fabius y déclare par ailleurs espérer que l'élection présidentielle ne se fondera pas *«sur une analyse "sondago-médiatique" de court terme, mais sur un choix politique de fond»*. Autant de pierres dans le jardin picto-charentais de ségolène Royal.

LAURENT DE BOISSIEU

DISCRIMINATION Un rapport des renseignements généraux précise l'origine ethnique de chefs de bande

SOS Racisme porte plainte pour fichage ethnique

Les renseignements généraux se sont-ils rendus coupables du délit de fichage ethnique? Une évidence pour SOS Racisme, qui a déposé plainte hier avec constitution de partie civile auprès du tribunal de grande instance de Paris.

L'affaire remonte au 25 février dernier. Le journal *Le Monde* fait état, dans un article sur le phénomène de la violence des bandes, d'un rapport des renseignements généraux précisant l'origine ethnique de plusieurs centaines de meneurs recensés dans 24 quartiers sensibles. Les auteurs du rapport y distinguent les chefs de bande d'origine «maghrébine», «africaine» ou «non immigrée». La même étude fera l'objet d'une dépêche de l'Agence France-Presse. *«Nous avons sans succès cherché à nous procurer ce rapport,* explique le vice-président de SOS Racisme, Samuel Thomas. *Devant les difficultés rencontrées, nous avons décidé de saisir la justice qui aura plus de moyens pour se saisir du document.»* Et identifier les auteurs et les «commanditaires» de ce rapport.

Dans sa plainte, l'association considère qu'une telle enquête n'a pu être établie que si un fichage ethnique des délinquants a été mis en place au sein des renseignements généraux. Or, rappelle l'avocate de SOS Racisme, Me Gaëlle Duplantier, les fichiers qui *«ne renseignent pas sur la nationalité des délinquants mais sur leur origine ethnique ou raciale contreviennent à l'article 226-19 du code pénal en vigueur qui interdit le fichage ethnique et réprime ce délit de la peine de cinq ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende».*

«Un décret de 1991 autorise les renseignements généraux à enregistrer des informations sensibles, comme par exemple les caractéristiques physiques d'une personne, mais pas ses origines raciales», précise-t-on à la Commission nationale informatique et liberté (Cnil). Sollicités, les renseignements généraux n'ont pas souhaité s'exprimer sur le sujet.

Cette plainte intervient alors même que le débat s'est intensifié dernièrement sur la question des statistiques «ethniques». Le ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy a publiquement souhaité, en février dernier, que les statistiques de la police puissent faire apparaître, au nom de la *«transparence»,* l'origine des délinquants. Plus récemment, des chercheurs ont appelé à un assouplissement de la loi.

Dans une note du 31 juillet dernier, le centre d'analyse stratégique estime ainsi que l'interdiction d'utiliser des données à caractère racial bride, notamment, la recherche sur les ségrégations à l'école ou en matière de logement. Le principe de l'interdiction n'est cependant pas intangible.

«Un décret de 1991 autorise les renseignements généraux à enregistrer des informations sensibles, comme les caractéristiques physiques d'une personne, mais pas ses origines raciales.»

La Cnil accorde ainsi ponctuellement l'autorisation de manier des données ethniques, en raison de l'intérêt public d'une étude et à condition notamment de recueillir expressément l'accord des intéressés. *«Nous sommes de plus en plus saisis de demandes de cet ordre»,* assure-t-on à la Cnil. Dernier exemple en date: la commission vient de donner son feu vert à une enquête de l'Ined portant sur l'intégration des descendants d'immigrés turcs et marocains, basés sur un échantillon sélectionné à partir de la consonance du nom et du prénom d'abonnés du téléphone.

«Aller au-delà de ces autorisations ponctuelles, c'est forcément dangereux, assure Samuel Thomas. *Nous n'avons pas besoin de fichiers ethniques. Les chercheurs peuvent déjà utiliser le critère, autorisé, de lieu de naissance des parents. Quant à la discrimination raciale, nous n'avons pas besoin de fichiers pour la mesurer et lutter contre. Les fichiers de cet ordre n'ont jamais servi à la combattre, mais toujours à l'amplifier.»*

À l'appui de sa plainte, SOS Racisme précise que plusieurs sites d'extrême droite ont fait leur miel des informations publiées par *Le Monde*, organisant même des forums débats dont l'un a pour titre évocateur «Enfin les tabous sautent!».

EMMANUELLE RÉJU

EN BREF

Le coût de l'élection présidentielle a augmenté de 50 % en 2002

■ Selon une étude du ministère de l'économie et des finances, publiée hier, le coût pour l'État de l'organisation de l'élection présidentielle s'est élevé à 200,37 millions d'euros en 2002, soit 50 % de plus que lors de la présidentielle de 1995. La hausse avait déjà été de 17 % entre l'élection présidentielle de 1988 et celle de 1995. Pour la présidentielle de 2007, le coût pour l'État est estimé à 233 millions d'euros. En 2002, le remboursement des dépenses de la communication des candidats a représenté 28,51 % de la dépense totale, l'ensemble des prestations de libellé et de mise sous pli des communiqués, envoyés à chaque électeur, 21,48 % et les frais d'affranchissement 12,21 %. Le nombre de candidats s'était élevé à neuf en 1988 et en 1995 et à seize en 2002. Les auteurs de l'audit recommandent de faire baisser ce coût, notamment en offrant la possibilité pour les électeurs qui le souhaitent de prendre connaissance de la communication électorale sur Internet et non plus par courrier postal.

▶ **SOLIDARITÉ. Les «*marcheurs pour la diversité*» peu attendus à Orange.** Une vingtaine de personnes qui effectuent une marche de 800 kilomètres entre Marseille et Paris *«pour l'égalité des chances»* ont affirmé hier ne pas être les bienvenues à Orange. Le maire Jacques Bompard, ex-Front national passé au Mouvement pour la France, aurait refusé, pour des raisons politiques, d'apporter aux marcheurs une aide logistique pour le gîte et le couvert.

▶ **NUCLÉAIRE. Recours des anti-EPR devant le tribunal administratif de Caen.** Les associations opposées au réacteur nucléaire de 3e génération (EPR) ont déposé, hier matin, une requête devant le tribunal administratif de Caen (Calvados). Elles dénoncent le permis de construire du nouveau réacteur qui sera implanté au sein de la centrale EDF de Flamanville (Manche). Selon elles, *«la loi du 3 janvier 1986 relative à la protection du littoral»* est violée.

▶ **JUSTICE. Des expatriés français restent en France.** Mis en cause par les autorités coréennes, le couple a annoncé hier son intention de ne pas retourner à Séoul. Les corps de deux bébés congelés ont été retrouvés cet été dans leur appartement de Séoul. D'après les autorités coréennes, des tests ADN prouveraient que les deux Français sont bien les parents des deux bébés, ce qu'ils ont hier contesté.

▶ **AGRESSION. La police abat trois chiens.** Trois rottweilers qui avaient agressé deux personnes sur les bords de la Seine à Petit-Couronne (Seine-maritime) près de Rouen ont été abattus par la police dans la nuit de lundi à mardi. Les chiens, qui erraient et dont on ignore encore à qui ils appartenaient, ont attaqué et mordu un employé de la raffinerie Shell et un employé du port autonome de Rouen qui les ont croisés. Paniqué, l'un des deux hommes a sauté dans la Seine.

▶ **BUREAUCRATIE. Déclaré mort par le fisc, mais bien vivant.** Un retraité de Saint-Andéol-le-Château (Rhône), pourtant en pleine forme, a appris samedi que les services du fisc l'avaient déclaré mort, en ouvrant un courrier destiné à sa famille, où ils réclamaient le solde de ses impôts sur le revenu. Selon le centre de prélèvement des impôts de Lyon, la méprise a pour origine l'annonce du décès d'une personne portant le même patronyme, *«sans doute sa mère»*, en mai.

▶ **VOL. Du cuivre volé en Haute-Marne.** Cinq cents kilos de cuivre appartenant à la SNCF ont été dérobés entre vendredi et dimanche sur un site de la SNCF à Chalindrey (Haute-Marne), a annoncé hier la gendarmerie. Les voleurs ont découpé la clôture du site pour s'emparer d'un touret d'une demi-tonne de cuivre, d'une valeur de 2000 €. Les vols de métaux non ferreux se multiplient en France, depuis quelques mois en raison de la flambée de leurs cours.

▶ **ARRESTATION. Un faux-monnayeur interpellé à Nice.** Les douanes de Grenoble ont interpellé vendredi un homme, âgé de 33 ans, qui transportait dans la roue de secours de sa voiture, 250000 dollars en faux billets. La police a saisi à son domicile de Nice son matériel de faussaire. Il s'agit d'une prise importante en France, selon la police, *«car les faussaires sont souvent installés en Italie ou en Europe de l'Est»*. Écroué, il risque 30 ans de réclusion.

▶ **ACCIDENT. Un homme fuyant la police se tue en voiture.** Dans la nuit de lundi à mardi, un homme de 28 ans, qui s'était soustrait à un contrôle de police, s'est tué en voiture à Dieppe (Seine-Maritime). Le conducteur, qui roulait à très grande vitesse, s'est écrasé contre un mur. Il est mort durant sa désincarcération, selon une source policière. L'accident aurait eu lieu alors qu'il avait été perdu de vue par les policiers qui s'étaient lancés à sa poursuite.

CARNET

Décès

■ Mme Thérèse Devernay
et sa famille recommandent
à vos prières
Joseph DEVERNAY,
décédé le 20 août 2006,
à l'âge de 95 ans.
La cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 24 août 2006
à 15 h 30 en l'église
Saint-Louis
de Villemomble (93250).

■ Le Provincial et les Pères
maristes de France invitent
à partager leur prière
et leur espérance
à l'occasion du décès du
P. Henri VERDIER,
survenu le 21 août 2006,
à l'âge de 80 ans,
dans la 57e année
de sa profession religieuse.
Les obsèques
sont célébrées
le jeudi 24 juillet
à 9 h 30, en la chapelle
de la Communauté mariste,
à Mar Vivo,
La Seyne-sur-Mer (Var).

■ Bernard et Marielle
Mitterrand,
Antoine et Danielle
Mitterrand,
Sophie et Dominique
Lavenat, ses enfants ;
Nicolas, Amélie et Alexis,
Lucie, Élise, Alice, Mathilde,
Marie, Charlotte et
Alexandra,
ses petits-enfants ;
Camille et Antoine,
ses arrière-petits-enfants ;
ses sœurs, belles-sœurs,
beaux-frères, cousins
et toute la famille
ont la douleur de faire part
du décès de
Mme Philippe MITTERRAND,
née Jacqueline Richard,
le 24 juillet 2006.
La cérémonie religieuse
a eu lieu le 28 juillet
en l'abbaye de Bassac,
Charente, et l'inhumation
au cimetière de Saint-Simon
près de son époux.
[«La Roque» St-Simon, 16120]

Chapitre

■ Les Sœurs
de Sainte-Ursule de Dole,
réunies en chapitre, ont élu
Supérieure générale :
Sœur Françoise GOUTRY,
Conseillères :
Sœurs Monique BOURCERET,
Michelle DEREAU,
Colette DOUSSOT,
Colette GENICHON
[9, rue Mont-Roland, B.P. 338,
39104 Dole Cedex]

■ Les Sœurs du
Très-Saint-Sauveur
réunies en chapitre général
du 2 au 17 août 2006
à Oberbronn – 67110
vous font part de l'élection de
leur nouveau conseil général :
Supérieure générale :
Sœur Lucella
M. WERKSTETTER
(Allemagne), réélue ;
Assistantes générales :
Sœur Monika HEUSER
(Allemagne), réélue ;
Sœur Bénédicte ADAM
(France), réélue ;
Sœur Daniéla JAMBA
(Angola) ;
Sœur Mary BOSCO
VANIYAPURACKAL (Inde) ;
Économe :
Sœur Marlène HECK
(Allemagne) ;
Secrétaire :
Sœur Anne-Marie LAUER
(France).

TRANSMISSION DU CARNET

Par courrier :
3, rue Bayard,
75008 Paris.

Par téléphone
de 9 h à 18 h
au 01.44.35.66.06

Par Fax : 01.44.35.60.03

Les textes doivent
parvenir avant 10 h 30
pour une parution
le lendemain.

LA LIGNE : 13,64 € TTC.
Remise de 10 %
à nos abonnés.

REMISE DE 50 %
pour vos annonces de Fiançailles Mariages Naissances Baptêmes
Tél. : 01.44.35.66.06

ANNONCES LÉGALES

POUR TOUTES VOS ANNONCES LÉGALES

Envoyez-nous votre texte + un chèque de provision de **150 €**
à Média Marketing : 10, rue Chevreul, 92150 Suresnes
ou faxez-nous votre texte + un n° de carte bancaire
et date de validité au 01.41.38.83.03 ou 01.41.38.83.01.
E-mail : lacroix@mediamarketing.fr
Contact : Média Marketing au 01.41.38.83.06.
La Croix est habilité pour les départements 75, 78, 91, 92

75 PARIS

Par acte SSP en date du 9/08/06, il a été constitué la société suivante :
Dénomination : LA TRIBUNE DE L'ART
Forme : SARL
Capital : 15000 €
Siège social : 60, bd de Charonne, 75020 PARIS
Objet : Publication, diffusion, édition d'informations au moyen de tous supports y compris Internet
Gérant : Monsieur Didier RYKNER, demeurant 60, bd de Charonne, 75020PARIS, nommé pour une durée indéterminée
Durée : 99 ans
La société sera immatriculée au RCS de PARIS

SUPPORT TRAINING
SARL au capital de 8000 €
Siège social : 6, passage du Désir, 75010 PARIS
RCS Paris 477 660 567

Aux termes d'une délibération en date du 28/05/06, l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire a décidé de transférer le siège social de la société du 6, passage du Désir, 75010 PARIS au 9, passage du Désir, 75010 PARIS à compter du 01/06/06 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

La gérance

BE MY AGENCY
SARL au capital de 1000 €
Siège social : 57, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS
RCS PARIS 484 007 653

L'AGE du 02/08/06 a constaté la démission de Mlle DELAHAUR Sandy, 21, rue de la Courneuve, 93300 AUBERVILLIERS, en qualité de cogérante à compter du 02/08/06. Mlle FADEL Karima, 27, rue Clément-Ader, 94110 ARCUEIL, sera gérante unique.

PETITES ANNONCES

MERCREDI 23 AOÛT 2006

SOMMAIRE
▶ **Avoir 10 ans à Gaza** P. III
▶ **Raconte-moi l'homme** (7/9) P. IV-V
▶ **Une balade italienne** (20/20) P. VI
▶ **Culture** P. VII-VIII

Un été dans la Croix

LYCÉES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER *(3/5)*

En Turquie, des élèves apprennent à penser autrement

À Istamboul, cinq lycées français catholiques, classés parmi les meilleures écoles de Turquie, accueillent des élèves turcs, musulmans pour la plupart, dans le strict respect de la laïcité

ISTAMBOUL
De notre envoyée spéciale

Ce matin, élèves, professeurs et parents sont rassemblés dans la cour du lycée Notre-Dame-de-Sion pour la distribution des prix. Les annonces et les félicitations se font tantôt en français, tantôt en turc. Les élèves portent l'uniforme. Polo blanc. Kilt écossais pour les filles. Pantalon gris-vert pour les garçons. Ceux qui ont terminé leur cursus secondaire ont droit à un message particulier du directeur, Yann de Lansalut: *«Ce que vous avez vécu ensemble à Sion durant cinq ans, vous devez individuellement le prolonger autour de vous.»*

Situé dans le quartier d'Harbiye à Istamboul, Notre-Dame-de-Sion célèbre cette année le 150e anniversaire de sa fondation. Les Sœurs de Notre-Dame-de-Sion sont arrivées dans la capitale de l'Empire ottoman en 1856, treize ans après la fondation de leur congrégation. Elles y ont ouvert le premier lycée de jeunes filles de Turquie. Plus tard, l'école a bénéficié du soutien du fondateur de la République, Mustafa Kemal Atatürk, qui lui a confié l'éducation de ses filles adoptives. Elle peut s'enorgueillir d'avoir formé les premières femmes sénateur, ambassadeur, juriste, compositeur de musique, procureur de la République…

D.R.

Les élèves de Saint-Benoît, l'un des cinq lycées français catholiques d'Istamboul. Fondé en 1583 par les jésuites, il a ensuite été repris par les lazaristes.

Notre-Dame-de-Sion est l'un des cinq lycées français catholiques d'Istamboul. Saint-Benoît, le plus ancien, a été fondé en 1583 par les jésuites avant d'être repris par les lazaristes. Sainte-Pulchérie, fondé en 1846 par des jésuites italiens, a été repris par les Filles de la Charité. Saint-Joseph a ouvert ses portes en 1870. Seul établissement francophone situé sur la rive asiatique, il est depuis l'origine sous tutelle des Frères des Écoles chrétiennes, comme Saint-Michel, fondé en 1881.

Ces lycées bilingues privés francophones – connus sous l'appellation de *Fransiz Lisesi* – ont connu tous les bouleversements liés à l'histoire de l'Empire ottoman et de la Turquie. Statutairement, ils sont classés parmi les écoles étrangères. Ils ne perçoivent aucune aide de l'État. Les directeurs sont français. Les adjoints, turcs. Un tiers des enseignants sont français. Un autre tiers, turcs francophones, ou francophones d'autres nationalités. Les derniers, turcs anglophones. Pour les Français, les lycées bénéficient d'une dotation de postes financés par le ministère des affaires étrangères. Mais leur nombre ne cesse de diminuer. Le P. Kerdoncuf, qui préside la Fédération des écoles catholiques privées de Turquie, parle à ce propos d'*«incompréhensible désengagement de la France»*. Quant aux élèves, ils sont turcs, musulmans pour la plupart, mais aussi chrétiens (principalement de rites syrien et arménien-orthodoxe) et juifs. Mais de cela, *«on ne parle jamais»*, affirment élèves et professeurs. Le respect de la laïcité est, ici, absolu.

Ces lycées figurent parmi les plus cotés de Turquie. Les élèves qui les intègrent, classés parmi les meilleurs au difficile concours national d'entrée en lycée, les ont spécifiquement choisis. Issus de familles aisées capables d'assumer des frais de scolarité élevés (6 000 € par an) plus 1 000 à 3 000 € pour les cours privés du soir et les séminaires d'été, ils disent tous à peu près la même chose. *«Je voulais être dans une école réputée, étudier en français et me former à la méthode analytique»*, explique Ali Türek, 17 ans. *«Je voulais appartenir à une institution qui donne une formation d'excellence et qui transmet des valeurs»*, dit Can Özger, 18 ans. *«Ici, je découvre d'autres manières de penser, d'apprendre»*, raconte Asli Goglar, 17 ans.

De fait, sans perdre les qualités de mémorisation et de rapidité acquises dans les écoles turques, les élèves apprennent à développer un certain esprit d'analyse où l'argumentation est centrale. *«Ce que nous essayons de transmettre, c'est le goût du questionnement et de la réflexion»*, explique Serçin Divanlioglu, professeur de chimie, turque francophone. Les cours de français et de philosophie permettent par ailleurs de former les jeunes aux valeurs humanistes, celles-là même qu'Atatürk prenait pour référence. D'Érasme à Diderot, de Voltaire à Rousseau, les élèves planchent plusieurs heures par semaine sur les textes fondateurs des démocraties européennes.

> **«Je voulais être dans une école réputée, étudier en français et me former à la méthode analytique.»**

À cette rigueur intellectuelle et à cette ouverture culturelle s'ajoute une éducation humaine et morale exigeante. En ce domaine, la présence discrète de religieuses ou de religieux est essentielle. Frère Ange Michel, Frère des Écoles chrétiennes, professeur de français à la retraite, ●●●

(Lire suite page suivante.)

MARTINE DE SAUTO

Deux lycées francophones publics

■ **Le Galatasaray, lycée impérial,** situé au cœur du vieux quartier européen, formait à l'occidentale les futurs cadres de l'empire. Il fut le premier lieu d'enseignement du sport, dont le football. Le célèbre club, fondé en 1905, est aujourd'hui indépendant. L'université francophone de Galatasaray a été créée par les anciens élèves du lycée.
Un accord bilatéral a été signé en 1992 avec la France. Elle compte plus de 1 500 étudiants dont 50 % de femmes.
■ **Le lycée Pierre-Loti** dépend de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (Aefe) Il s'adresse à la communauté francophone d'Istamboul.

En Turquie, des élèves apprennent à penser autrement

●●● donne toujours des cours de conversation française. *«Notre apostolat est celui du P. de Foucauld,* explique-t-il. *Nous sommes là pour témoigner de quelque chose, non par le discours, mais par notre manière d'être.»*

Pour se maintenir à leur niveau d'excellence, les lycées ont investi dans des laboratoires de langues et de sciences, salles informatiques, médiathèques. Ils travaillent désormais en réseau. Ils peuvent aussi compter sur les anciens élèves, regroupés en associations très structurées et terriblement efficaces. Jusqu'en 1997, les élèves intégraient ces établissements vers 10-11 ans, à l'issue du cycle primaire. Depuis, la loi dite «des huit ans» – adoptée par le Parlement turc en août 1997 pour contrer l'influence des islamistes et de leurs écoles (les *imam hatip*) – a fait passer la durée de la scolarité obligatoire dans une école turque de cinq à huit ans.

Les établissements français ont eu dès lors deux questions à résoudre. La première: comment rester bilingue avec des élèves qui ne commencent à étudier le français qu'au lycée? Pour y répondre, une année préparatoire de mise à niveau en français a été instaurée, suivie de quatre années bilingues de lycée. La seconde question était plus délicate. Comment assurer l'avenir? Là, la solution est venue des anciens élèves. Ils ont créé des fondations associées aux lycées – turques et légales – et ouvert des écoles primaires associées, de droit turc. Près de dix ans après cette «loi des huit ans», chacun des cinq lycées a ainsi réussi à survivre, y compris Sainte-Pulchérie. En 2000, cet établissement de Beyoglu ne comptait plus que 214 élèves. Aujourd'hui, le lycée devenu mixte compte 19 classes, accueille 380 élèves, et se classe parmi les meilleurs. La Fondation éducative Sainte-Pulchérie a par ailleurs créé une école primaire. Reste à relever au quotidien ce que Pierre Gentric, son directeur, considère comme le défi essentiel: l'interculturalité. *«Un des sens de notre mission,* rappelle-t-il, *c'est d'aller à la rencontre du peuple turc.»*

MARTINE DE SAUTO

D.R.

Des élèves du lycée Saint-Joseph distribuent à manger aux plus démunis.

«Un des sens de notre mission, c'est d'aller à la rencontre du peuple turc.»

▶ Élèves et enseignants des lycées catholiques ont soutenu la reconstruction d'écoles détruites par le tremblement de terre

Initier les élèves à une solidarité durable

Le 17 août 1999, un tremblement de terre d'une intensité de 7,4 sur l'échelle de Richter dévastait le nord-ouest de la Turquie. En quarante-cinq secondes, le séisme a tué 17 000 personnes et laissé des centaines de milliers de personnes sans abri. Le 12 novembre, un second tremblement de terre de magnitude 7,2 touchait principalement la ville de Duzce, faisant plus de 700 morts et 2 000 sans-abri. Chaque fois, un très grand élan de solidarité s'est manifesté. Les lycées catholiques français y ont pris leur part. Le lycée Saint-Joseph, avec les Frères des écoles chrétiennes et Caritas Italie, a ainsi aidé à la reconstruction de l'école primaire d'Akarca, un quartier de Sögütlü près d'Izmit. Inaugurée en 2001, la nouvelle école a été baptisée École de la fraternité franco-turque. Deux fois par an, les élèves se rendent visite. Le lycée Saint-Benoît a également multiplié les initiatives pour soutenir les écoles primaires de Sehit Kemal Yarar à Sakarya.

Le lycée Notre-Dame-de-Sion a, de son côté, financé, avec l'aide de Caritas Pologne, de la congrégation et des lycées Notre-Dame-de-Sion de France notamment, la reconstruction de l'école d'Acisu, dans la région de Kocaeli. L'école, qui peut accueillir 480 élèves, a été inaugurée le 13 octobre 2000. Sœur Monique, depuis trente-six ans à Notre-Dame-de-Sion où elle était jusqu'en 2004 professeur de biologie et responsable de division, y était, comme tout le lycée. *«C'était bouleversant»*, dit-elle simplement.

La solidarité se décline au quotidien par le biais de clubs d'action sociale et de campagnes.

Dans ces établissements, comme dans chacun des autres lycées catholiques français, la solidarité n'est pourtant pas qu'une question d'urgence. Elle se décline au quotidien et de multiples manières par le biais de clubs d'action sociale et de campagnes. *«C'est une forme d'héritage,* explique Laurent Pichot, directeur du lycée Saint-Joseph. *Les congrégations enseignantes implantées en Turquie sont venues au Proche-Orient pour accompagner la scolarisation des jeunes et leur insertion. Les lois qui ont été votées depuis font que nos établissements recrutent parmi les familles aisées. Sans brader l'existant, nous nous efforçons d'initier nos élèves à ces questions, d'être incitatifs et de soutenir toutes les initiatives qui permettent de mieux connaître l'autre. La solidarité est une philosophie et une pratique qui jalonne l'acte éducatif.»*

Dans cet établissement, l'un des projets s'appelle *«une classe, deux filleuls»*. Il s'agit de soutenir dix élèves de l'école d'Akarca et 50 élèves de 30 Agustos, une école primaire du quartier Ümraniye dans la banlieue asiatique d'Istamboul, en prenant en charge leurs fournitures scolaires pendant toute la durée de leur scolarité. Chaque classe parraine deux enfants. Chaque élève donne 3 livres turques (1,8 €) par mois de son argent de poche, et chaque enseignant 5 livres turques (2,70 €). La distribution de la bourse et le contrôle de son utilisation sont assurés par une association caritative turque. Un nouveau projet – type Restos du cœur – a vu le jour en 2005. À l'initiative du club d'aide sociale, chaque classe du lycée (25 au total) a collecté de l'argent pour financer des repas qu'elle distribue ensuite chaque mercredi dans les quartiers pauvres de Kadiköy. *«Tendre la main n'est pas un geste facile. Il faut l'expérimenter, s'y confronter pour en découvrir le sens»*, constate Yaprak Bener Chapdelaine, professeur de mathématiques.

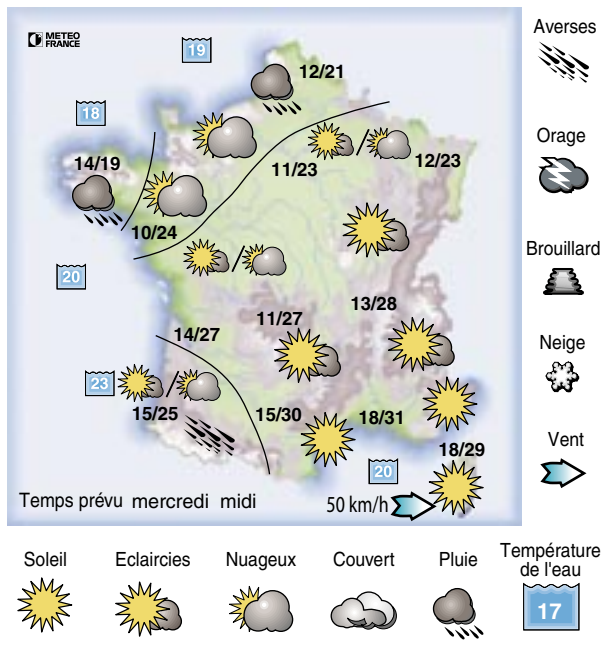
M. DE S.

Au lycée Saint-Benoît, des réflexions sur la religion

■ Luc Vogin, directeur du lycée Saint-Benoît depuis la rentrée 2002, a organisé, le 9 avril 2005 avec le franciscain Gwenolé Jeusset, une marche qui a mené 25 personnes de religions différentes, principalement des enseignants, à la mosquée Sisli, à la synagogue Beth Israël puis à l'église Saint-Louis. Le 11 février 2006, en pleine affaire des caricatures du prophète Mohammed, il a coordonné au lycée une rencontre sur le thème *«L'homme dans sa religion»*. Préparée avec Gwenolé Jeusset et l'imam Hayati, professeur de religion au lycée, la discussion s'est terminée par la projection du film *Monsieur Ibrahim et les fleurs du Coran*; 80 personnes y ont participé. L'éducation nationale turque a remercié le lycée de son initiative. Luc Vogin est par ailleurs l'auteur d'un document, *«Interreligieux, nécessité politique pour la paix. La Turquie, un médiateur potentiel»*, qui explique simplement la laïcité turque, décrit les trois religions monothéistes et permet de réfléchir à la situation actuelle, notamment au fanatisme religieux. Des élèves ont demandé à le lire.

DEMAIN
Mexico

MÉTÉO



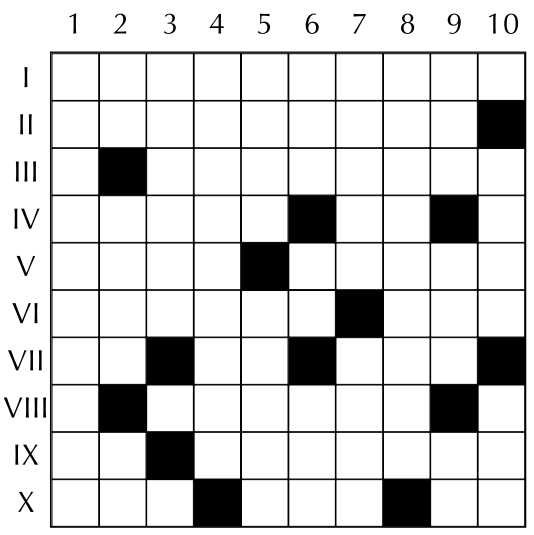
AUJOURD'HUI **Pluie sur l'extrême Ouest**

Sur la Bretagne, les Pays de la Loire et la Normandie des pluies arriveront en cours de journée et l'après-midi quelques orages éclateront. **Sur le Nord-Picardie et les Ardennes** le ciel sera généralement très nuageux. **Du Centre à l'Île-de-France à la Lorraine et à l'Alsace** nuages et soleil se partageront le ciel. **Sur le quart sud-ouest** la matinée sera largement ensoleillée. **L'après-midi** des nuages d'altitude envahiront le ciel. Quelques ondées se produiront et des orages éclateront **sur le relief pyrénéen. Sur les autres régions** le soleil brillera toute la journée. Les températures au lever du jour seront comprises entre 9° et 19°. **L'après-midi** elles atteindront 19° à 31°.

DEMAIN **Averses parfois orageuses**

Du Nord-Pas-de-Calais à l'Île-de-France au Nord-Est et aux Alpes le ciel sera très nuageux. Les nuages seront parfois accompagnés de pluies ou d'averses. Ces dernières prendront parfois un caractère orageux **sur les régions les plus au nord. Sur le pourtour méditerranéen et la Corse** le soleil sera bien présent. **En Bretagne** le ciel se chargera dans l'après-midi. **Ailleurs**, nuages et soleil se partageront le ciel. **Les températures** basses pour la saison seront comprises entre 16° et 29°.

MOTS CROISÉS



Problème 3914 d'Arthur Gary

Horizontalement. – **I.** Qui ont bénéficié d'une rangée de briques de plus. – **II.** Conformité d'opinion. – **III.** Regardées avec attention. – **IV.** Pension de taulard. Astate. – **V.** Tint à l'œil. Il connaît son devoir bien avant la majorité. – **VI.** Favorisas. Donne un coup de fer. – **VII.** Pour garder la ligne. Dedans. Support de sportif. – **VIII.** Endroit secret. – **IX.** Inconnu. Ville de la Charente-Maritime. – **X.** Zéro. Possessif. Bien arrivé.

Verticalement. – **1.** Peut influencer celui auquel on la fait. – **2.** Parfois déterminant. Rapière. Privé de couverture. – **3.** Qui est plutôt ennuyeux. – **4.** Enfermées. – **5.** Parcourir pour comprendre. Ils disparurent après l'arrivée des Européens. – **6.** Retourné. Préposition. Proche du jars. – **7.** Primordial. Béquilles sous quille. – **8.** Raccourcirent. – **9.** Espace européen. Son point peut se discuter. Pronom personnel. – **10.** Transpiration. Foncé.

Solutions du n° 3913 d'Arthur Gary

Horizontalement. – **I.** MAQUISARDS. – **II.** EMANCIPERA. – **III.** DETIENT. US. – **IV.** ANS. CUIR. – **V. [CT2]ID**. CRETINE. – **VI.** LESEE. USEE. – **VII.** ELAND. S.S. – **VIII.** ES. AMIENS. – **IX.** ETAI. ESO. – **X.** SECTES. MOT.

Verticalement. – **1.** MEDAILLEES. – **2.** AMENDE. STE. – **3.** QATS. SE. AC. – **4.** UNI. CELAIT. – **5.** ICE-CREAM. – **6.** SINUE. NIES. – **7.** APTITUDES. – **8.** RE. RIS. NOM. – **9.** DRU. NESS. – **10.** SASSEES. UT.

Parents&Enfants

AVOIR 10 ANS À... (7/8) Hassan, qui habite un lieu improbable appelé « village suédois », garde l'espoir d'un avenir normal, malgré la guerre et les difficultés quotidiennes

A Gaza, Hassan ignore l'insouciance de la jeunesse

GAZA
Correspondance spéciale

OLIVIER RIOU

La constitution frêle de Hassan et ses tâches de rousseur juvéniles dissimulent un tempérament de chef, têtu et cassant.

Un gamin fluet traîne un baluchon plus gros que lui sur les plages du sud de la bande de Gaza. Il propose aux baigneurs de lui acheter un paquet de chips pour la somme d'un demi-shekel. Son beau sourire, à la fois futé et timide, a souvent raison des réticences de ses cibles. Il empoche alors sa maigre paye et s'en repart, le fardeau délesté de quelques grammes et le cœur un rien plus léger. Il s'appelle Hassan Abu Suleiman. Il habite le « village suédois », un minuscule taudis à l'extrémité sud de la bande Gaza, coincé entre la mer et la frontière égyptienne, dont aucun de ses habitants ne sait comment il a hérité d'un nom aussi improbable. L'hypothèse la plus sérieuse voudrait qu'un détachement de casques bleus scandinaves ait été déployé dans les environs à la suite de la guerre israélo-arabe de 1956.

L'endroit est un cul-de-sac sublime. Un de ces lieux laids et magnifiques dont la bande de Gaza a le secret. Il offre une vue imprenable sur le littoral scintillant et sablonneux du Sinaï et sur les tas de gravats des anciennes colonies juives de Gaza. L'air du grand large y est gâté par les relents fétides de l'égout du village. Pas moyen de se baigner dans les vagues qui lèchent les premières bicoques sans traverser une nappe malodorante. Le village suédois est un coin de paradis en lambeaux.

C'est là, dans une pauvre maisonnette, faite de parpaings nus et d'un toit en palmes de dattier, que Hassan est né il y a dix ans. Il a d'abord vécu quatre années de liberté surveillée, sous l'œil des soldats israéliens déployés autour des colonies. Puis cinq années de claustration au plus fort de l'Intifada, pendant lesquelles le village suédois était isolé de Rafah, la grande ville voisine. Et une dernière année, qui promettait beaucoup et qui a déçu encore plus. *« Je me rappelle le jour où les Israéliens sont partis*, dit Hassan. *Notre maître d'école nous avait donné un jour de congé. Tout d'un coup, il m'était possible de circuler dans la bande de Gaza, d'aller voir mon oncle à Khan Younès et de me promener le long de la plage. Avec mes amis, je suis allé récupérer des tuyaux et des morceaux de ferraille dans les ruines des colonies. Nous avions très peur car tout le monde disait que l'endroit avait été miné. »*

« Il est le plus jeune mais il est déjà écrasé par un sentiment de responsabilité très fort. Il me supplie en permanence de lui acheter une glacière pour qu'il puisse vendre des boissons fraîches. »

Le père de Hassan, Ahmed, un colosse à la bedaine généreuse, pêcheur et paysan par intermittence, a lui aussi profité d'une liberté de mouvement retrouvée. *« Avant, chacun de nos déplacements était conditionné à la délivrance d'un permis. Même quand nous obtenions le droit d'aller, par exemple, à Rafah, il nous fallait revenir dans la même journée sous peine de rester bloqués hors du village pendant quinze jours. »* Mais très vite, la famille Abu Suleiman a déchanté. Les vedettes israéliennes n'ont pas quitté les eaux de Gaza, interdisant toujours aux pêcheurs palestiniens d'aller jeter leurs filets dans les courants plus poissonneux du Sinaï. L'instabilité politique locale et la fermeture à répétition du terminal de Karni, le poumon de la bande de Gaza, ont tué dans l'œuf tous ses projets de développement. *« J'espérais être embauché pour la construction de la cité Khalifa »*, un grand projet immobilier financé par un émir du Golfe, dit Ahmed. Mais un an après l'évacuation des colons, pas une brique du chantier n'a été posée.

Certes, pendant quelques mois, les nuits des villageois n'ont plus été perturbées par les rafales des tanks israéliens. Mais très vite, les fusillades entre hommes de main du Fatah et du Hamas ont créé un nouveau motif d'inquiétude. Et depuis la fin du mois de juin, dans la foulée du kidnapping du caporal Gilad Shalit, les forces israéliennes ont repris pied dans ce territoire maudit. Le terminal de Rafah, la seule voie d'accès au reste du monde des gazawis, a été déserté par les observateurs européens et refermé par les Israéliens. *« La vie est toujours aussi dure*, dit Ahmed, sous le regard grave de son fils. *La famille ne tient qu'avec les distributions de nourriture des agences de l'ONU. »*

Difficile d'être un enfant dans un tel contexte. L'insouciance est un luxe. L'innocence un vœu pieux. Pour aider ses parents, Hassan promet de ne pas quitter son baluchon de l'été. Sur chaque contenu écoulé, il touche un bénéfice de 8 shekels qu'il reverse à sa famille. *« Il est le plus jeune mais il est déjà écrasé par un sentiment de responsabilité très fort*, dit sa mère Fatma. *Ilme supplie en permanence de lui acheter une glacière pour qu'il puisse vendre des boissons fraîches. »* Sur les plages de Gaza, Hassan le raisonnable apprend les combines. Parce que son grand frère est membre du Fatah, le parti du président Mahmoud Abbas, il a décidé de copiner du côté du Hamas. *« De cette façon, on touche de l'aide des deux côtés »*, dit sa mère en rigolant. Doué en calcul mental, vif et roublard, le garçon peut, à l'occasion, embrouiller ses amis ou ses clients pour rafler quelques shekels de plus. Sa constitution frêle et ses taches de rousseur juvéniles dissimulent un tempérament de chef, têtu et cassant.

La nuit, il dort avec son grand frère dans une chambre à part, sur un matelas posé à même le sol. Ses cinq sœurs restent avec les parents dans la seconde pièce de la maison. À l'école, Hassan est un bon élève, affirment ses parents, *« doué dans toutes les matières sauf en anglais. S'il va jusqu'au tawjihi* [le baccalauréat local], *il s'inscrira à l'université. Sinon il entrera dans la police. »* Cet avenir tout tracé lui convient-il ? Le gamin croise les bras et baisse les yeux. La question le laisse perplexe. Difficile de rêver sa vie dans un environnement pareil. Du monde extérieur, qui commence à 500 mètres, juste derrière le poste frontière de Rafah, Hassan ne connaît rien. Sur une carte de la bande de Gaza dessinée dans le sable, il est incapable de situer Rafah. S'il devait vivre ailleurs, dit-il, ce serait à Gaza-ville, avec sa tante, 30 kilomètres plus au sud. Et pourquoi partir, demande-t-il ? Le village suédois est son refuge. Il y a ses amis, ses repères. Quand il ne travaille pas, il joue au football sur la plage, face au large. Avec l'horizon grand ouvert et l'avenir bouché.

OLIVIER RIOU

LA SEMAINE PROCHAINE
Avoir 10 ans chez les gens du voyage.

Les enfants dans les Territoires palestiniens

■ Il y a un peu plus de 2 millions de jeunes âgés de moins de 18 ans dans les Territoires palestiniens. Cela représente environ 60 % de la population de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Selon un rapport de l'Unicef, le taux de scolarisation dans le primaire est de 90 % d'une classe d'âge, un niveau équivalent pour les garçons et pour les filles. Durant l'année 2005-2006, 144 écoles ont été affectées par l'Intifada, qu'il s'agisse d'un barrage militaire empêchant les élèves de se rendre en cours ou bien de combats à proximité de l'établissement. Toujours selon l'Unicef, un tiers des enfants palestiniens ont été confrontés à des actes de violence. Un quart des familles affirment que leurs enfants présentent des troubles du comportement, qui se traduisent par des difficultés à se concentrer, de l'agressivité ou un repli sur soi. Selon l'organisation Defence for Children International, l'armée israélienne serait responsable de la mort de 803 enfants et adolescents dans les Territoires depuis le début de la seconde Intifada, il y a six ans. Quatre cent vingt-cinq enfants sont incarcérés dans les prisons israéliennes. Néanmoins, sur un échantillon de 4 300 jeunes de 10 à 24 ans interrogés par l'Unicef, 90 % se disent optimistes pour le futur.

RACONTE-MOI L'HOMME *(7/9)*

La Terre, vaisseau spatial de l'humanité

Pour l'astrophysicienne Sylvie Vauclair, l'homme ne doit pas oublier qu'il habite une petite planète aux ressources finies, et doit tenter d'en découvrir d'autres qui pourraient être habitables

ENTRETIEN

Sylvie Vauclair
Astrophysicienne

L'homme, aux origines, s'est-il toujours vu au centre du cosmos?

Sylvie Vauclair: L'homme s'est presque toujours représenté au centre du monde, au plus lointain qu'on puisse savoir. Il y a toutefois eu quelques exceptions. Aristarque de Samos, vers 300 av. J.-C. en Grèce, avait déjà eu l'idée que la Terre pouvait être une planète qui tournait autour du Soleil. Mais les esprits n'étaient pas du tout prêts, à l'époque, à accepter cela et c'est la pensée d'Aristote qui a prévalu.

Aristote pensait la Terre au centre du monde. Sur Terre se côtoyaient le bien et le mal, au-delà de la Lune se trouvait le ciel, divin, où tout devait être parfait. L'influence d'Aristote, qui a modelé la pensée chrétienne, a continué jusqu'aux XVI[e] et XVII[e] siècles, à l'époque de Copernic et de Galilée, où on a bien été obligé, avec beaucoup de mal, de revenir à l'idée que la Terre était une planète comme les autres.

– Le ciel a-t-il cessé pour autant d'être un lieu divin?

– Il existe une ambiguïté dans l'idée du ciel en français, où le même mot désigne le ciel divin et le ciel des étoiles, alors qu'en anglais *Heavens* désigne le ciel divin et *sky* le ciel visible. Et pourtant, lorsque les astronautes d'Apollo sont allés faire le tour de la Lune, il y a encore des gens qui leur ont sérieusement demandé s'ils avaient rencontré Dieu derrière la Lune! C'est un énorme contresens et je pense que cette confusion dans les esprits conduit à bien des difficultés. Penser que la Terre est une planète qui tourne autour du Soleil contredisait totalement l'idée de la présence de Dieu dans le ciel, ce qui n'a pas aidé Galilée.

Pour en revenir à Aristote, affirmer que tout devait être parfait au-delà de la Lune signifiait qu'il existait une réelle différence d'essence entre la Terre et le ciel. Mais la bascule du monde moderne a permis de comprendre que la Terre fait partie du ciel. On observe dans le ciel des phénomènes qui ne sont pas «parfaits», et qui ressemblent à ce qu'on trouve sur notre planète: comme l'avait découvert Galilée, il y a des «montagnes» sur la Lune (les cratères), des taches sur le Soleil, des satellites autour de Jupiter, etc. Tout cela faisait penser que le monde terrestre n'était pas unique, qu'il en existait d'autres dans le ciel.

– Est-ce une vraie révolution?

– Oui, nous sommes loin de l'époque où Giordano Bruno fut conduit au bûcher pour avoir pensé à la pluralité des mondes et avoir déclaré que l'Univers pouvait être infini. Cela dit, considérer que la Terre et le ciel sont de deux essences différentes n'était pas vrai uniquement dans le cadre de la religion chrétienne. Cela se retrouve dans tous les mythes originels: dans les descriptions de la création du monde, il y a toujours un épisode de séparation de la Terre et du ciel, souvent douloureuse, et c'est un aspect fondamental de la mythologie.

> «On m'a demandé un jour quel était mon "objet spatial" préféré et j'ai répondu "la Terre": c'est le plus bel objet spatial que je connaisse!»

– Maintenant l'homme moderne sait-il qu'il appartient au cosmos?

– La science a unifié la Terre et le ciel. Il n'y a pas de séparation, la Terre fait partie du ciel. On m'a demandé un jour quel était mon *«objet spatial»* préféré et j'ai répondu *«la Terre»*: c'est le plus bel objet spatial que je connaisse! L'unification de la Terre et du ciel ne va pas pour autant à l'encontre de l'idée de Dieu et n'empêche pas la spiritualité. Simplement, l'idée de Dieu ancré dans le ciel physique, et les visions imagées d'une «montée au ciel», ça ne tient plus. Ce sont des représentations historiques, qui permettaient aux gens de fixer leur idée de la spiritualité dans un cadre concret. Il faut distinguer la spiritualité et la manière dont elle peut s'exprimer, étant donné ce qu'on connaît, à l'époque où on vit.

– Les découvertes récentes sont-elles aussi révolutionnaires?

– Pour l'évolution des connaissances, ce qu'on découvre actuellement, le fait qu'il existe des planètes autour d'autres étoiles que le Soleil, est absolument fabuleux. On en connaît actuellement presque deux cents. On n'a pas encore découvert de planètes comme la Terre, parce qu'on n'en a pas encore les moyens, mais avec les développements actuels de la technologie cela va bientôt venir. En octobre prochain, le satellite Corot sera lancé depuis Baïkonour, avec pour mission d'étudier les étoiles et de découvrir de nouvelles planètes dont certaines pourront être aussi petites que la Terre. Je ne parle pas de planètes habitées, on n'en est pas encore là, mais le fait d'avoir de la vie sur d'autres planètes autour d'autres étoiles est devenu une recherche réellement scientifique, pas une vue de l'esprit.

– La recherche d'une autre planète qui pourrait abriter la vie reste-t-elle une utopie?

– On commence à s'approcher de l'idée de découvrir des planètes habitables autour d'autres étoiles. Maintenant, avoir la preuve qu'elles sont réellement habitées, attention, pas forcément habitées par des gens comme nous, mais au moins par des micro-organismes, des bactéries, etc., c'est une étape ultérieure. Ce n'est pas pour demain, mais si cela arrive un jour ce sera un bouleversement sans précédent, encore plus important que lorsqu'on a compris que la Terre faisait partie du ciel.

– L'homme n'est plus au centre du monde, demain il ne sera peut-être plus seul dans l'Univers…Sait-il où il se situe?

– Il sait où il se situe dans notre Galaxie: sur une petite planète qui tourne autour d'une petite étoile, le Soleil, dont il connaît la position par rapport au centre de la Galaxie. Mais il existe des milliards de galaxies comme la nôtre dans l'Univers, qui n'a pas de centre. L'homme ne peut donc se situer que par rapport à un repère, pas d'une manière générale. En revanche, on sait que l'Univers n'a pas toujours existé, il a un âge d'environ 13,7 milliards d'années, l'homme peut donc se situer dans le temps. Les avancées scientifiques apportent beaucoup d'information sur les origines, sur l'avenir, mais il n'empêche que l'homme ne sait toujours pas qui il est, pourquoi la vie, pourquoi la conscience…

– L'avenir de l'Univers est-il mortel?

– On ne sait pas si l'Univers aura une fin. Mais il ne faut pas confondre la fin de l'Univers et la fin de la Terre et du Soleil. La fin de la Terre, oui, elle est programmée. Le Soleil existe depuis 4,5 milliards d'années et va encore exister pendant environ 5 milliards d'années. À ce moment-là, il aura épuisé son combustible nucléaire, son hydrogène qui se transforme en hélium et produit de l'énergie, de la lumière, de la chaleur. Il va alors gonfler, puis disparaître en laissant place à une belle nébuleuse. Quoi qu'il arrive, la Terre va forcément se modifier de telle manière qu'elle ne pourra plus abriter la vie. Elle sera, soit englobée dans cette enveloppe très chaude qui viendra du Soleil avant qu'il ne disparaisse complètement, soit soufflée par le vent créé par le Soleil en gonflant. De toute manière, ce sera la fin du système solaire et la fin de la Terre, mais pas forcément la fin de la vie.

– Imaginer la fin du monde, n'est-ce pas terrifiant pour l'homme?

– Mais à l'échelle de 5 milliards d'années, que sera devenu l'homme? Ce seront les descendants des descendants des descendants… de notre espèce, et on ne sait pas quel genre d'êtres pourront être présents sur Terre à cette époque ●●● future si éloignée. Si le monde continue comme à l'époque actuelle et si les hommes ne créent pas de catastrophe, il est à prévoir que les gens iront s'implanter ailleurs, qu'ils seront capables de trouver une autre planète pour les héberger.

– C'est de la science-fiction!

– Quand les connaissances évoluent, la science, la vraie science dépasse souvent la fiction. Pouvait-on imaginer, aux débuts de l'aviation, les sondes spatiales interplanétaires? Pouvait-on imaginer, aux débuts du téléphone, qu'à notre époque on pourrait communiquer instantanément sur toute la planète? Nous découvrons actuellement environ une nouvelle planète par mois autour d'étoiles autres que le Soleil. Qui aurait pu prédire cela, il y a seulement vingt ans?

– Vous avez écrit que nous sommes tous fils et filles des étoiles…

– Nous sommes enfants des étoiles, car nous avons des corps faits de matière, et les éléments de base de cette matière viennent des étoiles. Nous ne savons pas d'où vient la vie. En revanche les astrophysiciens ont découvert d'où viennent les éléments qui constituent la chair, les organes, le corps humain. Ces éléments ne se sont pas fabriqués sur la Terre, mais dans des étoiles qui ont existé bien avant la formation du Soleil et de la Terre. Dans les étoiles se produisent des réactions nucléaires qui à la fois fournissent de l'énergie et transforment la matière. À la fin de leur existence, les plus grosses explosent et rejettent la matière modifiée dans l'espace interstellaire.

Ainsi le Soleil et la Terre se sont formés à partir de matière qui contenait déjà les éléments dont nous sommes faits. C'est en ce sens que nous sommes enfants des étoiles, mais bien évidemment nous ne sommes pas que cela!

> «Le jour où l'homme arrivera sur Mars, pour l'humanité ce sera extraordinaire!»

– La conquête spatiale, et notamment le fait de vouloir envoyer des hommes sur des planètes inhabitables, est-elle utile?

– Pour l'intérêt scientifique, et pour mieux comprendre les planètes du système solaire, l'important est de lancer des instruments, des robots qui nous renvoient les informations par ondes électromagnétiques. Cela coûte moins cher. Mais envoyer des hommes dans l'espace se situe à un autre niveau, et j'y suis favorable. On sait bien que si l'homme est allé sur la Lune, c'est au départ pour une raison politique. Mais il existe d'autres aspects à la «conquête spatiale»: le fait que l'homme ait quitté sa planète pour se poser sur la Lune est très important pour l'humanité. Elle n'est plus la même depuis. C'est un peu comme les exploits sportifs, où les athlètes veulent avant tout se dépasser les uns les autres, mais le résultat est que l'être humain repousse ses limites et accroît ses performances. Le jour où l'homme arrivera sur Mars, cela n'apportera peut-être pas beaucoup de données nouvelles sur cette planète, mais pour l'humanité ce sera extraordinaire!

– N'est ce pas de la prétention de la part de l'homme que de vouloir dominer l'Univers?

– Est-ce qu'essayer de connaître et de comprendre l'Univers, ça veut dire vouloir en devenir maître? En un sens oui, probablement. Aller sur Mars, c'est s'en rendre maître sans ambiguïté, puisqu'il n'y a pas de vie là-bas. Mais si l'homme, un jour dans l'avenir, a connaissance d'une autre civilisation ailleurs, alors là, il faut bien avoir conscience que ce ne sera peut-être pas lui le maître. Si on entre en contact avec une autre civilisation, qui prouve que ce n'est pas elle qui va nous écraser? C'est un risque important, mais cela n'empêche pas les hommes d'avoir envie de savoir. La curiosité construit l'être humain, elle est fondamentale.

– L'homme a désormais le pouvoir de détruire la Terre: pensez-vous que cela a changé sa perception de l'Univers?

– On vit une époque exceptionnelle pour le meilleur et pour le pire, quelque chose qui n'a jamais existé auparavant. L'homme domine la Terre et devient capable d'agir d'une manière irrévocable sur sa planète. On l'épuise, on la pollue, et des fous peuvent la détruire dans une guerre nucléaire. Maintenant l'humanité doit devenir adulte et prendre sa planète en charge. Elle doit continuer à mener une réflexion profonde, mondiale, sur ce sujet, et agir. L'homme habite une extraordinaire petite planète, de surface finie. C'est son vaisseau spatial. S'il avait plus conscience de son appartenance à une même humanité embarquée tout entière sur une planète voguant dans l'espace intersidéral, il perdrait moins son temps, son énergie, sa vie dans tous les gâchis, les fanatismes et les guerres.

RECUEILLI PAR NATHALIE LACUBE

DEMAIN
Jean-Didier Vincent.

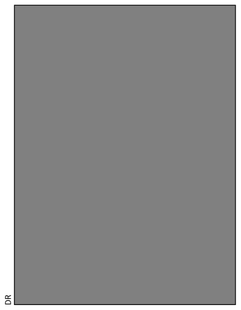
Retrouvez Bernard Perret sur le même thème, dans le film «Raconte-moi l'homme» disponible à partir du 24 août 2006 sur le site lejourduseigneur.com

PORTRAIT

Incollable sur les étoiles, Sylvie Vauclair n'oublie pas pour autant l'homme qu'elles éclairent. De surcroît, l'astrophysicienne de renom sait faire partager son émerveillement

La tête vers les étoiles, la soif de transmettre

Astrophysicienne et musicienne, Sylvie Vauclair sait rendre compréhensibles les domaines les plus pointus de la science, avec un sens de la formule et du récit, qui donne l'impression à ceux qui la lisent ou l'écoutent d'être plus intelligents. D'où le succès de ses livres, portés par la passion qui l'anime dans l'étude de l'Univers. *«Je ne suis pas encore blasée»*, dit-elle, comme pour s'excuser de s'être laissé emporter à trop de lyrisme sur les découvertes à venir! À 61 ans, cette ancienne élève d'Hubert Reeves et d'Evry Schatzman est une des meilleures spécialistes de la formation et de l'évolution des éléments chimiques qui composent la matière dans l'Univers: Soleil, étoiles, Univers primordial.



DR

Sylvie Vauclair.

Docteur en sciences physiques, chercheur à l'observatoire Midi-Pyrénées, professeur à l'université Paul-Sabatier de Toulouse depuis 1981, Sylvie Vauclair affiche un parcours impressionnant. Chevalier des Palmes académiques, elle a présidé la Société française d'astronomie et d'astrophysique, a travaillé au California Institute of Technology et dirige le master «sciences de l'Univers» mention «astrophysique, sciences de l'espace et planétologie» à Toulouse. Une ville qu'elle a adoptée avec passion, au point d'avoir fait monter des troubadours sur l'estrade d'un congrès européen d'astronomie qu'elle y avait organisé.

Sylvie Vauclair soutient la Cité de l'espace de Toulouse, le Centre d'astronomie de Haute-Provence, la Ferme des étoiles du Gers, le Pic du Midi de Bigorre, tout ce qui peut aider à s'émerveiller en regardant les étoiles, ce qu'elle-même n'a jamais cessé de faire. Fondatrice de l'association Arcturus (Association pour le rayonnement des connaissances de la Terre et de l'Univers en relation avec les universités scientifiques), elle organise des séries de conférences pour les non-initiés.

Cette mère de deux garçons, et jeune grand-mère d'une petite fille, revient toujours à l'homme via la dimension philosophique de l'étude du cosmos. Cette agnostique soutient pourtant que la mort peut être source de vie, en incitant l'homme à s'affranchir de sa crainte. *«Ce n'est pas seulement notre mort définitive qui nous fait peur, c'est aussi la disparition continuelle et inexorable des événements qui concrétisent chaque instant qui passe et qui ne se reproduiront plus jamais»*, écrit-elle dans *La Symphonie des étoiles*. Avant de conclure qu'il y a plus réjouissant que de faire revivre les souvenirs, c'est de passer le relais, de transférer une *«création personnelle aux générations futures»*. L'idée même du progrès, chère aux esprits des Lumières, chemine avec Sylvie Vauclair.

N. La.

JOHANN ROUSSELOT/GAMMA POUR LA CROIX

Nuit de février en Inde, Ralegan Siddhi village, Maharashtra.

CITATIONS

«Qu'est-ce qu'un homme dans l'infini?»

■ «Que l'homme, étant revenu à soi, considère ce qu'il est au prix de ce qui est; qu'il se regarde comme égaré dans ce canton détourné de la nature;
et que, de ce petit cachot où il se trouve logé, j'entends l'univers, il apprenne à estimer la terre, les royaumes, les villes et soi-même son juste prix. Qu'est-ce qu'un homme dans l'infini?»

Blaise Pascal
Pensées

■ «L'univers est-il borné? Son étendue est-elle immense? Les soleils et les planètes sont-ils sans nombre? Quel privilège aurait l'espace qui contient une quantité de soleils et de globes, sur une autre partie de l'espace qui n'en contiendrait pas? Que l'espace soit un être ou qu'il soit rien, quelle dignité a eue l'espace où nous sommes pour être préféré à d'autres? Si notre univers matériel n'est pas infini, il n'est qu'un point dans l'étendue. S'il est infini, qu'est-ce qu'un infini actuel auquel je puis toujours ajouter par la pensée?»

Voltaire
Dictionnaire philosophique

■ «Mais quelles routes immortelles
Uranie entrouvre à mes yeux!
Déesse, est-ce toi qui m'appelles
Aux voûtes brillantes des cieux?
Je te suis. Mon âme agrandie,
S'élançant d'une aile hardie,
De la Terre a quitté les bords…»

Charles-Louis de Malfilâtre
Le Soleil fixe au milieu des planètes

BIBLIOGRAPHIE

■ ***Science et Foi***
Ouvrage collectif,
Bayard Éditions-Centurion, 1992, 215 p., 15 €.

■ ***La Symphonie des étoiles, l'humanité face au cosmos***
Préface d'Hubert Reeves,
Éd. Albin Michel, 1997, 236 p., 19 €.
Une réflexion sur la place de l'homme dans l'univers, sur sa relation organique avec le cosmos qui l'entoure et le sens de notre insertion dans l'aventure cosmique.

■ ***La Chanson du soleil,***
l'intimité de notre étoile dévoilée par ses vibrations.
Éd. Albin Michel, 2002, 212 p., 20 €.
Le soleil vibre comme un gigantesque instrument de musique. Une description, compréhensible par tous, du fonctionnement de l'étoile qui nous fait vivre.

■ ***La Naissance des éléments : du Big Bang à la Terre.***
À paraître le 12 octobre 2006.
Éd. Odile Jacob. Ce livre traitera des origines de l'univers.

L'Italie vue par les photographes italiens

Cette semaine : **Paolo Verzone**

«Slow Food» est un mouvement fondé en 1989 et dont le siège est à Bra, dans le Piémont. Son but : lutter contre la standardisation des goûts et travailler pour la sauvegarde des traditions culinaires locales en développant un modèle d'agriculture moins intensif et riche en biodiversité. Slow Food est aussi le titre et le thème du reportage du photographe turinois Paolo Verzone, né en 1967 et membre de l'agence Vu, qui s'est intéressé au mode de vie des habitants d'un village «Slow Food» du Piémont, et à ses paysages.

Une balade italienne

(choses aperçues et souvenues)

Milan, le 4 juillet.

Le plus beau est certainement la Madonna del Ghisallo, mais à l'heure où je me lève je ne le sais pas.

Le début d'étape revient à un escamotage. Je suis comme une phalène qui se heurte contre les parois de l'abat-jour, incapable de trouver la petite route en blanc sur la carte qui va à Vercelli bien que je l'aie suivie sous un soleil de plomb quand je n'avais plus assez de lires en poche pour me payer l'autoroute ou à moto sous le crachin qui rendait les rizières gris perle. Ici l'immense Berengo-Gardin a photographié des vélocipédistes sans visage. Un homme en sandales pédale, son râteau attaché le long du cadre.

Moi je ratisse ce que je peux. Je remarque des placards qui annoncent une fête locale de *l'Unità* même si le journal et les fêtes ne sont plus ce qu'ils étaient, encore qu'on voie les faucilles et les marteaux qui avaient valu aux communistes une bulle d'excommunication à la veille du Giro 1949. Quant aux drapeaux tricolores, ils célèbrent déjà la demi-finale de la Coupe du monde (je la regarderai le soir sur l'écran géant installé piazza del Duomo). À la dernière minute, un feu d'artifice illuminera les anges du dôme et un vent de folie gagnera la foule, me laissant incrédule devant les farandoles dans les trolleybus pris d'assaut et les ambulances tentant de se frayer un chemin toutes sirènes hurlantes pour venir au secours des cardiaques frappés par le destin).

On ne passe pas par Varese où habite mon ami Fabio Scotto, le poète, qui se sent français comme moi je me sens italien. Nous y avions partagé des langoustines et une bouteille de Soave doux face aux moraines du Mont Rose avant de rentrer sous un ciel scintillant dans la maison de ses parents, via Trentini, son père déjà malade, très digne, fonctionnaire émérite attaché à la chose publique, sa mère, élégante et affable. On passe par Côme, la ville qui a donné la plus forte proportion de «oui» au référendum, et je m'enfuis à toutes jambes vers la rive orientale du lac, trois étoiles sur les guides, je les échange d'emblée contre les zéro étoile de La Spezia. L'harmonie et la magnificence qu'on leur prête sont surannées, déprimantes. J'y rencontre une large panoplie de cyclistes, beaucoup de bedonnants qui pédalent en canard, ça doit être l'influence du lac.

Le chemin du Ghisallo améliore l'ordinaire. Plutôt qu'un col c'est une côte, mais d'une longueur respectable et d'une raideur rare avec quelques kilomètres sans répit à 14 voire 15 %. Je fais corps avec mon vélo et par force avec la route. Sur un plan, subjectif, ce serait le signe d'une certaine transcendance, sur un autre plan, celui de la pente, c'est beaucoup plus terre à terre. Pour autant, je n'en «bave» pas, pour reprendre au lexique de mon père un mot qu'il appliquait aussi au vélo. Si je suis loin de m'envoler vers les sphères supérieures, je n'ai pas à solliciter une force d'âme intacte. Par moments, les arbres prodiguent une ombre bienfaitrice et il me reste assez de lucidité pour penser à la Madone et que son manteau a recouvert les dix kilomètres de goudron étendu en dessous.

En guise de col, la route bascule simplement vers la plaine lombarde. À gauche, une église de dimension modeste apparaît. C'est la Madonna. Deux statues trônent devant le parvis. La première a été érigée à l'automne 1960 en l'honneur de Fausto Coppi par il Popolo e Gli Sportivi d'Italia, la seconde à l'automne 2002 en l'honneur de Bartali, plus modestement, par le groupe sportif Madonna del Ghisallo. Si le glorieux Achille est ceint d'une couronne de lauriers, le malheureux Hector n'a droit qu'à un simple boyau. J'enlève mon casque et mon bandana trempé pour entrer dans l'église dédiée aux cyclistes. On se croirait davantage en Amérique du Sud qu'en Europe, quelle que soit la profusion des ors et des ex-voto dans certaines chapelles de la péninsule. Nul ne doute que la Madone protège les généreux donateurs qui sont les témoins de la dévotion des cyclistes italiens. Sur le mur gauche de la nef, il y a des médaillons de dizaines et dizaines de coureurs, je ne compte pas, des médaillons en noir et blanc, d'autres en couleurs, des visages ressemblants, toutes époques confondues. Sur le mur de la façade, le curé a placé dans des châsses les reliques des saints à deux roues, une collection de maillots, rose, jaune, arc-en-ciel, vert pomme, havane. Il a mis en bonne place le maillot olympique conquis à Sydney par Ercole Baldini, qui fit rêver le peuple et les sportifs italiens épris de risorgimento, et alors je me rappelle que Baldini courait sous les couleurs d'Ignis – une marque de frigidaires si je me rappelle bien – qui anticipait le lien fondamental entre la bicyclette et les industries de l'électroménager.

Toutefois le plus beau apparaît quand on a levé les yeux vers la voûte. À cinq mètres du sol, sur les corniches, les bons dévots ont accroché neuf vélos en une apothéose même pas impie. Il y a notamment le vélo jaune avec lequel Bartali a gagné le Tour de France 1948 à un âge quasi crépusculaire, le vélo bleu-vert avec lequel Coppi a gagné le Tour de France 1949, le vélo vert bouteille avec lequel Gimondi a gagné le Giro 1976, le vélo noir d'Alfonsina Strada qui fut en 1924 la première femme sur le Giro, la bicyclette d'un bersaglier qui participa peut-être à la bataille du solstice pendant la grande guerre, le vélo bariolé de Casartelli qui s'est tué un beau jour de juillet 1995 dans la descente d'un col pyrénéen. À côté de cette installation, l'autel conviendrait à un ordre mendiant et le retable malgré la Madone en son manteau bleu fait pâle figure.

Quand je sors de l'église, les cloches se mettent à sonner et je regrette de ne pas avoir vu le médaillon souriant de Geo Truzzi ou le maillot crasseux de Vito Ceo ou leur vélo au faîte de leur splendeur. Un peu plus loin, les innombrables donateurs ont mis toutes les chances de leur côté en commandant un bloc de bronze sculpté. L'artiste a représenté deux cyclistes, l'un les bras levés en signe de victoire, l'autre un genou à terre, en somme toujours la même histoire. Sur le socle, la légende donne le ton. *«Puis Dieu a créé la bicyclette pour que l'homme en fasse un instrument de fatigue et d'exaltation dans l'itinéraire ardent de la vie.»* Dante n'est pas trop loin.

En contrebas, un musée a ouvert ses portes. Malheureusement, il est fermé. Je bois, je remonte sur mon vélo, je file vers le point final. On peut deviner mon état d'esprit. Je n'ai pas besoin de faire de dessin. J'appuie sur les pédales comme un damné. Je refais les comptes, je vais arriver avec environ vingt-cinq heures de retard sur Coppi et autant sur Bartali, je vais pourtant arriver le même jour, ce qui tendrait à illustrer la théorie de la relativité générale sinon de la relativité tout court. Bien assis dans sa voiture de presse, Buzzati a qualifié les coureurs d'escargots. Il les a même dessinés en escargots sous la pluie du val Stura. J'aurais donc été un escargot encore plus lent, un gastéropode pulmoné, j'y consens, un mollusque qui bave et donne raison à mon père, un animal qui porte sa maison sur son dos et fournit donc un dernier avatar à mon armure de livres.

L'étape finit à Monza. Le peloton achève sa boucle sur l'anneau de l'autodrome. En prévision, je prépare une phrase simple pour mon arrivée. *Veni vidi vici*. Trois mots. Si ce n'est pas très original ça aura le mérite d'être bref. Je songe au mot «bolide» et je ne sens pas le mauvais coup venir. Je me retrouve de nouveau prisonnier d'un réseau inextricable d'autoroutes. En fait d'autodrome, il n'y a plus en effet que des automobiles et je dois m'arrêter, sur le bas-côté, au milieu de nulle part.

FIN

© La Croix/Bernard Chambaz/ Éditions Panama

Par Bernard Chambaz **(20/20)**

▶ Sur la-Croix.com
Retrouvez les précédents épisodes du feuilleton de l'été

Publicité

TERRE ENTIÈRE
CULTURE • VOYAGES • PASSION

Croisière Marie, Mère de Dieu

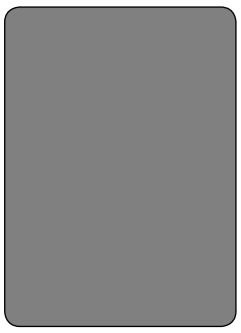
En Méditerranée du 20 septembre au 1er octobre
avec l'Abbaye de Sylvanès et l'Institut Catholique de Toulouse

Renseignements et inscriptions : 01 44 39 03 03
www.terreentiere.com

Culture

PORTRAIT

Aishwarya Rai, de l'icône indienne à l'actrice internationale



FRANCOIS GUILLOT/AFP

À 32 ans, l'étoile du cinéma indien dévoile un superbe talent d'actrice dans «Chokher Bali» de Rituparno Ghosh. Ce drame romantique épuré, adapté de Tagore, l'entraîne à l'écart des excès du mélo «bollywoodien». Son personnage reflète les interrogations de l'Inde des années 1900.

D'un geste nonchalant, Binodini recouvre son épaule sculpturale du pan de son sari. Vêtue de lin blanc, reléguée par son veuvage dans un no man's land social et un désert affectif, l'héroïne de *Chokher Bali*, du réalisateur bengali Rituparno Ghosh (1), est incarnée par LA star du cinéma indien, Aishwarya Rai. Sa stupéfiante beauté et sa majesté naturelle – peaufinée par un apprentissage précoce de la danse – lui ont rapidement ouvert les portes de Bollywood, le temple du cinéma chantant, commercial et romantique «made in Bombay». Elle y débuta dans le drame larmoyant *Iruvar* (1997), premier (très) long métrage d'une copieuse série. Auparavant, le titre de Miss Monde avait couronné, en 1994, sa carrière de mannequin, passant de la publicité pour «Pepsi» à la prestigieuse couverture de *Vogue*. Destin insolite pour cette fille d'une famille aisée du sud de l'Inde, attirée d'abord par des études d'architecture. Déjà fêtée dans son pays, elle acquiert une gloire internationale avec *Devdas* (sorti en France en 2003). Dans le rôle de la sublime Paro, elle illuminait l'écran de son fascinant regard vert, changeant comme la mer.

«Je peux me transformer comme je veux, de personnage en personnage», prétend-elle, soucieuse de prouver, au-delà de sa plastique, qu'elle est avant tout une authentique actrice. *Chokher Bali* lui donne raison: discrète mais fière de son éducation raffinée – acquise au contact de religieuses anglaises –, férue de poésie, Binodini se révèle peu à peu ambivalente et torturée par son obscure condition. Aishwarya Rai, souveraine ou frissonnante, attendrissante ou presque antipathique, fait montre d'une palette subtile, loin des éclats uniformes des films-fleuves qui l'ont rendue célèbre.

Membre du jury du Festival de Cannes en 2003, elle part désormais à la conquête du marché américain: pas moins de trois superproductions prévues sur son carnet de tournage en 2006-2007. Égérie de L'Oréal, «référencée» sur 17 000 sites Internet, la belle a jusqu'ici refusé toute scène dénudée ou de baiser et affirme *«se consacrer en priorité à son travail»*. Portée par l'enthousiasme de ses compatriotes, elle a pour ambition de symboliser l'émergence d'une Inde moderne et immémoriale. Le magazine *Time* n'a-t-il pas fait figurer l'ensorceleuse dans la liste des cent personnes les plus influentes de la planète?

EMMANUELLE GIULIANI

(1) Film indien, 2 h 10.

HISTOIRE

«Le cinéma peut être un lieu de débat»

Avec «Le vent se lève», Ken Loach évoque le combat pour l'indépendance dans l'Irlande des années 1920, sous domination britannique. Le film a reçu la Palme d'or au dernier Festival de Cannes

ENTRETIEN

Ken Loach
Réalisateur

DR

Ken Loach sur le tournage de *Le vent se lève*, Palme d'or à Cannes en mai dernier. Selon le réalisateur, c'est notamment *«un film sur le prix que les individus paient dans leur vie personnelle quand ils s'engagent dans la lutte»*.

Traitant des premiers soulèvements pour l'indépendance de l'Irlande, votre film évoque un sujet toujours délicat en Grande-Bretagne. Comment a-t-il été reçu dans votre pays?

Ken Loach: La presse de gauche l'a salué, mais la presse de droite et d'extrême droite l'a accueilli avec colère, voire avec hystérie après l'obtention de la Palme d'or. On m'a accusé de distiller du poison, de détester ma patrie. Un journaliste s'est même justifié de condamner le film sans l'avoir vu en expliquant qu'on n'avait pas besoin de lire *Mein Kampf* pour savoir ce que ce livre contient. Six ou sept articles sont sortis en trois jours, reprenant ce genre de propos extrêmes et ridicules, n'hésitant pas à m'attaquer personnellement. Voilà à quoi peut ressembler la droite anglaise: sous le masque du «gentleman-farmer» peut se cacher une bête. Je m'attendais à des critiques, pas à des insultes. Mais c'était tellement grotesque que ça ne m'a pas fait mal.

– Pourquoi vous a-t-il semblé essentiel de faire ce film aujourd'hui?

– Je pense qu'il s'agit d'une histoire importante, d'un épisode très peu raconté de notre passé qui dit beaucoup de choses sur la manière dont un pays impérialiste s'occupe de ses colonies. Il illustre le fait qu'un tel pays, qui se dit démocratique, n'a que faire de la démocratie lorsqu'elle l'embarrasse. *Le vent se lève* est aussi un film sur le prix que les individus paient dans leur vie personnelle quand ils s'engagent dans la lutte.

– Le film montre comment l'oppression peut mener les faibles à prendre les armes. Le recours à la violence est-il l'unique solution?

– La violence laisse bien sûr des traces indélébiles, mais ce sont les empires qui obligent ceux qu'ils dominent à se battre. Si l'empire britannique avait laissé les Irlandais se déterminer de manière égalitaire, tout ce sang n'aurait pas été versé. On peut vouloir être pacifiste, mais la réalité, c'est que les oppressés finissent par se rebeller. Avant le début du XXe siècle, les Irlandais ont été pacifiques pendant très longtemps. Ça ne les a pas beaucoup aidés.

– Le scénario est construit autour de l'histoire de deux frères animés du même idéal indépendantiste, puis se déchirant sur la question de savoir si cet idéal a été atteint ou pas. Où et quand mettre fin à un conflit, n'est-ce pas la grande question du film?

– C'est une interrogation récurrente dans toutes les batailles, dans toutes les grandes grèves industrielles. La décision est toujours très difficile. Dans ce cas précis, elle est très liée à la conception que les uns et les autres ont de la société qui doit émerger, une fois l'indépendance acquise. En l'occurrence, en 1920 en Irlande, une partie du mouvement ne s'opposait pas à ce que les Britanniques possèdent encore des intérêts sur l'île. D'autres voulaient une société changée, plus égalitaire et ne se satisfaisaient pas du compromis que la Grande-Bretagne leur proposait.

– Outre la Palme d'or que vous avez reçue à Cannes et d'autres récompenses prestigieuses, vous avez été plusieurs fois honoré d'un prix œcuménique. Comment expliquez-vous cela, alors que votre engagement a toujours été très politique?

– Rien n'empêche les grandes valeurs humanistes et religieuses de converger. Croyant ou pas, on peut s'entendre dans bien des domaines, même si on n'a pas en commun la conception d'un Dieu tout-puissant. Et puis, les Églises ne sont pas des monolithes, il y a toujours eu des tendances plus progressistes que d'autres. En Irlande, à l'époque, certains prêtres soutenaient de manière active la lutte pour l'indépendance.

– Vous êtes un cinéaste très engagé. Le cinéma, selon vous, doit-il avoir pour mission de provoquer le débat, de bousculer les habitudes de pensée?

– En tant que forme d'expression artistique, il doit rester aussi divers que possible. L'idée selon laquelle tous les cinéastes doivent envoyer un message ou faire la leçon à leur public ne me séduit guère. Ceci dit, le cinéma peut parfaitement être un lieu de débat et tenter d'amener le public à poser un regard nouveau sur le monde. Une phrase de Milan Kundera résume bien ma démarche: la bataille des gens contre le pouvoir, c'est la bataille de la mémoire contre l'oubli, dit-il. Là, le cinéma à un rôle à jouer, que les médias ne jouent plus forcément.

RECUEILLI PAR ARNAUD SCHWARTZ

LE VENT SE LÈVE ★★
de Ken Loach
Film britannique, 2 h 04

■ Palme d'or à Cannes au mois de mai dernier, *Le vent se lève* offre enfin à Ken Loach la consécration suprême que le festival lui avait toujours refusée. Initiateur, avec quelques autres, de la veine néoréaliste du cinéma britannique, artiste militant connu pour son engagement politique, il signe avec *Le vent se lève* une œuvre forte sur l'Irlande des années 1920, où l'aspiration à l'indépendance, après avoir soudé le peuple contre l'oppresseur britannique, aboutit à une guerre fratricide. Unis pour lutter contre les Black and Tans, terribles troupes anglaises, les combattants irlandais obtinrent par traité, en 1921, que le sud de l'île soit constitué en un «État libre» intégré au Commonwealth. Refusé par le Sinn Féin, l'accord donna lieu à de terribles affrontements entre tenants d'une indépendance totale et partisans du compromis. En traitant un sujet aussi délicat, Ken Loach ne revient pas seulement sur une page d'Histoire dérangeante pour ses compatriotes, mais explore, à travers les destins divergents de deux frères irlandais, les raisons profondes de la révolte, ses limites, les choix et les sacrifices que la lutte armée suppose, la dîme, toujours tragiquement douloureuse pour les consciences, qu'elle ne manque pas d'imposer, là où l'abject et l'intolérable finissent par salir les idéaux. Mise en scène classique, émotions à fleur de peau: Ken Loach ravive le passé à sa manière, pour mieux appréhender le présent.

Sur www.la-Croix.com
Retrouvez la bande-annonce de «Le Vent se lève»

SOCIÉTÉ Un livre puis un film bousculent la société égyptienne, recueillant l'approbation du public et les foudres des pouvoirs

Toute l'Égypte dans un immeuble

LE CAIRE
De notre correspondante

«*J'ai beaucoup aimé* L'Immeuble Yacoubian*, film qui brise les tabous. Il dénonce avec courage les tares de la société égyptienne: la corruption, les injustices sociales, le terrorisme…*» Énoncées avec fougue par un jeune avocat, voici quelques explications du succès du film, sorti le 21 juin dernier en Égypte. «*Il a battu les records de rentrées de la période estivale*», affirme le critique cinématographique Youssef Chérif Rizkallah.

Ce film est tiré du roman d'Alaa El Aswany, un dentiste de 48 ans passionné par l'écriture. Publié en 2002, son livre s'est vendu à plus de 100000 exemplaires en trois mois. La huitième édition en langue arabe coïncide avec la deuxième en anglais et la première en français, parue en décembre 2005 (Actes Sud). Aswany retrace trois périodes de l'histoire de son pays à travers les locataires d'un immeuble au nom arménien: la bourgeoisie de l'époque monarchique, le milieu des officiers de la révolution de 1952, et, enfin, les temps présents.

En réalité, l'auteur centre son récit sur l'Égypte actuelle. Les locataires de cet immeuble, situé au centre-ville, sont, notamment, un «bey» dont le bureau est un lieu de plaisir, un journaliste homosexuel, un nouveau riche qui a amassé sa fortune par des moyens illicites. Par contraste, la terrasse est peuplée de locataires aux revenus très limités et aux rêves trop grands.

Alaa El Aswany décrypte avec une lucidité cruelle certaines coulisses sociales et aborde avec audace le thème de l'homosexualité, dénonce l'achat d'un siège de député par un trafiquant de haschisch, brosse le portrait d'un leader ressemblant à s'y méprendre à l'un des grands pontes du Parti national démocrate, le PND actuellement au pouvoir (le personnage visé étant désormais à la retraite). Film réaliste et film à clés, il explique aussi les mécanismes sociaux susceptibles de pousser un jeune homme vers l'action terroriste. Le réalisateur, Marwan Hamed, a su montrer avec talent et l'aide d'une brochette de vedettes (Adel Imam, Nour El Sherif, Yousra…) les diverses facettes de l'Égypte moderne. Le grand public a applaudi, un débat passionné s'est instauré. L'hebdomadaire à grand tirage *Rose Al-Youssef* (proche du pouvoir) a dénoncé «*les scènes choquantes et la façon dont le problème du terrorisme a été traité*».

Mais les critiques les plus sévères ont été formulées par deux catégories de citoyens: les Frères musulmans et les défenseurs du PND. Ils ont jugé le film «*contraire aux préceptes de l'Islam, tendancieux…*» et ont conclu une sorte d'alliance stratégique pour le faire interdire. Au Parlement, 112 députés ont soutenu leur revendication. Le film a été projeté en présence du réalisateur, de l'auteur, du chef de la censure, de nombreux députés et, bien sûr, de journalistes… dans la petite salle de l'Opéra. Les discussions, souvent orageuses, se sont terminées par une conciliation. Finalement, *L'Immeuble Yacoubian* n'a été ni interdit ni censuré.

DENISE AMMOUN

L'IMMEUBLE YACOUBIAN ★★
de Marwan Hamed
Film égyptien, 2h52

■ Tiré d'un roman d'Alaa El Aswany, véritable phénomène littéraire, *L'Immeuble Yacoubian* évoque les évolutions et les crispations de la société égyptienne, à travers l'entrecroisement de personnages de toutes conditions sociales. Un lieu relie ces destinées: l'immeuble Yacoubian, édifié en 1930 au cœur du Caire. Porté par un scénario solide et des acteurs de grand talent (Adel Imam, Nour El Sherif, Ahmed Bedeir, Yousra…), captivant en dépit de sa longueur, le film évoque le rôle de l'argent, le statut de la femme, la liberté sexuelle, la corruption politique ou la montée du fanatisme religieux. Une œuvre ample et ambitieuse, à la fois romanesque et très éclairante sur les mutations de l'Égypte contemporaine. Le portrait d'un pays fascinant, à mille lieues de la carte postale. **A. S.**

DRAME INTIMISTE Nicole Garcia explore l'échec et ses fantômes en entremêlant plusieurs destins masculins

Blessures d'hommes, regard de femme

SELON CHARLIE ★★
de Nicole Garcia
Film français, 1h55

Sous le ciel grisâtre d'une petite ville de la côte Atlantique, six hommes – certains se connaissent, d'autres pas – suivent des trajectoires qui se croisent, se télescopent ou se frôlent. Figures masculines, fêlées ou blessées, soumises au regard d'un enfant d'une dizaine d'années: Charlie. Confrontés à l'échec, la lassitude ou l'hypocrisie, ces hommes de tous âges et toutes conditions sont réunis par une même attitude: la fuite, son aveuglement et ses incertitudes.

Nous voilà donc attachés aux pas d'un maire revenu de tout (Jean-Pierre Bacri), trompant son ennui dans les bras d'une jeune employée de la ville et retrouvant un peu de bonhomie lors d'une fête du troisième âge. D'un père de famille entretenant une liaison adultère et entraînant son fils dans le mensonge (Vincent Lindon). D'un ancien scientifique à la carrière brisée, devenu professeur de collège (Benoît Magimel), retrouvant à l'occasion d'un colloque l'un de ses amis et collègue aujourd'hui réputé et médiatique (Patrick Pineau). Nous voilà cheminant par intermittence en compagnie d'un jeune tennisman en panne de victoires (Arnaud Valois), exprimant sa violence intérieure par des «*comportements à risque*» ou d'un petit malfrat frustré (Benoît Poelvoorde), dont l'amateurisme et la naïveté semblent peu en rapport avec l'ambition.

Sur un scénario soigneusement tricoté à quatre mains par son fils Frédéric Bélier-Garcia et Jacques Fieschi, Nicole Garcia poursuit son exploration attentive et intriguée de la sphère masculine. Les portraits fragmentés qu'elle brosse ici avec beaucoup de justesse se gardent de toute tentative d'explication psychologique et ne s'attardent pas sur les raisons de ces fêlures intimes. Elle plonge au cœur de son sujet, cherche à observer le déclenchement puis la lente mise en marche d'un mécanisme qui amènera ces hommes à se déplacer intérieurement: voyage mystérieux, mutation marquée par le renoncement, la solitude, la rage ou l'égarement.

La subtilité de l'écriture, l'esthétique discrète de la mise en scène font tout l'intérêt de cette œuvre, qui bénéficie aussi d'un montage légèrement resserré depuis sa présentation en compétition officielle lors du dernier Festival de Cannes. Regard de femme sur la blessure des hommes, *Selon Charlie* s'impose à la mémoire.

ARNAUD SCHWARTZ

Autre film

NAUSICAÄ DE LA VALLÉE DU VENT ★★★
de Hayao Miyazaki
Film japonais, 1h56

■ Dans un monde pollué par une mer toxique et peuplé d'insectes géants, survivent de petits royaumes qui ne pensent qu'à se faire la guerre pour la domination des dernières terres. L'un d'eux veut réveiller un monstre géant, véritable arme de destruction massive aux consonances atomiques. Nausicaä, princesse de la Vallée du vent, cherche à les en dissuader, sentant que la nature n'est pas hostile sans raison. Commence alors une course contre la montre ébouriffante dans un monde fantastique où l'on croise un bestiaire digne d'un tableau de Jérôme Bosch. Dans ses précédentes œuvres, Hayao Miyazaki nous avait habitués à des dessins animés visuellement superbes, fables écologiques et oniriques échappant à tout manichéisme. Mais rarement il avait atteint la maîtrise technique et narrative dont il fait preuve dans *Nausicaä*. Un chef-d'œuvre qui pourra effrayer les tout petits mais émerveillera les plus grands.

STÉPHANE DREYFUS

EN BREF

▸ **MÉDIAS. Les chaînes publiques devront mieux considérer l'information environnementale.** Le ministère de l'écologie a annoncé, lundi, que l'environnement et le développement durable seront désormais insérés dans le cahier des charges des télévisions et des radios publiques. Jusqu'ici aucune obligation ne figurait en la matière, contrairement à la sécurité routière ou à l'information du consommateur. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel sera amené à vérifier la présence d'émissions de ce genre dans les grilles.

▸ **MUSIQUE. L'Inde dit adieu au virtuose Bismillah Khan, décédé lundi dernier.** Véritable légende dans son pays, le maestro du hautbois indien, le shahnaï, s'est éteint à l'âge de 91 ans. L'État de l'Uttar Pradesh, dont il était originaire, a fermé administrations, écoles et universités, déclarant un jour de deuil. Bismillah Khan avait été récompensé du «Bharat Ratna» en 1991, correspondant à l'honneur civil le plus élevé en Inde.

▸ **THÉÂTRE. Le Colón de Buenos Aires fait peau neuve.** Le théâtre Colón, considéré comme l'une des meilleures scènes lyriques du monde, doit fermer pour un an de rénovation totale, la première depuis sa construction en 1908. Le théâtre sera notamment mis aux normes anti-incendie. La vedette de la dernière soirée, le 31 octobre, sera le danseur argentin Inaki Urlezaga, du Royal Ballet de Londres. La salle mythique de Buenos Aires rouvrira pour son centenaire en mai 2008.

▸ **PRESSE. «Le Figaro» qui avait prévu de lancer un quotidien gratuit à la rentrée reconsidère son ambition.** Le journal, qui souhaitait créer un quotidien gratuit du soir en partenariat avec le groupe M6, espérait diffuser son quotidien à Paris et dans plusieurs villes de province en s'associant au réseau Ville Plus. Ce dernier semblant aujourd'hui plus enclin à se rallier au projet de quotidien gratuit du *Monde*, *Le Figaro* renoncerait pour l'instant à son ambition.

AGENDA

GRANVILLE

▸ **EXPOSITION.** Nouvelle manifestation au Musée et Jardin Christian-Dior avec un parcours sur les sources d'inspiration, le savoir-faire et la clientèle internationale du couturier. L'exposition «Christian Dior et le Monde» livre la vision d'un homme sur la modernité et l'évolution de son métier.

Jusqu'au 24 septembre, tous les jours de 10 heures à 18 h 30. Villa Les Rhumbs. Rens.: 02.33.61.48.21 et sur www.musee-dior-granville.com

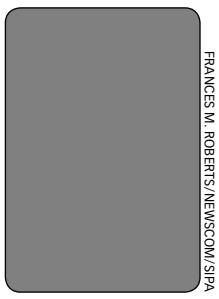
NICE

▸ **PHOTOGRAPHIE.** Exposition «François-Marie Banier – Perdre la tête» au Théâtre de la photographie et de l'image. La vie, les gens, des portraits d'artistes et d'écrivains ponctuent un parcours des rues, souvent en noir et blanc, où le photographe devient le dépositaire de leurs destins. Entrée libre tous les jours sauf le lundi de 10 heures à 18 heures.

Jusqu'au 27 août. 27, bd Dubouchage. Rens.: 04.97.13.42.20 et sur www.tpi-nice.org

PORTRAIT

Grigori Perelman, un mathématicien au triomphe modeste



FRANCES M. ROBERTS/NEWSCOM/SIPA

Hier s'est ouvert à Madrid le XXVe Congrès international des mathématiques. À cette occasion étaient remises les médailles Fields, plus hautes récompenses en mathématiques, attribuées tous les quatre ans à des chercheurs de moins de 40 ans. Parmi eux, le Français Wendelin Werner et le prodige russe Grigori Perelman, qui a décliné l'honneur.

Grigori «Grisha» Perelman ne se considère plus comme un mathématicien professionnel. À 40 ans, il vient de démissionner de l'Institut Steklov de Saint-Pétersbourg et vit désormais avec sa mère. Ce brillant chercheur russe ne s'est même pas déplacé à Madrid pour recevoir la médaille Fields, distinction suprême chez les mathématiciens. *«C'est une personne qui s'est repliée sur elle-même et parfois, il donne l'impression d'une folie douce. Mais c'est une qualité qu'ont tous les bons mathématiciens»,* explique un de ses anciens collègues, Evgueni Damaskinski, cité par le quotidien russe *Izvestia*.

Regard clair, front dégarni, barbe et sourcils broussailleux, Grigori Perelman est un personnage. Il refuse tous les entretiens, travaille seul et communique par Internet. Diplômé de la faculté de Saint-Pétersbourg, ancien chercheur à Berkeley (Californie), il s'est spécialisé dans la topologie, la science mathématique des formes. En 2003, il propose une solution à la fameuse «conjecture» de Poincaré, l'un des sept «problèmes du millénaire» pour la solution desquels l'Institut Clay, en 2000, a offert une prime d'un million de dollars (775 000 €). L'énigme avait été formulée en 1904 par le Français Henri Poincaré : il s'agissait d'expliquer la géométrie d'un espace tridimensionnel. Aujourd'hui, les spécialistes s'accordent à dire que la solution exposée par le Russe était la bonne. Pour l'intéressé, cette reconnaissance vaut toutes les breloques.

Le Français Wendelin Werner a, lui, accepté la médaille, la définissant comme une reconnaissance des *«idées probabilistes»* : depuis 1936, c'est en effet la première fois qu'un spécialiste des probabilités est primé. Chercheur et professeur au laboratoire de mathématiques de l'Université de Paris-Sud Orsay, il est, à 38 ans, le neuvième mathématicien français lauréat de cette distinction, résultat qui place la France à la seconde place derrière les États-Unis.

Né en Allemagne, naturalisé français à l'âge de 9 ans, Wendelin Werner enseigne aussi à l'École normale supérieure. Ses travaux liant la théorie des probabilités à la physique statistique pour l'examen de phénomènes aléatoires ont compté parmi les *«plus fructueux de ces derniers temps»,* avec une variété d'applications potentielles, notamment dans le domaine du gaz, selon un communiqué annonçant l'attribution du prix.

JEAN DECOTTE

TENSIONS

Les partisans de Kabila et Bemba s'affrontent dans Kinshasa

Après une attaque de la résidence de Jean-Pierre Bemba, les militaires européens et ceux de l'ONU tentaient hier de maintenir le calme dans la capitale de la RD-Congo

Hier après-midi, la situation à Kinshasa était qualifiée d'*«instable»* par des militaires européens présents sur place et joints au téléphone par *La Croix*. Des tirs à l'arme lourde ont repris pour le deuxième jour consécutif, opposant notamment les gardes rapprochées du président Joseph Kabila et du vice-président Jean-Pierre Bemba. Cela, malgré les efforts des forces étrangères déployées dans la capitale congolaise.

Dès lundi soir, des affrontements s'étaient produits dans le quartier résidentiel de Gombe, le long du fleuve Congo. La résidence de Jean-Pierre Bemba y avait été attaquée à l'arme lourde. Quelques heures auparavant, dans la nuit de dimanche à lundi, les résultats du premier tour de l'élection présidentielle du 30 juillet avaient été rendus publics. Le président Joseph Kabila arrivait en tête avec 44 % des voix, ce qui le conduisait à affronter, dans un deuxième tour prévu le 29 octobre, son vice-président Jean-Pierre Bemba, arrivé second avec 20 % des voix.

Même si les motivations en restaient obscures, le scénario de l'attaque de la résidence de Jean-Pierre Bemba ne faisait guère de doute hier. Les quatorze diplomates du Comité international d'accompagnement de la transition (Ciat) se trouvaient avec lui *«pour une réunion planifiée, afin d'évoquer des attaques à la kalachnikov survenues la veille dans la capitale à l'annonce des résultats des élections»,* a expliqué hier à *La Croix* depuis Kinshasa le lieutenant-colonel Thierry Fusalba de l'état-major «opératif» de la force européenne Eufor. Or, en fin d'après-midi, la résidence a été attaquée avec *«des mortiers, des armes antiaériennes utilisées en sol-sol et des tirs de mitrailleuses. Il s'agissait d'échanges nourris entre la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba et la garde présidentielle»,* poursuit le lieutenant-colonel Fusalba.

La Mission de l'ONU en RD-Congo dispose de 17 000 hommes, dont un millier dans la capitale.

LIONEL HEALING/AFP

Un blindé de la garde présidentielle patrouille sur les rives du fleuve Congo, à Kinshasa. Le vice-président Jean-Pierre Bemba a aussi une garde rapprochée qui s'oppose aux troupes du président en ballottage Joseph Kabila.

Les diplomates, dont le nouvel ambassadeur de France, Bernard Prevost, ont dû se réfugier dans une cave. Pour les exfiltrer, les militaires de la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (Monuc) ont demandé le soutien de l'Eufor, une force européenne agissant sous mandat de l'ONU, tout en envoyant sur place une compagnie de militaires uruguayens. Ceux-ci ont été rejoints par la «compagnie d'intervention rapide de l'Eufor», composée d'Espagnols. Les militaires ont sécurisé le périmètre, extrait les ambassadeurs qu'ils ont emmenés au quartier général de la Monuc situé à proximité. L'opération s'est effectuée de nuit.

Hier, la tension est restée palpable toute la journée. Selon des témoins, le trafic sur le fleuve Congo entre Kinshasa et Brazzaville, la capitale du Congo voisin, est nul depuis lundi, et les commerces de Kinshasa étaient fermés. La police congolaise a tiré en l'air pour disperser un groupe de jeunes qui voulaient piller des échoppes dans le quartier de Limete, dans l'est de la capitale. Puis des tirs à la mitrailleuse lourde ont repris près de la résidence de Jean-Pierre Bemba alors que des blindés de la Monuc sont positionnés depuis lundi soir devant sa villa et sur le boulevard du 30-Juin, la principale artère de Kinshasa.

Dans le quartier de Massina, favorable à Jean-Pierre Bemba, on observait hier après-midi *«des mouvements de foule»* selon le lieutenant-colonel Fusalba. *«Deux hélicoptères d'attaque Gazelle, un hélicoptère de transport Cougar et une cinquantaine de soldats français, portugais et suédois des forces spéciales, sont arrivés en renfort»* à Kinshasa, a-t-il ajouté, précisant que 200 soldats allemands étaient attendus dans la journée. L'Eufor dispose de 2 300 hommes répartis à moitié entre Kinshasa et Libreville, la capitale gabonaise. Son mandat est limité au processus électoral et a débuté le 30 juillet pour une période de quatre mois. Elle a pour mission de venir en soutien de la Monuc, qui constitue à ce jour la plus importante mission déployée par l'ONU avec 17 000 hommes en RD-Congo, dont un millier dans la capitale.

Chaque partie tentait hier de calmer le jeu. Le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en République démocratique du Congo, William Swing, a appelé à une rencontre entre Joseph Kabila et Jean-Pierre Bemba. Joseph Kabila aurait appelé, d'après son directeur de cabinet, au cantonnement immédiat des éléments de la garde présidentielle et des hommes de Jean-Pierre Bemba. *«Le problème est de savoir qui est militaire congolais. Plusieurs forces armées continuent à coexister, malgré la dissolution progressive des milices et la constitution, au sein d'une armée nationale, de brigades dites "brassées ", incluant des éléments des différentes forces»,* estimait hier, depuis Bruxelles, un militaire européen.

PIERRE COCHEZ

L'Église catholique s'alarme des risques de guerre civile

■ L'Église catholique met en garde contre les risques de *«guerre civile»*. La conférence épiscopale de RD-Congo a appelé le président Joseph Kabila et le vice-président Jean-Pierre Bemba à *«privilégier le dialogue, la concertation et la paix ainsi que l'intérêt supérieur de la nation»* dans une déclaration de son président, Mgr Laurent Monsengwo Pasinya, évêque de Kisangani, sur la radio Okapi, parrainée par l'ONU. *«Kinshasa connaît (…) une situation d'antagonisme et de conflit qui peut conduire à une guerre civile lourde en pertes civiles et aux conséquences politiques, économiques et sociales incalculables»,* a averti Mgr Monsengwo. Il a invité l'ONU, l'Union européenne et l'Union africaine à *«prendre toutes les dispositions pour éviter l'anarchie et le chaos et faire cesser les hostilités».* Il a invité la population à *«garder son calme (…) en refusant de céder aux appels de nature régionaliste et ethnique».*

■ Sur la radio catholique Elikia, le cardinal Frédéric Etsou, archevêque de Kinshasa, a appelé Joseph Kabila et Jean-Pierre Bemba à *«veiller au rétablissement de l'ordre public, et les partis politiques à cesser de diffuser des messages de haine (…)».* Il a invité les *«forces de l'ordre à assurer comme il faut la sécurité pour éviter les morts inutiles».*

NUCLÉAIRE Selon Dominique Moïsi, Téhéran veut gagner du temps en négociant

« Les sanctions contre l'Iran seront un ultime avertissement »

ENTRETIEN

Dominique Moïsi
Conseiller spécial de l'Institut français des relations internationales (Ifri)

AFP

Ali Larijani, le principal négociateur du dossier nucléaire iranien, pendant une conférence à Téhéran.

L'Iran a réitéré hier qu'il ne suspendrait pas son programme nucléaire. En conséquence, des sanctions vont-elles être finalement votées par le Conseil de sécurité de l'ONU ?

Dominique Moïsi : En tout cas, les conditions en faveur d'un vote de sanctions n'ont jamais été aussi favorables. De nombreux facteurs ont évolué ces derniers mois, au lendemain notamment des événements au Liban. La partie française a évolué, avec l'Union européenne, critiquant Israël lorsqu'il détruisait le Liban mais ayant aussi un langage clair sur le Hezbollah et exprimant ses inquiétudes sur l'Iran, un pays à l'idéologie provocatrice.

À Moscou, la Russie n'a pas besoin du pétrole iranien et se sent plus un rival qu'un allié. La Chine a besoin du pétrole iranien mais son attitude est ambiguë car plus ça va mal entre l'Occident et les régimes musulmans fondamentalistes, plus ses relations avec les États-Unis s'améliorent.

– De quelle nature devraient être des sanctions pour être efficaces ?

– A priori, aucun type de sanction ne serait efficace. Dans l'histoire, elles ont échoué, sauf en accompagnant un processus intérieur, comme en Afrique du Sud, mais à l'époque vous aviez un homme d'État de chaque côté, Mandela et De Klerk. Aucun embargo n'a fonctionné, ils ont toujours été contournés. Je crois que les sanctions n'ont de sens qu'à un niveau psychologique, c'est l'ultime avertissement avant le recours à la force militaire. On peut envisager un embargo sur les ventes d'armes ou bien une interdiction totale de commercer avec l'Iran. On pourrait aller jusqu'au blocus mais je n'y crois pas. J'insiste sur le caractère d'avertissement symbolique pour exprimer notre désaccord avec un pays devenu autiste et avec lequel nous ne sommes pourtant pas prêts à faire la guerre. Aujourd'hui à l'ONU, il n'y aurait pas d'accord pour voter une résolution guerrière. Mais il faut toutefois garder cette option afin qu'un embargo, quel qu'il soit, soit efficace. On ne peut pas exclure une intervention militaire. C'est en fait un calendrier d'escalade qui est proposé.

« On peut envisager un embargo sur les ventes d'armes ou bien une interdiction totale de commercer avec l'Iran. »

– Ne risque-t-il pas de durer longtemps ?

– Oui, même si des plans militaires existent. Je n'exclus pas une intervention mais ce n'est pas le plus probable.

– L'Iran sait bien qu'il n'est pas menacé d'une invasion occidentale…

– Je ne suis pas sûr. L'Iran se sent porté par l'Histoire en ce moment : le prix du pétrole qui augmente, les États-Unis engagés en Irak, le Hezbollah au Liban. L'Iran porte de plus un jugement méprisant sur l'Occident. Un régime à qui on propose des compromis vous méprise. Le drame, c'est que rien n'est négociable. L'Iran veut l'arme nucléaire et les Iraniens ressentent cette demande comme légitime et soutiennent leur gouvernement alors que nous sommes mous et faibles à leurs yeux. Ils vont faire semblant de négocier jusqu'à maîtriser la technique et un jour, ils annonceront qu'ils ont la bombe. Ce sera un fait accompli devant lequel nous devrons nous plier. Et un régime à l'idéologie absolutiste aura la bombe…

RECUEILLI PAR DORIAN MALOVIC

L'Iran a remis sa réponse formelle

L'Iran a remis formellement, hier, sa réponse à l'offre des cinq membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU (plus l'Allemagne) visant à la suspension de son programme d'enrichissement d'uranium. Le contenu de sa réponse n'a pas été rendu public mais il avait exclu par avance une telle éventualité. Téhéran a appelé à des négociations sur l'offre elle-même alors que l'ONU exige en préalable la suspension de l'enrichissement.

CESSEZ-LE-FEU Les pays européens se réunissent aujourd'hui à Bruxelles pour tenter d'avancer dans la constitution de la future force d'interposition au Liban

La force internationale pour le Liban a des difficultés à se former

Alors que le cessez-le-feu au Liban persiste, avec quelques accrocs, la communauté internationale cherchait toujours, hier, une solution au problème que pose la formation d'une nouvelle Force intermédiaire des Nations unies. Prévue par la résolution 1701 de l'ONU qui a mis fin au conflit, cette force est destinée à épauler l'armée libanaise dans le sud du pays.

Des experts des pays membres de l'Union européenne doivent se réunir aujourd'hui à Bruxelles pour tenter de définir une stratégie commune. La France, qui s'était d'abord proposée pour fournir la « colonne vertébrale » de cette force, hésite parce qu'elle n'a pas obtenu les précisions souhaitées quant au mandat des casques bleus. Entre-temps, l'Italie s'est dite prête à en prendre la tête. Mais, comme ses partenaires européens, elle attend des garanties pour s'engager plus avant. *« La mission est compliquée »*, et justifie *« une grande prudence »*, a affirmé le chef du gouvernement, Romano Prodi.

En visite à Beyrouth, le ministre néerlandais des affaires étrangères Ben Bot a dit espérer que des forces étrangères arriveraient au Liban d'ici à deux semaines. Les États-Unis ne prévoient pas, de leur côté, de fournir des troupes. Mais lundi, le président George W. Bush avait affirmé qu'il voulait voir se déployer *« aussi vite que possible »* cette force de paix, et qu'il y aurait une seconde résolution au Conseil de sécurité pour lui donner *« davantage d'instructions »*. Sans plus de précision sur les règles d'engagement. George W. Bush est également resté vague sur la question cruciale du désarmement du Hezbollah, exigence principale d'Israël.

Les combattants du Hezbollah, refusant de désarmer, sont réapparus au grand jour dans les régions chiites.

Sur le terrain, les combattants du Hezbollah, refusant de désarmer, sont réapparus au grand jour dans les régions chiites du Liban où ils étaient implantés avant le conflit. Israël a prévenu qu'il se réservait la possibilité de poursuivre ses opérations militaires tant que le Hezbollah ne serait pas désarmé et tant que la force multinationale ne serait pas déployée.

La ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, sera aujourd'hui à Paris où elle rencontrera son homologue Philippe Douste-Blazy, le premier ministre Dominique de Villepin et le ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy, ainsi que son homologue belge, Karel De Gucht. Elle devrait se rendre demain à Rome où elle rencontrera le premier ministre italien Romano Prodi et le chef de la diplomatie Massimo D'Alema.

AGNÈS ROTIVEL

Sur www.la-Croix.com
Retrouvez le dossier spécial sur la crise libanaise

PERSPECTIVES

Des suspects de terrorisme inculpés à Londres

▶ LES FAITS

Huit des onze personnes inculpées lundi pour la tentative d'attentats déjouée le 10 août en Grande-Bretagne ont comparu hier devant le tribunal de Westminster, à Londres. Lors de cette séance purement formelle, les accusés n'ont fait qu'indiquer leur nom et leur adresse et ont été placés en détention préventive jusqu'à une prochaine audience, le 4 septembre.

La justice les suspecte d'avoir tenté de fabriquer des explosifs et de faire exploser des avions de ligne entre la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Huit des inculpés doivent répondre de *« conspiration en vue de commettre des meurtres »* et de *« préparation d'un acte de terrorisme »*. Deux autres sont poursuivis pour non-divulgation d'informations pouvant empêcher un acte terroriste.

Le plus jeune, âgé de 17 ans, est inculpé pour la possession d'un manuel sur les explosifs et des testaments de candidats aux attentats suicides.

Onze autres personnes étaient encore hier en garde à vue, sans avoir été jusque-là inculpées.

▶ LE CONTEXTE

Le complot déjoué le 10 août était dans sa phase finale, a affirmé hier le secrétaire américain à la sécurité intérieure Michael Chertoff.

Ce jour-là, 24 personnes avaient été arrêtées à Londres et à Birmingham. Depuis, deux d'entre elles ont été relâchées, aucune charge n'ayant été retenue contre elles.

Le réseau pourrait avoir des ramifications au Pakistan où la police locale avait interpellé plusieurs suspects dès le 4 août.

En douze jours, en Grande-Bretagne, la police a mis la main sur près de 400 ordinateurs, 200 téléphones portables et des produits chimiques pouvant entrer dans la composition d'engins explosifs. Le chef de la cellule antiterroriste de la police, Peter Clarke, a également mentionné des enregistrements vidéo *« de martyrs »* tels ceux réalisés par de futurs kamikazes.

▶ L'AVENIR

Grâce aux auditions, les enquêteurs espèrent remonter aux sources du complot, voire établir des liens avec le groupe terroriste Al-Qaida. La police doit parallèlement exploiter les éléments recueillis par les enquêteurs. Une analyse qui pourrait prendre *« des mois »*, selon Peter Clarke, pour qui l'enquête pourrait s'étendre *« au monde entier »*. Au niveau politique, le gouvernement tente de venir à bout des tensions communautaires, alors que les personnes suspectées sont de confession musulmane. Selon un sondage de l'hebdomadaire *Spectator*, la semaine dernière, une personne interrogée sur deux estime que *« la plupart des musulmans vivant en Grande-Bretagne sont modérés »*. Une sur quatre est d'avis contraire.

MARIE JANSANA

SÉCURITÉ Vladimir Poutine va demander aux principaux hommes d'affaires russes d'investir dans le Caucase, où la peur règne toujours

La Russie tente de normaliser la situation en Tchétchénie

MOSCOU
De notre correspondant

Quelques jours du deuxième anniversaire du drame de la prise d'otages de l'école de Beslan, l'armée russe redoute de nouvelles attaques terroristes dans le Caucase. *«Les membres des groupes armés illégaux pourraient intensifier leurs activités pour montrer leur viabilité»,* vient ainsi de prévenir Leonid Krivonos, l'un des commandants des troupes en Tchétchénie. Tout en assurant que les rebelles autoproclamés *«indépendantistes»* manquent désormais de moyens et de forces, il a reconnu *«n'avoir aucune raison de relâcher son attention»*. Des propos qui, à eux seuls, remettent en cause le discours officiel de Moscou sur la «normalisation» dans la petite république du Caucase nord.

Sept ans après le début de la deuxième guerre, malgré *«l'élimination»* de leurs principaux leaders (le modéré Maskhadov et le radical Bassaïev), les «séparatistes» maintiennent des attaques ponctuelles sur les forces russes et poursuivent les destructions d'infrastructures.

Mais c'est sur le terrain de la vie quotidienne des Tchétchènes que vient le principal démenti. Certes, à Grozny, la capitale tchétchène, comme dans d'autres villes, l'ouverture de magasins, de cafés, de centres sportifs symbolise un retour à une vie normale. Et Mémorial, l'organisation de défense des droits de l'homme, vient de publier des chiffres confirmant une stabilisation: le nombre de tués a baissé d'un tiers entre 2004 et 2005, passant à 192 morts (78 civils, 44 membres des forces de l'ordre, 8 représentants des autorités, 44 rebelles, 18 corps non identifiés). Les enlèvements, un mal endémique dès lors que la fin officielle de la guerre n'a pas supprimé pour autant les luttes politico-mafieuses, ont aussi diminué d'un tiers: parmi les 316 personnes kidnappées l'an passé, 127 restent disparues.

Mais le climat de peur n'a toujours pas quitté le quotidien des Tchétchènes. *«Peut-on faire confiance à ces statistiques alors que les gens redoutent de se plaindre auprès des forces de l'ordre et aux ONG, et préfèrent négocier la libération de leurs proches à l'aide de leurs contacts personnels?»* s'interroge Svetlana Gannouchkina, l'un des auteurs du rapport. Elle est d'autant plus sceptique que les données de Mémorial ne couvrent que 30 % de la Tchétchénie. Une grande partie du territoire reste difficile d'accès, ce qui relativise les discours sur le succès de l'opération «antiterroriste».

Une grande partie du territoire de la Tchétchénie reste difficile d'accès, ce qui relativise les discours sur le succès de l'opération «antiterroriste».

En fait, aux yeux de Mémorial, *«l'arbitraire»* continue de dominer. Corruption et peur sont entretenues par les groupes rebelles. Mais l'organisation tient aussi pour responsable les milices de Ramzan Kadyrov, le premier ministre que Moscou a installé à la tête de la république afin de «tchétchéniser» la situation. Le fils du président Akhmad Kadyrov, un ancien séparatiste transformé en pion du Kremlin et finalement tué par les rebelles en 2004, est un homme redouté et haï par beaucoup. Souvent nommé simplement par son prénom, «Ramzan», qui pourrait devenir à son tour président, dirige aujourd'hui des milices mais aussi un véritable *«système de racket»*. Selon Mémorial, sa fondation, créée en hommage à son père, subventionne divers chantiers et, par ce biais, contrôle de nombreux pans de l'économie. C'est aussi un outil de pression sur la population: pour bénéficier du système, mieux vaut faire un don à la fondation.

Pour reconstruire l'immense chantier de ruines qu'est la Tchétchénie, les aides financières abondent de Moscou comme de l'Union européenne. Vladimir Poutine vient d'ailleurs de lancer un appel aux oligarques russes pour qu'ils investissent à leur tour. Une déclaration parmi les autres récentes initiatives du président russe, opposé à tout dialogue avec les rebelles, pour mettre en scène la «normalisation». Une nouvelle offre d'amnistie a été lancée aux rebelles. Et le Kremlin a proposé le retrait de certaines troupes russes d'ici à 2008. «Ramzan» et ses hommes, qui contrôlent déjà en grande partie la Tchétchénie, prendraient le relais. Paradoxalement, le départ des soldats russes ne serait alors pas forcément synonyme de retour à la normale…

BENJAMIN QUÉNELLE

POLLUTION Dix jours après la plus importante marée noire de son histoire, l'archipel philippin redoute une nouvelle fuite de pétrole

Aux Philippines, la marée noire menace de s'étendre

«*Il y a une fuite. Au pire, 200 litres par heure.*» Le vice-amiral Arturo Gosingan, responsable des garde-côtes philippins, a de nouveau tiré la sonnette d'alarme hier. Selon lui, du mazout s'échappe de nouveau d'une des cales du *Solar 1*, un pétrolier qui a coulé le 11 août au large des îles de Guimaras et de Panay, sur le flanc occidental de l'archipel philippin, à environ 500 kilomètres au sud de Manille. La société Petron Corporation, qui avait affrété le navire, a immédiatement démenti l'information. Lundi, un porte-parole de cette compagnie pétrolière, Virginia Ruivivar, avait indiqué que la pollution ne provenait que d'un seul réservoir, et qu'elle avait cessé.

Le pétrolier concerné transportait deux millions de litres de pétrole. Depuis le 11 août, il repose à 900 mètres de fond et 200 000 litres d'hydrocarbures se seraient déversés dans la mer. Près de 14 000 pêcheurs sont aujourd'hui privés de leur moyen de subsistance. Sur l'île de Guimaras, près de 220 km de côtes sont souillées, dont plusieurs centaines d'hectares de mangroves (concentration de végétaux très utiles à la population) et des dizaines d'hectares de cultures d'algues. Des milliers de villageois s'activaient avec des moyens dérisoires pour désencrasser plages et mangroves.

«La situation est vraiment préoccupante», déclarait dimanche Athena Ballesteros, en charge des questions climatiques et énergétiques pour Greenpeace. L'organisation, qui a lancé une étude pour évaluer les conséquences de la catastrophe, a estimé que le *Solar 1* représentait une véritable *«bombe à retardement»*. Elle demande instamment au gouvernement philippin de *«remonter le pétrolier de toute urgence, avant que davantage de dégâts ne soient causés»*.

«Ce navire a sombré il y a plus d'une semaine, et les responsables en sont toujours à discuter.»

Clemente Cancio, directrice de la Sunshine Maritime Development Corporation, entreprise propriétaire du navire, a indiqué qu'elle discutait avec des spécialistes avant d'envisager un renflouage du navire. L'objectif serait de remorquer le pétrolier vers une zone plus profonde où les risques pour l'environnement seraient amoindris. La firme aurait d'ores et déjà engagé un entrepreneur étranger pour examiner les options envisageables. *«Je ne peux pas vous dire quand il arrivera, ce sera d'ici à la fin de la semaine»*, assurait lundi Virginia Ruivivar, de Petron Corporation.

De son côté, le commandant local des garde-côtes a constaté que la nappe noire s'étendait sur 27 kilomètres et a regretté la lenteur des opérations. *«Ce navire a sombré il y a plus d'une semaine, et les responsables en sont toujours à discuter»*, s'indigne-t-il. Une nonchalance qui inquiète et agace les personnes concernées.

Lundi, les premiers résultats de l'enquête des autorités maritimes ont dévoilé que Noberto Aguro, le capitaine du pétrolier, n'avait pas la formation requise pour prendre les commandes d'un tanker. L'homme disposait bien d'un permis de navigation, mais son certificat le limitait à la navigation des chimiquiers. Selon les services civils locaux, la marée noire menace dorénavant l'île de Negros, la quatrième plus importante de l'archipel philippin.

ÉMELINE HÉNIQUE

EN BREF

Piste raciste dans l'attentat de Moscou

■ Le parquet de Moscou a annoncé hier qu'il privilégiait l'hypothèse d'un crime raciste dans l'enquête sur l'attentat à la bombe sur un marché de Moscou qui a fait dix morts lundi. Les suspects arrêtés dans cette affaire sont deux jeunes hommes appartenant à un groupe nationaliste d'extrême droite. Le phénomène de «terrorisme isolé» devient de plus en plus fréquent en Russie et des attentats sont commis par des jeunes nationalistes qui ne font pas partie de groupes extrémistes.

Libération d'opposants en Biélorussie

■ Deux militants d'opposition biélorusses ont été libérés dimanche, après avoir purgé une peine de six mois de prison pour avoir mené une organisation *«non enregistrée»*, l'ONG «Partenariat». Deux autres membres de la même association sont restés en prison. «Partenariat» s'était donné comme objectif de surveiller le déroulement de l'élection présidentielle controversée du 19 mars, remportée par Alexandre Loukachenko.

▶ **ESPAGNE. Un Français parmi les victimes.** Un Français de 21 ans se trouve parmi les six personnes tuées dans l'accident de train lundi près de Palencia, dans le nord de l'Espagne, a-t-on appris hier auprès de la sous-préfecture locale. Le jeune homme, Anthony Fernandez, est mort de ses blessures après avoir été admis à l'hôpital Rio Ortega de Valladolid (Castille-León). Il avait dans un premier temps été identifié uniquement comme espagnol mais aurait la double nationalité.

«Le prochain premier ministre japonais devra prendre l'initiative d'inclure une nouvelle Constitution dans son programme politique.»
Shinzo Abe, 51 ans, favori à ce poste le mois prochain, hier dans un entretien au quotidien *Yomiuri*.
Cette réforme constitutionnelle aura pour objectif d'abolir le pacifisme officiel en vigueur afin de permettre au Japon de se doter d'une véritable armée, autorisée à riposter en cas d'attaque.

▶ **CORÉE DU SUD. Premier satellite militaire envoyé.** La Corée du Sud a lancé hier son premier satellite militaire de communications afin de renforcer sa capacité de surveillance de sa voisine communiste du Nord. Le satellite pourra intercepter les communications en Corée et dans d'autres pays asiatiques, dont le Japon et la Chine. Il s'agit du quatrième satellite de communications lancé par le pays mais le premier à des fins militaires, une étape d'indépendance vis-à-vis des militaires américains.

▶ **ÉGYPTE. Limogeage après l'accident de train.** Le directeur de l'Autorité nationale des chemins de fer en Égypte a été limogé après la mort de 58 personnes dans la collision de deux trains au nord du Caire. Son adjoint a été suspendu de ses fonctions en attendant les résultats de l'enquête. Un comité d'experts va être formé afin qu'un tel accident, le plus grave depuis quatre ans, ne se reproduise plus.

▶ **INDE. Manifestations d'étudiants.** L'adoption par le gouvernement indien d'une loi controversée attribuant davantage de places dans les universités aux élèves des basses castes (de 22,5 % à 49 %) a entraîné hier une bataille rangée entre policiers et étudiants à New Delhi. Le gouvernement indien a précisé qu'il prévoyait également d'augmenter le nombre total de places dans les universités. Selon des avocats, des millions d'étudiants de basses castes souffrent toujours de discriminations dans l'Inde majoritairement hindoue.

▶ **POLOGNE. Walesa quitte Solidarité.** Lech Walesa, chef historique de Solidarité, premier syndicat libre du monde communiste, a quitté l'organisation qu'il a contribué à fonder en 1980, a annoncé hier un responsable du syndicat. *«Lech Walesa a cessé d'être membre de Solidarité au 1er janvier 2006»*, a déclaré à l'*Agence France-Presse* Jerzy Borowczak, une des figures de proue du syndicat à Gdansk. *«Lech Walesa ne paie plus les cotisations depuis la fin de l'année»*, a-t-il ajouté.

CONJONCTURE

14,3 millions de dollars de recettes (soit environ 11,4 millions d'euros) ont été enregistrés lundi par le canal de Suez, un record selon l'autorité du canal, qui précise que soixante navires transportant 2,9 millions de tonnes de marchandises ont emprunté ce jour-là ce passage stratégique entre l'Europe et l'Asie. Inaugurée en 1869 et nationalisée en 1956 par l'Égypte, cette voie maritime est la troisième source de devises étrangères de l'Égypte après le tourisme et les transferts d'argent des émigrés. Le volume de son trafic a toujours été considéré comme un indicateur de la santé du trafic maritime à travers le monde.

ENTREPRISES

▶ **ÉNERGIE. Nouveau contrat pour Alstom.** Le groupe français a remporté un contrat de 560 millions d'euros auprès de la compagnie d'électricité américaine Kansas City Power & Light, pour la construction d'une centrale au charbon de 850 mégawatts aux États-Unis. «*Alstom assurera l'ingénierie, la conception et la construction de la chaudière*», explique le groupe dans le communiqué, publié hier. Le charbon connaît un regain d'intérêt depuis plusieurs mois, sur fond de flambée des cours du pétrole.

▶ **TOURISME. Changement de tête chez Kuoni.** Le tour-opérateur suisse Kuoni a annoncé hier un retour aux bénéfices, avec un résultat net de 5,4 millions d'euros, au premier semestre, au lendemain de la démission de son président Andreas Schmid, en dissension notoire avec la direction générale. Il avait projeté de fusionner avec le groupe britannique First Choice, mais ses intentions n'étaient pas soutenues par le reste du conseil d'administration.

▶ **MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION. Lafarge pourrait se séparer de ses toitures.** Au moins douze fonds d'investissement seraient sur les rangs pour racheter l'activité toiture du groupe français, selon *La Tribune*. Le groupe industriel autrichien Wienerberger s'intéressait également au dossier. La branche toiture du groupe français serait valorisée «*autour de 2 milliards d'euros*» et le processus de mise en vente débuterait en septembre.

▶ **AUTOMOBILE. Valeo n'ira pas au Mondial de l'auto.** L'équipementier automobile français Valeo annoncé hier qu'il sera absent du Mondial de l'automobile, qui se tiendra du 30 septembre au 15 octobre à Paris. Le groupe n'a pas souhaité fournir d'explication. Lors de la précédente édition, en 2004, le PDG de Valeo Thierry Morin, expliquait qu'il avait déjà failli annuler sa présence pour des raisons d'économies. Valeo est pris en tenaille, comme les autres équipementiers, entre les hausses incessantes des coûts des matières premières et les baisses des prix d'environ 3 % à 5 % par an réclamées par les constructeurs automobiles. Son concurrent Faurecia a déjà annoncé qu'il n'aura pas non plus de stand au Mondial.

SAGESSES ORIENTALES

Les reliques de Bouddha ont visité Marseille

2 500 personnes se sont recueillies le week-end dernier devant des reliques bouddhiques, dévoilées dans le cadre d'une tournée mondiale

MARSEILLE
De notre correspondante régionale

CORINNE BOYER

Dans la pagode Phap Hoa. Cette tournée est destinée à récolter des fonds pour la construction d'un lieu saint en Inde.

Entre deux prises de photos, Alain Hua s'incline les mains jointes devant les urnes de verre contenant des reliques de Bouddha et de quinze de ses disciples, exposées le week-end dernier à la pagode Phap Hoa dans les quartiers nord de Marseille (Bouches-du-Rhône). *«C'est un événement exceptionnel. À la vue des reliques, chaque prière pénétrait dans mon cœur de manière encore plus intense»*, témoigne, les larmes aux yeux, un opérateur chimiste vietnamien, venu du Gard.

Lancée l'an dernier par le lama Zopa Rinpoché, l'exposition de reliques de Bouddha s'inscrit dans une tournée mondiale unique, destinée à récolter les 193 millions d'euros nécessaires au projet Maitréya. Ce projet prévoit la construction d'un lieu saint à Koushinagar (nord de l'Inde), comprenant – outre une statue gigantesque de Bouddha en bronze de 152 mètres – des écoles et des hôpitaux pour les plus démunis. Le lama Zopa appartient à l'une des quatre écoles du bouddhisme tibétain, l'école Guéloukpa, plutôt orientée vers l'étude et la vie monastique, et il anime une fondation présente dans 31 pays avec 141 centres. L'ensemble du projet est cautionné par le dalaï-lama.

L'événement est exceptionnel: en 2010, les reliques actuellement en tournée seront insérées dans la statue de Koushinagar. *«Nous espérons que chacun, croyant et non croyant, bénéficiera de l'énergie véhiculée par ces reliques qui inspirent la bonté»*, déclare le vénérable Ghac Tu, moine de la pagode Phap Hoa, un des quatre centres bouddhistes de Marseille. Au premier étage du temple, les visiteurs se succèdent en silence, dans une ambiance recueillie, pour admirer cheveux, minuscules bouts d'os et de vêtements, ainsi que de petites perles vieilles de 2 500 ans et issues de la crémation des maîtres spirituels ayant atteint, dit-on, *«un très haut niveau de purification»*.

Certains méditent, assis par terre en tailleur, tandis que huit moines et vénérables se relaient pour bénir fidèles et curieux. Une expérience dont Christine, 31 ans, sort muette: *«J'ai senti une énergie pleine d'amour et de compassion.»* De nombreux *«novices»* sont venus se renseigner sur le bouddhisme, qu'ils connaissent mal mais qui les attire par son image de tolérance. Secrétaire dans le Gard, Odile, catholique pratiquante, explique ainsi qu'elle concrétise sa quête de sens: *«Le bouddhisme encourage à trouver l'apaisement en soi. Rien n'est imposé. C'est plus ouvert que notre religion, où le bonheur passe forcément par un long chemin de souffrance.»* Une vision de l'une et l'autre tradition qui mériterait bien des nuances…

Une image de tolérance qui fait écho…

Au rez-de-chaussée, le cours sur le bouddhisme fait le plein. *«L'amour, c'est la compassion, et la compassion, c'est la sagesse. Si vous arrivez à appliquer ces principes dans votre vie quotidienne, ce sera déjà positif»*, explique Danielle Froment, qui dirige un groupe spirituel sur Marseille. Les questions mêlent néophytes et connaisseurs: comment et pourquoi se réincarne-t-on? Comment couper la loi du karma pour éviter de renaître?… Cette curiosité n'étonne nullement Danielle Froment: *«Dans une société matérialiste tournée vers la performance, les gens sont en forte recherche de spiritualité. Dans le bouddhisme, ils ne se sentent pas jugés par un Dieu extérieur, contrairement aux autres religions.»* Les clichés, décidément!

Michelle Le Dimna, responsable du projet Maitréya pour l'Hexagone, a pour sa part de quoi se montrer satisfaite: *«Ce week-end, 2 500 personnes ont fréquenté la pagode. Les dons et les ventes d'affiches, DVD et bouteilles d'eau bénite ont permis de collecter 10 400 euros.»* Sur l'année 2006, les reliques bouddhiques auront été exposées seize fois en Europe. Elles seront fin octobre à Paris.

CORINNE BOYER

ANNIVERSAIRE La congrégration fête celle qui avait mis la charité au cœur de son action

Les Sœurs de Saint-Joseph de l'Apparition célèbrent leur fondatrice

«Se dévouer et mourir». Telle était la devise de sainte Émilie de Vialar, mystique du XIXe siècle qui fonda la congrégation missionnaire des Sœurs de Saint-Joseph de l'Apparition, en 1832, dans sa ville natale de Gaillac (Tarn). D'inspiration ignatienne – Émilie de Vialar avait été aidée par des jésuites à ses débuts –, cet institut religieux porta d'abord le nom de «Sœurs de la charité», avant de prendre sa dénomination définitive. De la Mauritanie à la Birmanie, de l'Australie au Liban, son charisme – mettre la charité au cœur de toute action – demeure, 150 ans après la mort de sa fondatrice. La congrégation a donc choisi cette date anniversaire pour lui rendre hommage.

Depuis le début de cette année particulière, de tous pays, elles viennent par petits groupes à Gaillac. En point d'orgue, une cinquantaine d'entre elles se réunissent à partir de demain et pour trois jours. Bénédiction du Centre Émilie-de-Vialar, visites des villes bien connues de la fondatrice – Gaillac, Albi, Toulouse et Montauban – et célébrations quotidiennes sont au programme du 24 au 27 août.

Sœur Agnès Cavasino, biographe d'Émilie de Vialar, revient sur la figure de cette bâtisseuse discrète, surnommée *«l'aventurière de Dieu»*: *«Malgré l'ampleur du labeur de sainte Émilie, celle-ci reste méconnue. Elle a persévéré toute sa vie – 42 fondations de son vivant – pour venir en aide aux autres, sans se soucier de leur confession et malgré les obstacles que beaucoup lui ont dressés.»*

La congrégation compte aujourd'hui 900 Sœurs de 39 nationalités, réparties en 180 communautés, qui poursuivent la voie suscitée par leur fondatrice au travers d'actions sociales et éducatives, tout en *«demeurant une présence discrète de l'amour de Dieu»*. Dans les camps de réfugiés, les bidonvilles ou les quartiers défavorisés, leurs foyers et dispensaires sont un havre pour beaucoup. Récemment encore, en juin, une communauté a été fondée au sud d'Amman, en Jordanie. Au Proche-Orient, et plus encore dans toute l'Asie du Sud-Est, de nouvelles communautés se forment: *«C'est là-bas que fleurissent maintenant les vocations»*, indique Sœur Agnès.

Mener des actions éducatives pour témoigner de la «présence discrète de l'amour de Dieu».

Un arrière-petit-neveu d'Émilie de Vialar, le P. François Delpit, présidera l'eucharistie ce samedi. Il devrait être accompagné à cette occasion par l'abbé Antoine Hardy, arrière-petit-neveu de Mgr Antoine Dupuch: un clin d'œil de l'histoire puisque, lors de son séjour en Algérie en pleine période de colonisation, Émilie s'était heurtée au premier évêque d'Alger, Mgr Antoine Dupuch, qui n'entendait pas la mission de la même oreille! Samedi soir, une veillée sera organisée par les jeunes du diocèse. Dimanche, enfin, c'est l'archevêque d'Albi, Mgr Pierre Carré, qui présidera la messe de clôture de ces festivités.

AURÉLIEN TARDIVEAU

Rens.: Sœurs de Saint-Joseph-de-l'Apparition, 16, place Émilie-de-Vialar, 81600 Gaillac. Tél.: 05.63.57.36.36.

EN BREF

▸ **MONGOLIE. Visite du dalaï-lama.** Le chef spirituel des bouddhistes tibétains a été accueilli par une foule en liesse à Oulan-Bator au début d'une visite d'une semaine en Mongolie. Acclamé par des milliers de fidèles à son arrivée, il devait donner aujourd'hui une conférence publique au stade d'Oulan-Bator. Alors que ses proches insistent sur le caractère religieux de cette première visite en Mongolie depuis 2002, la Chine s'inquiète d'activités qu'elle juge *«séparatistes»*.

▸ **LYON. Le diocèse se mobilise pour le Liban.** Chaque paroisse, chaque établissement scolaire du diocèse de Lyon est invité à participer à l'opération *«Participons à la reconstruction du Liban»*, qui s'étendra particulièrement sur trois week-ends: 26-27 août, 2-3 et 9-10 septembre. Des dons peuvent être directement envoyés au comité de jumelage du diocèse avec celui d'Antélias (informations sur le site: http://catholique-lyon.cef.fr).

Méditation

24 août: Saint Barthélémy, Apôtre (fête)
(Jean 1, 45-51)

■ Dès le début de l'évangile, la parole du Christ suscite d'autres paroles, son appel entraîne d'autres appels, sa rencontre provoque d'autres rencontres. Il s'agit chaque fois de conduire quelqu'un vers le Christ, cette personne devenant à son tour un témoin. Ici c'est Philippe qui communique à Nathanaël sa découverte du Messie. Mais celui-là ne se laisse pas convaincre d'emblée. Avec un brin d'ironie, il affiche son scepticisme. *«Peut-il sortir quelque chose de bon de Nazareth?»* Cette petite bourgade qui n'est même pas mentionnée dans les Ecritures, que lui, le théologien, connaît bien. Il ne faudrait pas changer grand-chose à sa répartie vaniteuse et suffisante pour qu'elle soit aussi la nôtre. Car comme lui nous avons du mal à nous laisser déloger des systèmes que nous avons savamment construits, à sortir de nos points de vue particuliers, sources d'intolérance et de rejet! Nathanaël pensait savoir et il n'a pas su voir. Et quand enfin il croit et reconnaît personnellement en Jésus le Christ, il découvre qu'il n'y est pour rien, mais que Jésus depuis longtemps l'avait enveloppé dans son regard d'amour: *«Avant même que Philippe ne t'appelât, alors que tu étais sous le figuier, je t'ai vu.»* Ces mots *«avant même»* nous rappellent que si nous sommes en route pour saisir le Christ c'est parce que lui-même nous a d'abord saisis. Si nous pouvons nous approcher de lui, répondre à son appel, c'est parce que lui-même nous a aimés le premier, donnant à chacun son identité véritable.

MICHEL BERTRAND

Autres textes: Apocalypse 21, 9-14. Psaume 144.

LE SITE INTERNET

Ghibli, la poésie animée

■ *Nausicaä de la vallée du vent* sort aujourd'hui sur nos écrans *(lire page VIII)*. C'est le succès de ce dessin animé qui a permis à son réalisateur Hayao Miyazaki et à ses collègues de fonder le studio Ghibli en 1985. Aujourd'hui presque aussi célèbre que Disney, le studio nippon a réussi à concilier exigence artistique et succès public, avec des bijoux d'animation tels que *Princesse Mononoké* ou *Le Voyage de Chihiro*. C'est l'histoire de ce studio et de ses créateurs qui nous est racontée, avec le souci de détails de fans absolus de ces œuvres, sur www.buta-connection.net. Ce site offre des fiches extrêmement détaillées de tous les films Ghibli et des biographies de Miyazaki et de son fidèle collaborateur Isao Takahata, également réalisateur de merveilles telles que *Le Tombeau des lucioles* ou *Mes Voisins les Yamada*. On y apprend que Miyazaki a commencé par travailler pour l'industrie des dessins animés produits à la chaîne pour la télévision, sans que la qualité suive toujours… C'est en réaction aux contraintes de la production télévisuelle que les deux compères ont fondé leur studio. Devenu depuis une véritable institution culturelle au Japon, le studio a même ouvert un musée éponyme. Buta Connection en propose une visite commentée pièce par pièce. Une visite virtuelle qui permet de pénétrer le monde poétique et épique de Miyazaki.

STÉPHANE DREYFUS

LES CHOIX DE LA CROIX

Et aussi…

▸ **La vie en cinq actes**
Le « métier » de parent est à l'honneur du quatrième volet de cette série documentaire, qui puise ses exemples à travers le monde. *(21 h 35 sur Arte)*

▸ **Nos vies heureuses**
Marie Payen, Cécile Richard, Sami Bouajila et Fanny Cottençon remarquablement dirigés dans ce film de Jacques Maillot où s'entrecroisent les destins de trentenaires en quête du bonheur. *(22 h 40 sur Arte)*

▸ **Mémoires du cinéma français**
Des cinéastes français évoquent les influences déterminantes pour leur parcours artistique. De Julien Duvivier à Jean-Luc Godard. *(0 h 45 sur TV5 Monde)*

JEAN PIMENTEL/FRANCE 2

Magma d'émotions à La Réunion

LES SECRETS DU VOLCAN
20 h 50 sur France 2

■ Qui dit saga télévisée, pense immédiatement été, dépaysement. On goûte donc tout particulièrement les paysages somptueux de La Réunion dans *Les Secrets du volcan*, sur France 2. Histoire de faire oublier la rentrée qui se profile, les quatre épisodes égrènent des images de rivages dignes de cartes postales, de montagnes verdoyantes mais aussi de volcans incandescents… Symboles du bouillonnement puis de l'explosion de vieilles rancœurs entre deux familles, aux prises avec les secrets du passé. Un thème classique mais qui gagne en intérêt grâce à une intrigue bien ficelée, crédible.

Comme dans la saga de TF1 *Les Maîtres du zodiaque*, deux clans familiaux rivaux, les Mahé et les Bertin, sont impliqués dans une série de meurtres mystérieux. Mais le spectateur est tout autant captivé par les chassés-croisés amoureux entre les deux maisons ennemies. Jasmine Mahé, charmante jeune métisse, se fiance à Thomas Souheil, à peine rentré de métropole après ses études. Mais ce dernier semble plus sensible aux attraits de Julia Bertin, l'héroïne de la série. Pour pimenter le tout, Jasmine est également l'ancienne petite amie d'Alexandre Bertin, le frère de Julia… Plus on remonte les générations, plus les profils manipulateurs sont nombreux. Véronique Jeannot incarne une maîtresse femme sans scrupule, dans le rôle de la mère de famille, Cristina Mahé. Et, parmi les grands-parents, on rencontre des personnages proprement machiavéliques ! En dépit du trait outrancier de certains caractères, on se laisse séduire par le naturel des dialogues et l'engagement des comédiens. La saga joue habilement sur le ressort émotionnel comme sur le suspense. La cascade de péripéties et l'enquête menée par le perspicace commandant Desrivières, incarné par Thierry Desroses, de la série policière *PJ*, tiennent en haleine le spectateur impatient de connaître – après avoir tenté de le deviner – le fin mot de l'histoire…

ERIKA GÉLINARD

TF1

12.05 Attention à la marche ; **13.00** Journal – Météo – Météo des plages ; **13.50** Les feux de l'amour ; **14.40** Le bleu de l'océan (3/5), téléfilm ; **16.45** New York : police judiciaire ; **18.25** Crésus ; **19.10** La roue de la fortune ; **19.50** À vrai dire – Météo ; **20.00** Journal – Résultat des courses – Météo.

20.50 Combien ça coûte ? « Les 10 chiffres de vos vacances et de la rentrée ». Magazine présenté par Jean-Pierre Pernaut. **22.30 Esprits criminels.** ⓬. Série américaine : « Un tueur sans visage ». Avec Lola Glaudini, Thomas Gibson, Shemar Moore.

Demain matin

6.45 TF1 info ; **6.55** TF ! Jeunesse – Météo ; **8.30** Téléshopping ; **9.05** TF ! Jeunesse ; **11.05** Météo – Alerte Cobra.

France 2

12.00 Tout le monde veut prendre sa place ; **12.50** Millionnaire – Météo ; **13.00** Journal – Météo – Consomag ; **13.45** Maigret ; **15.30** Nestor Burma ; **17.05** Boston public ; **18.45** Un gars, une fille ; **18.55** Le grand zapping de l'humour ; **19.45** Samantha ; **19.55** Météo – Météo des plages ; **20.00** Journal – Météo – Tirage du Loto.

20.55 Les Secrets du volcan (1/4). Téléfilm français (2006) de Michaëla Watteaux, avec Mélanie Maudran, Véronique Jannot, Cédric Chevalme. **22.40 Ça se discute jour après jour, les jours d'après :** « Quand la famille s'agrandit ». Magazine présenté par Jean-Luc Delarue.

Demain matin

6.30 Télématin – Météo des plages ; **8.30** Un livre (+ 17 h 00) ; **8.35** Des jours et des vies ; **9.00** Amour, gloire et beauté ; **9.25** KD2A ; **11.15** Flash info ; **11.25** Les z'amours ; **12.00** Tout le monde veut prendre sa place.

France 3

11.40 « 12/14 ». Actualités ; **12.55** Derrick ; **13.45** Keno ; **13.50** Hooker ; **15.30** La collection Cousteau ; **16.25** Drôle de couple ; **17.05** Chérie, j'ai rétréci les gosses ; **17.50** C'est pas sorcier ; **18.20** Un livre un jour ; **18.25** Questions pour un champion ; **18.50** « 19/20 ». Actualités ; **20.10** Tout le sport ; **20.20** Plus belle la vie.

20.55 Des racines et des ailes – Spéciale histoires, mythes et légendes (1/3). Magazine présenté par Louis Laforge. Reportages : « Îles de légende ». « Sur la route des croisés ». **22.55** Keno – Météo – Journal : Soir 3. **23.30 Soupçons :** « Le verdict ».

Demain matin

6.00 Euronews ; **6.50** Toowan ; **10.45** Plus belle la vie ; **11.15** Bon appétit, bien sûr ; **11.40** « 12/14 ». Actualités.

France 5

12.05 Midi les zouzous ; **14.05** Chasseurs de tempêtes ; **15.00** Sur le chemin de l'Inca ; **16.00** Planète insolite ; **17.00** Les monstres de la mer ; **18.00** Bolivie, la revanche des indigènes.

Demain matin

7.00 Debout les zouzous ; **9.15** 5, rue Sésame ; **10.20** Question maison ; **11.10** Au cœur de la jungle.

Arte

19.00 Le combat des Himba pour la terre rouge ; **19.45** Arte info ; **20.00** Le journal de la culture ; **20.15** L'Europe à vol d'oiseau.

20.40 Les mercredis de l'Histoire. « Les opérations secrètes de la guerre froide ». Documentaire de Dirk Pohlmann. **21.35 La vie en cinq actes – Être parent (4).** Série documentaire de Philippe Molins. **22.30** Le dessous des cartes ; **22.40** Nos vies heureuses. Film français (1999) de Jacques Maillot (2 h 20).

M6

11.50 Malcolm ; **12.50** Le 12.50 – Météo ; **13.10** Malcolm ; **13.35** Hôtel de rêve… au Mexique, téléfilm ; **15.25** Croisière au clair de lune, téléfilm ; **17.10** Le meilleur de génération hit ; **17.55** Summerland ; **18.50** Smallville ; **19.50** Six'/ Météo ; **20.10** Touche pas à mes filles ! ; **20.35** Météo des plages – Kaamelott.

20.50 Zone interdite : « Les vacances de la débrouille ». Magazine présenté par Anne-Sophie Lapix. **22.45 Recherche appartement ou maison.**

Demain matin

7.00 Météo (+ 8 h 00, 9 h 00, 9 h 55, 11 h 45) – M6 music ; **8.05** Tubissimo ; **9.05** M6 boutique ; **10.00** Starsix Music ; **10.40** Kidété ; **11.50** Malcolm.

SÉLECTION CÂBLE, TNT…

Canal +

CRYPTÉ : 20.50 Sourire en coin. ⓾. Téléfilm anglo-canadien (2005) de Christopher Menaul (2 h 17).

France 5 (soir)

19.00 Au pied du Kilimandjaro ; **20.45** Plateformes pétrolières, titans des mers ; **21.35** Pièges de glace ; **23.25** Question maison.

Arte (journée)

12.35 Chic ; **13.05** Myanmar, la route des pierres précieuses ; **14.00** Capté ! ; **14.40** Art du mythe ; **15.05** Pepe Carvalho ; **17.20** L'Everest en delta-plane ; **18.05** La dernière caravane de sel.

TNT chaînes gratuites

TMC

18.00 Docteur Sylvestre. **20.45** Inspecteur Morse. Série britannique : « La banqueroute ».

NT1

19.05 L'invincible. **20.40** Sauvetage. Série française : « Portés disparus ».

W9

18.15 Star Trek : the next generation. **20.45** W9 hits. Clips.

NRJ 12

18.30 28e Sud. **20.50** L'heure de la vengeance. Téléfilm américain (1999).

France 4

16.45 Fame LA. **20.50** Concerts sauvages : Archive. Concert.

LCP Public Sénat

17.45 Paroles du monde. **20.00** Émission spéciale : « Esclavage, d'hier à aujourd'hui ».

Direct 8

18.00 Le monde au quotidien. **20.30** Le blog notes de Philippe Labro. Magazine.

KTO

12.15 Les reliques de Bari. **13.25** KTO Magazine. **16.50** Les yeux tournés vers l'aube. **17.20** Don Bosco. **19.15** La foi prise au mot. **20.40** VIP. Jean-Hugues Anglade. **20.50** La foi prise au mot. Femmes. **21.40** L'homme debout.

Demain matin

7.00 Ultréïa ! D'Arles à Saint-Jacques de Compostelle. **10.25** L'homme debout. **12.15** Le pèlerin.

France-Musique

14.00 À portée de mots : Françoise Gründ, ethnoscénologue ; **15.00** Prima la musica, Festival international de Salon-de-Provence ; **20.00** Prima la musica : Camerata vocale de Fribourg ; **21.30** Prima la musica : Mei-Ting Sun, piano.

Demain matin

10.00 Prima la musica, Festival international de Salon-de-Provence.

France-Culture

14.30 La ronde des femmes ; **15.30** Mardis du cinéma : Frank Zappa ; **17.02** Radiosouvenirs ; **19.00** L'université populaire de Caen ; **20.30** Grands débats contemporains ; **22.41** Tentatives premières : Une autre Amérique ; **23.20** Du jour au lendemain.

Demain matin

09.05 De grandes traversées : États-Unis.

RCF*

13.07 Couleur nature ; **13.30** Rencontre ; **16.00** Promenade ; **16.30** On connaît la chanson : Kent ; **17.03** Témoin aujourd'hui ; **20.30/22.30** Prière monastique avec les Bénédictins d'En Calcat ; **21.00** Un prêtre vous répond ; **22.00** Repères.

Demain matin

10.03/19.30 L'été des Festivals ; **10.30** Visages.
**Fréquences : 04.72.38.20.22*

Radio-Notre-Dame

14.30 Esprit de famille ; **15.30** Chapelet ; **16.00** Les Musicales ; **17.00** Cœur de métier ; **18.15** Des goûts et des couleurs ; **19.00** Enquête de sens ; **20.00** Aujourd'hui l'Église ; **22.00** Écoute dans la nuit.

Demain matin

7.25 Le grand témoin ; **9.05** Le Bistrot de la Vie ; **11.00** L'invité de Denise Dumolin.

RADIO-VATICAN

21.30 Magazine : La catéchèse du Pape.

Les illusions de la diplomatie mondiale

OUSSAMA AYOUB/AFP
Des Libanais regardent l'intervention télévisée du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, le 6 août dernier.

Bertrand Badie
Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris

Le rapport du Hezbollah à la négociation internationale n'est pas compatible avec une résolution tout empreinte des visions stratégiques traditionnelles.

Le drame libanais s'inscrira en noir dans les annales de la diplomatie mondiale. On en retiendra l'usage effroyable du temps et les prétextes dilatoires diplomatiquement mobilisés pour conforter des offensives meurtrières. On en fera un cas d'école des tragédies humanitaires, cyniquement acceptées et programmées au service de la haute stratégie. On se souviendra aussi de l'éloge de la démesure, retenue par certains comme base de salut pour Israël, oubliant peut-être que la disproportion dans l'usage de la force a toujours été le banal instrument utilisé par les régimes les plus contestés pour concilier intransigeance et survie…

Mais, au-delà de ces images tragiques et impudentes, la diplomatie mondiale a d'abord été victime de ses vieilles illusions, autant de recettes anciennes qui se révèlent plus que jamais périmées. Illusion de la temporalité, en premier lieu, comme si le temps travaillait toujours pour la bonne cause.

Alors que le Proche-Orient est enflammé depuis près de soixante ans, on veut constamment se persuader que la paix y progresse : on a cru en Oslo, puis en la feuille de route, et enfin dans les vertus prometteuses d'une nouvelle diplomatie israélienne. Or les deux premiers ont échoué en partie parce qu'ils reposaient précisément sur une politique de calendrier qui a laissé toute leur place aux atermoiements, aux délais, aux reports et aux ajournements, aggravant le conflit, créant de nouvelles frustrations elles-mêmes sources de violence. La résolution 1701 joue dangereusement à son tour la même partition, alors qu'on nous annonce qu'il faudra un an pour monter la force internationale et que les conditions d'un règlement politique nous sont encore inconnues.

Illusion stratégique, ensuite, comme si les adversaires qui se font face se livraient à la même partie d'échecs à laquelle jouaient les États européens du temps de Clausewitz. Un mouvement comme le Hezbollah n'obéit pas à la rationalité étatique connue de nos chancelleries. Sa logique de mobilisation n'est pas la même, il n'est pas exposé aux mêmes risques et ne peut pas espérer les mêmes gains. Son rapport à la négociation internationale, alors qu'on refuse de lui reconnaître un autre statut que celui d'organisation terroriste, n'est d'aucune façon compatible avec les termes et l'esprit d'une résolution tout empreinte des visions stratégiques traditionnelles.

Illusion de la puissance, lorsqu'on croit que celle-ci peut tout résoudre et que la victoire revient nécessairement à celui qui a la force et qui sait s'en servir. On a trop vite oublié que le Hezbollah et le Hamas sont aussi et d'abord des mouvements sociaux implantés et représentatifs, que cette guerre interminable du Proche-Orient oppose d'abord un État à des sociétés, livrées à elles-mêmes devant la démission, l'incapacité, voire l'effondrement d'un grand nombre d'États arabes et l'isolement programmé des autres.

Aucune arme, même des plus sophistiquées, ne peut quoi que ce soit face à des acteurs sociaux ; les règlements internationaux sont dans ces circonstances tout aussi impuissants. À force d'avoir cassé les institutions au sein du monde arabe, on a relégué la conflictualité dans des sites où ni les chars ni les diplomates n'ont accès. Pire : on s'accommode aujourd'hui de cet échec au prix de confondre les désastres qui en dérivent avec des « dommages collatéraux ».

Illusion du marchandage, enfin : on a cru que l'équation proche-orientale pouvait se résoudre par l'arithmétique d'un compromis franco-américain négocié dans les couloirs de l'ONU. Comme si un conflit de cette complexité pouvait bénéficier du rééquilibrage de deux diplomaties qui lui sont largement étrangères. De surcroît, ce compromis appartient à l'univers des bricolages trompeurs, tant les intérêts et les visions des deux chancelleries sont éloignés : la résolution 1559 sur le Liban en avait déjà fait les frais, donnant naissance à des ambiguïtés dont nous payons le prix aujourd'hui.

Il est temps de comprendre que les relations internationales sont la projection des souffrances humaines avant d'être l'univers stratégique du diplomate et du soldat : c'est peut-être en le saisissant mieux que les autres et en en tirant parti que le Hamas et le Hezbollah ont gagné des positions solides dont on serait bien inspiré de tenir compte.

Déclin de l'influence française en Europe

Christophe du Payrat
Commission européenne

La France, si elle a perdu ces dernières années du terrain, n'en conserve pas moins une capacité d'influence majeure.

Les partisans du « oui » à la Constitution européenne ont largement brandi le risque de perte d'influence française en Europe dans le cas d'un vote négatif. Qu'en est-il un an après ? Si l'on se place dans une perspective historique, les pays fondateurs de la CEE étaient nécessairement amenés à voir leur influence décliner au profit des nouveaux arrivants. De ce point de vue, la France ne se distingue pas des autres États membres, même si elle vit probablement plus difficilement cette évolution, car celle-ci la prive de son rôle singulier dans la construction européenne. Ce qui nous intéresse ici, ce n'est donc pas cette évolution, somme toute logique, mais le sentiment plus diffus d'une réduction brutale de l'influence française en Europe.

Sans entrer dans la polémique initiée par les « déclinologues », on peut se demander si la diminution de l'influence française en Europe ne serait pas une conséquence du déclin plus général d'une France éprouvant des difficultés à se réformer. Confrontée à un taux de chômage durablement élevé, une cohésion sociale et des institutions politiques fragilisées, la France ne peut plus se présenter comme un modèle à suivre à ses partenaires.

Mais, au cours de l'année passée, c'est sans doute avant tout le comportement de la France au niveau européen qui a le plus altéré sa capacité d'influence. Paradoxalement, c'est le gouvernement français, partisan du « oui », qui en a été l'artisan. Le « non » au référendum a en effet provoqué un infléchissement de la politique européenne de la France, qui a donné l'impression à ses partenaires et à la Commission de ne pas toujours être disposée à « jouer le jeu européen ».

L'exemple le plus flagrant est à trouver dans le « *patriotisme économique* » initié par le premier ministre, avec en particulier le mariage Suez-GDF, scellé à Matignon pour contrer l'italien Enel. Sans juger de la pertinence financière de ce rapprochement, on ne peut que constater sa contradiction avec l'esprit même de la construction européenne. Citons aussi la prise à partie de la Commission européenne par le chef de l'État au moment des licenciements décidés par l'entreprise Hewlett Packard, alors que la Commission ne détenait aucune compétence pour intervenir. Ces prises de position ont provoqué en Europe un mélange d'agacement et d'incompréhension à l'égard de la France.

Cette mauvaise volonté n'est toutefois pas totalement nouvelle. Elle se manifeste notamment par le piètre bilan de transposition des textes européens ou encore par des déficits publics répétés. Cet ensemble de pratiques isole la France de ses partenaires et donne l'impression d'un comportement égoïste peu favorable à son influence. En retour, on constate au niveau européen un certain rejet de ce qui est français, tant les décisions, qui sont critiquées, que les dossiers, qui font l'objet d'une suspicion spontanée.

Les sources du déclin de l'influence française paraissent donc variées. Parmi elles, le vote négatif au référendum tient une place non négligeable, parce qu'il a porté atteinte à la crédibilité de la France comme force de proposition et d'entraînement. Mais ce retrait est en soi moins critiquable – il n'est au fond qu'une conséquence démocratique des résultats du référendum – que le fait d'avoir été accompagné d'un comportement peu respectueux des règles européennes communes.

Ce tableau peut paraître sévère. De fait, il convient de ne pas se laisser enfermer par certains détails de l'actualité, pour souligner que la France, si elle a perdu ces dernières années du terrain, n'en conserve pas moins une capacité d'influence majeure. Le principal facteur de résistance de l'influence française demeure la force de l'axe franco-allemand, souvent donné pour mort, notamment à chaque alternance politique, mais qui fonctionne encore et a été revivifié lors de l'anniversaire du traité de l'Élysée en 2003. Concrètement, on peut citer la convergence de vues franco-allemandes sur la nécessité de relancer une politique de recherche et d'innovation au niveau européen.

Un autre facteur de résistance, souvent présenté au contraire comme signe de déclin, tient à l'importance de l'usage du français dans les négociations européennes. Il est exact que celui-ci subit un déclin relatif depuis l'élargissement au Nord puis à l'Est. Mais il demeure, bien plus que l'allemand, une langue de travail quotidienne au sein des institutions. On peut porter au crédit du gouvernement la priorité qu'il y accorde, même si l'importance du français tient aussi, plus prosaïquement, à la localisation de la Commission dans un pays francophone.

Un an après le référendum, la capacité d'influence française ne paraît pas avoir subi un ébranlement massif. Mais elle continue à s'éroder, nécessitant, pour être préservée, d'engager à la fois une ardeur réformatrice en interne, pour servir à nouveau d'exemple, un effort d'imagination, pour proposer un projet attractif concernant l'avenir de l'Europe, et des efforts pour restaurer sa crédibilité.

Ce dernier point a le plus souffert de l'inflexion de politique décidée au lendemain du référendum, exigeant désormais de la France qu'elle « joue au bon élève européen » dans ses relations avec les institutions européennes et les autres États membres. Cet exercice peut se révéler long et coûteux, tant il peut être nécessaire de donner des gages de vertu après avoir écorné la confiance de ses partenaires, à l'image des difficultés que la France a eues à construire une politique crédible du franc fort.

Chaque jour dans La Croix, *le texte d'un écrivain voyageur*

Manchester, novembre 1981. MARTIN PARR/MAGNUM

Paul Bourget

Angleterre, villes maudites

Rencontrerez-vous ailleurs qu'en Angleterre de ces énormes villes noires qui s'éveillent le matin sous un ciel fuligineux, où de la poussière de suie semble diffuse ? C'est de la brume sans ce veloutement des objets, sans cette éclosion de la tache lumineuse dont le contour tremble, comme en Hollande. Ici le contour des maisons reste net et précis à travers ce fog. La tristesse des gazons des parcs est infinie sous cette pesée de l'air dense et âcre. Avec un ciel de cette épaisseur de brouillard la libre expansion de la vie animale, seule source de volupté, est impossible. Aussi bien, la volupté dans le sens où nous autres Méridionaux interprétons ce terme, n'existe pas en Angleterre. Même le caractère de l'architecture indique cette absence du sentiment du bonheur, rien que par la sèche et dure arête des lignes. L'énorme effort, la réflexion continue et solitaire, l'entraînement, par les exercices violents et la nourriture trop forte, de la machine qui sans cela se briserait, la barricade du home contre la brutalité du dehors, ces traits essentiels de la vie anglaise sont comme rendus palpables par cette brume.

Pluie, fumée ; vitesse… et dur labeur ! J'ai ce sentiment une fois de plus, en errant, dans l'intervalle de deux trains, le long des rues de Bristol qui s'éveille. Il est neuf heures. Toujours ce ciel livide et d'où cette éternelle pluie dégoutte par saccades. Et toujours, dans cette atmosphère de suie et d'eau, la même construction anglaise se détache : les petites fenêtres à guillotine sont d'une précision de lignes qui vaut la précision de contour des maisons et la précision des lettres des affiches. Parallèle à la rivière Avon, le floating harbour (« le port flottant ») supporte des quantités de barques à l'amarre. Les édifices gothiques, d'une pierre grise, triste à voir dans cet air suintant, dressent leur masse au dessin sévère, et attestent que des hommes, morts depuis longtemps, ont subi l'influence assombrissante de ce climat, meurtrier à la sensation du plaisir. Un marché se rencontre sur ma route, couvert et débordant de peuple. Des femmes en haillons et en chapeau, vendent des fruits, les pauvres fruits aigrelets de ce ciel noyé : de toutes petites prunelles violettes et des poires grosses comme des noix. À côté, les énormes tranches de saumon, fendues au couperet, étalent leur épaisseur sanguinolente, et les quartiers de bœuf garnis de leur graisse jaune attendent les appétits vigoureux des rudes travailleurs de ce pays d'effort…

Et puis le train de nouveau m'emporte, vers Manchester, cette fois, traversant avec son habituelle rapidité des villes énormes, bâties de briques rouges. Aux approches de Birmingham, quinze lignes filent, parallèles les unes aux autres. À la porte d'une fabrique de bière je compte vingt et un wagons, chargés de barils qui s'amoncellent en pyramides. Les tuyaux d'usine, serrés en forêts, poussent leur suie noire sur le fond déjà si noir de ce ciel. Les tunnels se succèdent, et Manchester apparaît, sinistre dans la nuit tombante. Les boutiques se ferment dans cette grande ville, plus travailleuse encore que Bristol. Les ouvrières rentrent de l'atelier, sanglées dans leur manteau de drap brouillé. Leur bouche a presque toujours ce pli contracté qui achève en un sourire à demi douloureux tant de physionomies de femmes anglaises. On dirait que le pesant labeur héréditaire de la race laisse quelque chose de sa peine sur les visages énervés de ces femmes. Des haillons passent, des figures affamées, des pieds nus. De l'un des ponts du vieux quartier, on peut voir l'eau de la rivière couler, lente et noire, serrée entre des maisons humides, chargée de toute l'impureté des usines, et transformant ce coin de cité manufacturière en une ignoble Venise, sans gondoles, sans palais et sans soleil !… Décidément le vieux laird – comme nous appelons d'Aurevilly – n'avait pas raison. Et il vaudrait la peine de venir ici, ne fût-ce que pour avoir, par contraste, la sensation dans le souvenir, d'une France calme et paresseuse, d'un Paris gai, joli, méridional, d'un Paris abandonné au doux rien faire sur les rives de la Seine, voluptueuse et bleue. Naples, Marseille, Paris, les villes anglaises, ce sont les barreaux de l'échelle qui va de la vie nonchalante à la vie presque tragique à force de travail, et du ciel d'azur au ciel de bitume.

L'auteur

■ Paul Bourget (1852-1935), après une enfance à Clermont-Ferrand, devient professeur à Paris, avant de se faire un nom comme critique littéraire. Il se tourne ensuite vers l'écriture, devenant un maître du roman psychologique avec notamment *Cruelle énigme* (1885), *Un crime d'amour* (1886) ou *André Cornélis* (1887). Avec *Le Disciple* (1888), son œuvre se fait plus moraliste, une orientation qui s'accentuera avec son retour au catholicisme au tournant du siècle. Cette description de Bristol et Manchester est tirée des *Études anglaises*, parues en 1910.

DEMAIN
Hippolyte Taine